

Accusé de réception en préfecture : 006-220600019-20251219-lmc147902-DE-1-1

Date de télétransmission : 8 janvier 2026

Date de réception : 8 janvier 2026

DEPARTEMENT
des
ALPES-MARITIMES

République Française

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 19 DÉCEMBRE 2025

DELIBERATION N° 8

ENFANCE ET FAMILLE - AFFAIRES DIVERSES

⌘⌘⌘⌘

La séance s'est ouverte à 09h09 le 19 décembre 2025 sous la présidence de Monsieur Charles Ange GINESY.

Présents : Mme Pierrette ALBERICI, Mme Joëlle ARINI, M. Bernard ASSO, M. Xavier BECK, M. Yannick BERNARD, Mme Gabrielle BINEAU, Mme Alexandra BORCHIO FONTIMP, M. Didier CARRETERO, M. Bernard CHAIX, M. Frank CHIKLI, M. David CLARES, M. Roland CONSTANT, M. Jean-Pierre DERMIT, Mme Céline DUQUESNE, Mme Sabrina FERRAND, Mme Fleur FRISON-ROCHE, Mme Gaëlle FRONTONI, M. Jacques GENTE, M. Charles Ange GINESY, Mme Marie-Louise GOURDON, Mme Pascale GUIT NICOL, Mme Fatima KHALDI-BOUOUGHROUM, M. David KONOPNICKI, M. Jean-Pierre LAFITTE, M. David LISNARD, Mme Alexandra MARTIN, M. Franck MARTIN, Mme Caroline MIGLIORE, Mme Sophie NASICA, M. Sébastien OLHARAN, Mme Martine OUAKNINE, Mme Michèle PAGANIN, M. Mathieu PANCIATICI, Mme Carine PAPY, M. Michel ROSSI, Mme Anne SATTONNET, Mme Valérie SERGI, Mme Françoise THOMEL, M. Auguste VEROLA, M. Jérôme VIAUD.

Excusé(s) :

Pouvoir(s) : Mme Marie BENASSAYAG à M. Michel ROSSI, M. Jean-Jacques CARLIN à Mme Fatima KHALDI-BOUOUGHROUM, M. Patrick CESARI à Mme Gabrielle BINEAU, M. Eric CIOTTI à M. Xavier BECK, Mme Christelle D'INTORNI à Mme Alexandra MARTIN, Mme Vanessa LELLOUCHE à M. Charles Ange GINESY, M. Gérald LOMBARDO à Mme Sophie NASICA, M. Kévin LUCIANO à Mme

Françoise THOMEL, Mme Françoise MONIER à M. Roland CONSTANT, Mme Catherine MOREAU à M. Franck MARTIN, Mme Michèle OLIVIER à M. Jérôme VIAUD, Mme Anne RAMOS-MAZZUCCO à Mme Caroline MIGLIORE, M. Joseph SEGURA à Mme Martine OUAKNINE, M. Philippe SOUSSI à M. David CLARES.

Absent(s) :

Le Conseil départemental,

Vu le code général des collectivités territoriales dans ses 1ère et 3ème parties ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L221-2 et L222-5 ;

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L2111-1, L2112-2, L2112-4, L3111-1 et L1422-1 ;

Vu la loi n°2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;

Vu la loi n°2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant ;

Vu la loi n°2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants ;

Vu l'article 9-1 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le règlement départemental d'aide et d'actions sociales ;

Vu le schéma départemental de l'enfance 2022-2026 ;

Vu la convention-cadre relative à l'exercice des activités dans le domaine des vaccinations signée avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) le 15 avril 2025 ;

Considérant la nécessité de renouveler pour l'année 2026 cette convention-cadre, déléguant au Département la mission de vaccination publique ;

Considérant qu'il y a lieu de reconduire pour l'année 2026 la collaboration avec la Fondation Lenval dans le domaine de la santé des jeunes ;

Vu la convention multi-partenariale signée le 23 novembre 2023 dans le cadre de la lutte contre la précarité menstruelle ;

Considérant que le Département a été informé par la déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité des Alpes-Maritimes du renouvellement du même montant de crédit pour poursuivre cette action à la rentrée 2025-2026 ;

Vu la convention relative à la mise en place d'équipes de prévention spécialisée au sein du département hors territoire métropolitain, signée le 31 janvier 2022 avec l'association Montjoye, arrivant à échéance le 31 décembre 2025 ;

Considérant l'importance de maintenir le déploiement d'équipes de prévention spécialisée sur le territoire départemental, hors métropole ;

Considérant le nécessaire déploiement de mesures d'Actions éducatives en milieu ouvert (AEMO) renforcées et intensifiées, le cas échéant avec hébergement, à la suite de l'invalidation par arrêt de la Cour de cassation du 2 octobre 2024, de la mesure de Placement éducatif à domicile (PEAD) ;

Vu le code de l'éducation et notamment son article L122-2 ;

Vu la circulaire n°2019-122 du 3 septembre 2019 relative à la prévention et à la prise en charge des violences en milieu scolaire ;

Vu la convention tripartite signée le 9 décembre 2022 avec la Direction des services départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) et la Direction départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DDPJJ), relative à l'implantation et au fonctionnement des dispositifs-relais, arrivée à terme le 8 décembre 2025 ;

Considérant la nécessité de formaliser par une nouvelle convention les modalités de collaboration concernant les dispositifs-relais avec chacune des parties ;

Vu l'appel à projets lancé le 15 juillet 2025 par le Département pour la gestion de 60 places en centres d'hébergement alternatif « mères-enfants », soit 25 sur l'Ouest du département et 35 à Nice et sur l'Est du département ;

Vu l'avis émis le 4 novembre 2025 par la commission d'information et de sélection des appels à projets sociaux et médico-sociaux du Département ;

Vu la convention signée le 9 mai 2023 avec l'ADSEA 06, relative à la prise en charge d'enfants au sein de la MECS thérapeutique « Les Iris », arrivant à échéance le 31 décembre 2025 ;

Considérant la nécessité de formaliser par une nouvelle convention les modalités de collaboration relatives à la prise en charge de mineurs dont le parcours traumatique requiert une prise en charge éducative soutenue en petit effectif ;

Vu la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022 lancée le 14 octobre 2019 par le secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé ;

Vu l'instruction n° DGOS/R4/R3/R2/2021/220 du 3 novembre 2021 relative à la structuration de parcours de soins pour les enfants victimes de violences ;

Vu le pacte pour l'enfance lancé le 21 novembre 2021 par le Secrétaire d'Etat en charge de l'enfance et des familles ;

Vu la convention signée le 24 mai 2021 avec l'association PAJE, relative à l'extension du dispositif de mise à l'abri des mineurs non accompagnés (MNA), arrivant à terme le 31 décembre 2025 ;

Considérant la nécessité de maintenir un dispositif exceptionnel d'accueil de mineurs non accompagnés, face à des flux migratoires évolutifs ;

Vu la convention signée le 6 avril 2023 avec l'association Entraide Pierre Valdo, relative à la prise en charge de mineurs non accompagnés au sein de la structure l'Escale, à Châteauneuf de Grasse, arrivant à échéance le 31 décembre 2025 ;

Considérant la nécessité de maintenir la capacité d'accueil au regard de l'augmentation du nombre de mineurs non accompagnés confiés au Département ;

Vu le contrat départemental de prévention et de protection de l'enfance 2024 signé le 24 décembre 2024 avec l'Etat et l'ARS dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance ;

Vu la convention signée le 18 avril 2025 avec les associations API Provence, Montjoye et Logis des Jeunes de Provence relative à l'accueil des mineurs confiés au Département et des jeunes majeurs en foyer jeunes travailleurs, arrivant à terme le 31 décembre 2025 ;

Considérant la nécessité de maintenir, par une nouvelle convention, la possibilité d'orienter les jeunes confiés ou issus de l'ASE en Résidences Habitat Jeunes (ex-FJT) ;

Vu le rapport de son président proposant, dans le cadre de la politique « Aide à l'enfance et à la famille » du Département :

Concernant le programme "Prévention":

- * le renouvellement de la convention-cadre avec l'ARS pour la vaccination publique et la convention type afférente avec les communes d'Antibes, Cannes, Grasse et Menton de mise à disposition de vaccins ;

- * le renouvellement des conventions avec :

- la Fondation Lenval pour le fonctionnement du Carrefour Santé Jeunes ;

- la DDETS, l'académie de Nice et les associations AFCC et "Une voix pour elles" pour la lutte contre la précarité menstruelle dans les collèges ;

- * une convention avec l'association Montjoye pour la prévention spécialisée et un avenant pour la gestion du service Action éducative en milieu ouvert (AEMO) ;

- * la reconduction de la convention avec l'Education nationale et la Protection judiciaire de la jeunesse pour les dispositifs relais ;

- * des nouvelles conventions avec les associations HARPEGES-Les accords solidaires et

ALC pour les centres d'hébergement alternatif "Mère-enfants" ;

Concernant le programme "Placement enfants familles":

- * le renouvellement de la convention avec l'ADSEA relative à la MECS à visée thérapeutique Les Iris à Grasse;
- * une nouvelle convention avec l'association PAJE pour l'extension du dispositif de mise à l'abri et à la reprise d'activité des MNA sur le site de Châteauneuf-de-Grasse ;

Concernant le programme "Accompagnement social":

- * la reconduction de la convention avec Api Provence, Montjoye et le Logis des jeunes de Provence pour l'accueil des mineurs confiés à l'ASE en Résidences Habitat Jeunes ;

Après avoir recueilli les avis favorables des commissions Enfance et Finances, interventions financières, administration générale et SDIS ;

Après en avoir délibéré ;

Décide :

1°) Concernant le programme « Prévention » :

Au titre de la convention-cadre relative à la vaccination publique :

- d'approuver les termes de la convention-cadre, dont le projet est joint en annexe, déléguant au Département la mission d'exercice des vaccinations obligatoires et des vaccinations recommandées mentionnées au calendrier vaccinal en vigueur et prévu au code de la santé publique, à titre gratuit pour les usagers, en complément de l'ensemble des acteurs de la vaccination ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ladite convention, à intervenir avec l'Agence régionale de santé (ARS) PACA, pour l'année 2026 ;

Au titre du partenariat relatif aux vaccinations publiques avec les communes d'Antibes, Cannes, Grasse et Menton :

- d'allouer une participation financière annuelle départementale d'un montant global estimé à 5 500 € pour le remboursement des vaccins et des actes vaccinaux réalisés par les centres de vaccination des communes d'Antibes, Cannes, Grasse et Menton ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, les conventions de partenariat afférentes, à intervenir avec lesdites communes, définissant les modalités techniques et financières du partenariat, dont le projet type est joint en annexe, pour l'année 2026 ;

Au titre du Carrefour Santé Jeunes de Nice :

- d'approuver les termes de la convention, relative au fonctionnement du Carrefour Santé Jeunes (CSJ) de Nice, dont le projet est joint en annexe, définissant les modalités de versement de la participation départementale à ses frais de fonctionnement à hauteur de 133 630,58 €, la Fondation Lenval mettant à disposition les locaux et l'équipement mobilier nécessaires ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ladite convention à intervenir avec la Fondation Lenval, pour l'année 2026 ;

Au titre de la participation du Département à la lutte contre la précarité menstruelle dans les collèges

- d'approuver les termes de la convention relative à la santé menstruelle et santé sexuelle en milieu scolaire, définissant les modalités de versement d'une participation départementale de 10 000 € pour l'installation de distributeurs de protections périodiques dans 10 nouveaux collèges et l'approvisionnement de distributeurs déjà installés ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ladite convention, dont le projet est joint en annexe, à intervenir avec la Préfecture, l'Académie de Nice, l'Association française des centres de consultation conjugale 06 (AFCCC) et l'association « Une voix pour elles », pour l'année scolaire 2025-2026 ;

Au titre du dispositif Prévention spécialisée

- d'approuver les termes de la convention relative à la mise en place d'équipes de prévention spécialisée au sein du département hors territoire métropolitain pour un financement départemental annuel de 667 130 € ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ladite convention, dont le projet est joint en annexe, à intervenir avec l'association Montjoye, pour l'année 2026, avec possibilité de reconduction expresse annuelle dans la limite de trois renouvellements au maximum, soit jusqu'au 31 décembre 2029 ;

Au titre des actions éducatives

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention signée le 7 mars 2025 avec l'association Montjoye, relative à la gestion du service d'action éducative en milieu ouvert (AEMO), ayant pour objet de faire évoluer les mesures PEAD, désormais inapplicables suite à l'arrêt de la Cour de Cassation du 2 octobre 2024, vers des mesures AEMO graduées à compter du 1^{er} janvier 2026, portant ainsi la capacité de son offre de service à 1 033 mesures, dont 1 008 financées par le Département, pour un montant en année pleine de 6 078 573 € maximum ;

- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ledit avenant n°2, dont le projet est joint en annexe, à intervenir avec l'association Montjoye ;

Au titre de l'implantation et du fonctionnement des dispositifs relais dans les Alpes-Maritimes

- d'approuver les termes de la convention relative à l'implantation et au fonctionnement des dispositifs relais sur le département des Alpes-Maritimes, dont notamment l'internat tremplin de Saint-Dalmas-de-Tende, administrativement rattaché au collège Les Merveilles - Jean-Baptiste Rusca, définissant les modalités d'accueil des élèves de 5^e, 4^e et 3^e entrés dans un processus de rejet de l'institution scolaire ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ladite convention, à intervenir avec la Direction académique des services de l'Education nationale et la Direction départementale de la Protection judiciaire de la jeunesse, dont le projet est joint annexe, pour une durée de trois ans reconductible annuellement par tacite reconduction ;

Au titre de l'hébergement des femmes isolées enceintes et/ou avec un ou plusieurs enfants dont l'aîné à charge a moins de trois ans

- d'approuver les termes des conventions relatives à la gestion de places d'hébergement alternatif « Mère-enfants », définissant les modalités de versement de la participation départementale au fonctionnement du dispositif d'un montant total annuel maximum de 743 482 €, primes Ségur annuelles comprises, selon la répartition suivante :
 - 300 000 € auxquels s'ajoutent 10 330 € de prime annuelle Ségur pour 25 places gérées par l'association HARPEGES - Les accords solidaires, sur l'ouest du département ;
 - 420 000 € auxquels s'ajoutent 13 152 € de prime annuelle Ségur pour 35 places gérées par l'association Agir pour le lien social et la citoyenneté (ALC), sur Nice et l'est du département ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, lesdites conventions, dont les projets sont joints en annexe, à intervenir avec les associations HARPEGES - Les accords solidaires et ALC, pour l'année 2026, avec possibilité de reconduction expresse annuelle jusqu'au 31 décembre 2028 ;

2°) Concernant le programme « Placement enfants familles » :

Au titre de l'accueil des mineurs confiés au sein de la Maison d'enfants à caractère social (MECS) à visée thérapeutique Les Iris à Grasse :

- d'approuver les termes de la convention relative à la prise en charge d'enfants au sein de la MECS à visée thérapeutique Les Iris à Grasse, définissant les modalités de versement d'une dotation globalisée, Ségur inclus, à hauteur de 1 496 011 € pour la prise en charge de 14 mineurs confiés à l'Aide sociale à l'enfance ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ladite convention à intervenir avec l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte des Alpes-Maritimes (ADSEA 06), dont le projet est joint en annexe, pour l'année 2026, avec possibilité de reconduction expresse annuelle dans la limite de 2 renouvellements maximum, soit jusqu'au 31 décembre 2028 ;

Au titre de l'extension du dispositif de mise à l'abri des mineurs non accompagnés (MNA) :

- d'approuver les termes de la convention relative à l'extension du dispositif de mise à l'abri des mineurs non accompagnés âgés de 12 à 17 ans révolus directement orientés par les services de police et de gendarmerie, le temps de l'évaluation de leur minorité et de leur isolement, ayant pour objet d'ajuster le dispositif sur la base de 30 places forfaitaires et jusqu'à 90 places maximum par structure sur un ou plusieurs sites mobilisés par le Département selon les nécessités ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ladite convention dont le projet est joint en annexe, à intervenir avec l'association Pasteur Avenir Jeunesse (PAJE), pour l'année 2026, avec possibilité de reconduction expresse annuelle dans la limite de trois renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2029 ;

Au titre de la reprise d'activité du site d'accueil des MNA de L'Escale à Châteauneuf-de-Grasse par l'association PAJE :

- d'approuver les termes de la convention relative à la gestion de la structure d'accueil L'Escale à Châteauneuf de Grasse, définissant les modalités d'accompagnement socio-éducatif de mineurs non accompagnés et de versement d'une participation départementale totale de 3 041 816 €, Ségur compris, pour une prise en charge de 60 mineurs ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ladite convention, dont le projet est joint en annexe, à intervenir avec l'association PAJE, pour l'année 2026, avec possibilité de reconduction expresse annuelle dans la limite de trois renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2029 ;

3°) Concernant le programme « Accompagnement social » :

Au titre de l'accueil des mineurs et des jeunes majeurs suivis par l'ASE en Résidences Habitat Jeunes (ex-foyers de jeunes travailleurs) :

- d'approuver les termes de la convention relative à l'accueil en Résidences Habitat Jeunes (RHJ) de mineurs et de jeunes majeurs suivis par l'ASE en cours d'insertion sociale et professionnelle pour les préparer à l'autonomie, en leur proposant un hébergement et un accompagnement socio-éducatif, pour la gestion de 60 places par 3 associations et correspondant à un montant global maximum de 1 029 300 €, selon la répartition suivante :
 - 360 255 € à l'association Accompagnement promotion insertion (API) Provence, pour 21 places ;
 - 325 945 € à l'association Montjoye pour 19 places ;
 - 343 100 € pour l'association Logis des jeunes de Provence pour 20 places ;
 - d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ladite convention, dont le projet est joint en annexe, à intervenir avec les associations susmentionnées, pour l'année 2026, avec possibilité de reconduction expresse annuelle dans la limite de deux renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2028 ;
- 4°) de prélever les crédits nécessaires sur les disponibilités des chapitres 934 des programmes « Prévention », « Placement enfants et familles » et « Accompagnement social » de la politique Aide à l'enfance et à la famille du budget départemental.

Pour(s) : 40

Mme Pierrette ALBERICI, Mme Joëlle ARINI, M. Bernard ASSO, M. Xavier BECK, Mme Marie BENASSAYAG, M. Yannick BERNARD, Mme Gabrielle BINEAU, Mme Alexandra BORCHIO FONTIMP, M. Didier CARRETERO, M. Patrick CESARI, M. Bernard CHAIX, M. Frank CHIKLI, M. Eric CIOTTI, M. Jean-Pierre DERMIT, Mme Christelle D'INTORNI, Mme Céline DUQUESNE, Mme Sabrina FERRAND, Mme Fleur FRISON-ROCHE, Mme Gaëlle FRONTONI, M. Jacques GENTE, M. Charles Ange GINESY, Mme Pascale GUIT NICOL, M. David KONOPNICKI, M. Jean-Pierre LAFITTE, Mme Vanessa LELLOUCHE, M. David LISNARD, M. Gérard LOMBARDO, M. Kévin LUCIANO, Mme Alexandra MARTIN, Mme Sophie NASICA, M. Sébastien OLHARAN, Mme Michèle OLIVIER, Mme Michèle PAGANIN, Mme Carine PAPY, M. Michel ROSSI, Mme Anne SATTONNET, Mme Valérie SERGI, Mme Françoise THOMEL, M. Auguste VEROLA, M. Jérôme VIAUD.

Contre(s) : 0

Abstention(s) : 14

M. Jean-Jacques CARLIN, M. David CLARES, M. Roland CONSTANT, Mme Marie-Louise GOURDON, Mme Fatima KHALDI-BOUOUGHROUM, M. Franck MARTIN, Mme Caroline MIGLIORE, Mme Françoise MONIER, Mme Catherine MOREAU, Mme Martine OUAKNINE, M. Mathieu PANCATICI, Mme Anne RAMOS-MAZZUCCO, M. Joseph SEGURA, M. Philippe SOUSSI.

Déport(s) :

Signé

Charles Ange GINESY
Président du Conseil départemental

CONVENTION RELATIVE A L'EXERCICE DES ACTIVITES DANS LE DOMAINE DES VACCINATIONS

Entre

L'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur représentée par son directeur général, dénommée, ci-après, « l'ARS PACA », d'une part,

Et d'autre part,

Le Département des Alpes-Maritimes, représenté par Monsieur le président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, en exercice, domicilié en cette qualité au centre administratif, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice cedex 3, agissant en vertu d'une délibération de l'assemblée départementale en date du , dénommé, ci-après, « le Département »,

Vu les articles L.1423-2, L.3111-11, L.3112-2, L3112-3, L.3121-1 et L.3121-2 du code de la santé publique ;

Vu les articles 199 et 199-1 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ; notamment l'article 129 de la loi qui prévoit que « l'Agence Régionale de Santé est substituée à la mission régionale de santé et à l'État, pour les compétences transférées, dans l'ensemble de leurs droits et obligations » ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

Vu le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu l'instruction DGS/RI1/RI2/2010/433 du 13 décembre 2010 relative au rapport d'activité et de performances pour chacune des activités dans la transmission obligatoire des données ;

Vu le décret n° 2023-736 du 8 août 2023 relatif aux compétences vaccinales des infirmiers, des pharmaciens d'officine, des infirmiers et des pharmaciens exerçant au sein des pharmacies à usage intérieur, des professionnels de santé exerçant au sein des laboratoires de biologie médicale et des étudiants en troisième cycle des études pharmaceutiques ;

Vu le Projet Régional de Santé PACA 2023-2028 ;

Vu le décret du 16 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Yann BUBIEN en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, à compter du 18 juillet 2024 ;

Vu la convention entre l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Conseil départemental des Alpes-Maritimes relative à l'exercice des activités dans le domaine des vaccinations signée le 15 avril 2025, applicable du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 ;

Considérant que les conditions d'implantation, les conditions techniques de fonctionnement et les modalités de réalisation des vaccinations obligatoires et réglementaires mises en œuvre par le Département des Alpes-Maritimes sont conformes aux textes réglementaires en vigueur ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de permettre au Département d'exercer, à titre gratuit pour les usagers, les vaccinations obligatoires et les vaccinations recommandées mentionnées dans le calendrier vaccinal prévu à l'article L. 3111-1 du code de la santé publique, en complément de l'ensemble des acteurs de la vaccination.

Ne relèvent pas du champ de la présente convention, les vaccinations réalisées par le service départemental de PMI en application de l'article L. 1423-1 du code de la santé publique.

La gestion des situations de menace épidémique ainsi que la prévention et la gestion des menaces sanitaires graves et des situations d'urgence, relèvent des articles L. 3131-1 et suivants du code de la santé publique et notamment l'article L. 3131-5. Le bien-fondé des mesures prises en application de l'article L. 3131-1 fait l'objet d'un examen périodique par le Haut Conseil de la Santé Publique. Par ailleurs, l'interlocuteur pour la médiation de ces situations particulières sera la Délégation départementale des Alpes-Maritimes.

Les objectifs seront poursuivis selon la Loi de modernisation du système de santé, le Projet régional de santé de l'Agence régionale de santé, et plus spécifiquement le programme d'accès à la prévention et aux soins et le cadre d'orientations stratégiques 2018/2028, et de participer à l'organisation des vaccinations, conformément aux objectifs définis dans le cadre de la stratégie vaccinale régionale afin de permettre :

- au plan individuel, à l'ensemble de la population du département de bénéficier des vaccinations prévues par le calendrier vaccinal ;
- au plan collectif, d'obtenir dans le département une couverture vaccinale conforme aux objectifs fixés par le plan d'actions susvisé et par la coordination technique départementale des vaccinations (Annexe 1).

Catégories de bénéficiaires :

Les services du Département chargés des activités visées dans la présente convention sont ouverts à toutes les personnes qui souhaitent consulter dans le domaine des vaccinations.

Ils s'adaptent, notamment par une implantation et une communication appropriées, à l'accueil des personnes les plus vulnérables aux risques de contamination et de celles qui éprouvent le plus de difficultés pour accéder au système de soins et de prévention.

Les activités collectives et les actions de coordination s'adressent à l'ensemble de la population du département.

Article 2 — Modalités et moyens de mise en œuvre de ces activités

2.1. Coordination départementale dans les domaines concernés, pilotée par l'ARS :

La finalité des coordinations est de mettre en œuvre au niveau du département les politiques nationales et les priorités régionales en recherchant une cohérence des actions et en mutualisant les partenariats.

Les moyens mis en œuvre sont :

- le maintien de la coordination technique départementale des vaccinations ;
- le maintien des conventions actualisées de partenariat.

2.2. Dans les centres de vaccination, dont les conditions techniques de fonctionnement sont précisées en Annexe 2,

Le Département et les communes dotées d'un centre d'hygiène et de santé actualiseront les conventions relatives aux vaccinations, déjà existantes, afin d'assurer les vaccinations des personnes domiciliées en dehors de la commune.

Les centres de vaccinations assurent :

- le maintien ou la constitution d'une équipe de professionnels dont la composition et l'effectif sont adaptés aux besoins locaux et à l'activité du centre ;
- la présence sur les lieux et aux heures d'ouverture d'un médecin ou de tout professionnel bénéficiant d'une compétence vaccinale en vertu de la réglementation en vigueur ;
- un entretien individuel d'information et de conseil aux personnes accueillies ;
- la disponibilité de l'équipement et du matériel nécessaires aux vaccinations ;
- la disponibilité du matériel et des médicaments nécessaires au traitement des éventuelles réactions indésirables graves ;
- la tenue à jour d'un registre assurant la traçabilité des vaccinations pratiquées ;
- la déclaration au centre régional de pharmacovigilance des effets indésirables graves ou inattendus susceptibles d'être dus aux vaccins.

Les centres de vaccination s'efforcent d'assurer des actions d'information et de vaccination collective « hors les murs » dans le cadre de la politique vaccinale définie par le COPIL régional animé par l'ARS.

Des séances de vaccinations peuvent être organisées sur des secteurs découverts en professionnels de santé, notamment en secteur rural, dans des locaux médico-sociaux du département ou mis à disposition par les communes. De même, des séances de vaccination peuvent être organisées en collaboration avec l'Education nationale dans les établissements scolaires.

Concernant les actions d'information, des sujets sur la vaccination pourront être proposés dans les publications du Conseil départemental.

Le Département est membre du comité de pilotage régional institué dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie régionale de vaccination.

Article 3 - Transmission obligatoire des données

Le Département fournit annuellement au Directeur Général de l'ARS les données conformément à l'instruction N°DGS/RI1/RI2/2010/433 du 13 décembre 2010 pour chacun des services et organismes visés à l'article 5, selon les modèles de rapports type (Annexe 3) et qui sont dématérialisés (Annexe 4 : rapports sur le logiciel SOLEN).

Article 4 - Montant de la subvention

En application de l'article 199 -1 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales, la subvention versée pour l'application de la présente convention est constituée du montant conservé de la dotation générale de décentralisation relative aux activités mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 5 - Services et organismes chargés de l'exécution de la mission

Les services et organismes participant à l'exercice de la mission sont les centres départementaux de vaccination : services communaux d'hygiène et de santé des communes d'Antibes, Cannes, Grasse et Menton.

Article 6 - Autres engagements

6.1. Le Département s'engage à permettre aux agents de l'ARS, l'accès aux locaux dans lesquels sont exercées les activités mentionnées à l'article 1^{er}.

6.2. Le Département s'engage à fournir au directeur général de l'ARS, dès l'approbation du compte administratif par l'Assemblée départementale, le compte d'emploi financier annuel de la subvention, ainsi que les rapports d'activité et de performance visés à l'article 3.

Article 7 - Les modalités d'évaluation

7.1. Le Département s'engage à apporter son concours à l'évaluation des conditions de mise en œuvre des activités, du fonctionnement et du coût des activités et des structures, de la qualité de la prise en charge, du travail en réseau et l'atteinte des objectifs fixés à l'article 1^{er} et dans les annexes.

Cette évaluation sera réalisée, sur la base d'un cadrage national, après trois ans de mise en œuvre des activités ou avant le terme de la convention si celle-ci a une durée inférieure à trois ans.

L'ARS pourra à tout moment décider d'une évaluation intermédiaire lorsqu'elle aura mis en évidence ou aura été informée de difficultés dans la mise en œuvre des activités.

Le Département est informé de cette démarche d'évaluation et y apporte son concours.

7.2 Un comité technique de suivi de la convention entre les services de l'ARS PACA et le Département sera organisé au moins une fois par an pour analyser la situation sanitaire du département au regard des missions déléguées.

Les actions conduites au cours de l'exercice écoulé seront appréciées conjointement et des objectifs définis pour l'année suivante.

Article 8 – Durée de la convention

La présente convention est applicable du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026.

Article 9 – modification

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord aux deux parties.

La demande de modification de la présente convention sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 10 – Résiliation

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par lettre recommandée, par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 6 mois. En cas d'urgence tenant à la sécurité des usagers, l'ARS PACA peut résilier la convention sans préavis. Les effets de la dénonciation de la présente convention sur la subvention accordée par l'État sont fixés par l'article 199-1 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée, relative aux libertés et responsabilités locales.

Fait à Nice, le

en 3 exemplaires originaux,

Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé PACA

Le Président
du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Yann BUBIEN

Charles Ange GINESY

ANNEXE 1

COORDINATION TECHNIQUE DEPARTEMENTALE DES VACCINATIONS

INTERET

La vaccination étant un domaine éminemment transversal, la coordination entre partenaires est essentielle à la réussite des programmes de vaccination. Pour remplir au mieux sa mission, le département est doté d'une coordination départementale pilotée par l'ARS regroupant l'ensemble des acteurs afin d'appliquer au mieux la politique vaccinale définie par le COPIL régional animé par l'ARS et auquel le Département des Alpes Maritimes est associé. L'objectif est de rechercher une cohérence des actions et de mutualiser les partenaires.

OBJECTIFS

- favoriser la mise en œuvre du calendrier vaccinal notamment pour les vaccinations recommandées, élaboré par le comité technique des vaccinations ;
- tenir compte de l'évolution du contexte départemental en particulier l'épidémiologie des maladies transmissibles, la situation socio-économique et la couverture vaccinale de la population ;
- fédérer les institutions et les professionnels du secteur public et libéral pour organiser de façon active une politique vaccinale.

MISSIONS

- mettre en commun et analyser les données ;
- élaborer des orientations sur la base de ces analyses ;
- proposer la mise en place des vaccinations publiques ;
- envisager les participations financières ;
- communiquer auprès des professionnels de santé, pour l'actualisation de leurs connaissances ;
- développer les actions de communications destinées au public.

COMPOSITION

Cette structure regroupera des représentants des acteurs concernés :

- Agence régionale de santé (ARS) ;
- Département ;
- Caisse primaire d'assurance maladie ;
- Services communaux d'hygiène et de santé ;
- Services hospitaliers ;
- Ordre des médecins, de l'association des pédiatres, de la médecine du travail, des mutuelles et de l'union régionale des médecins libéraux ;
- Direction académique des services de l'Éducation nationale.

ORGANISATION

- réunions annuelles afin d'arrêter les orientations prises en commun ;
- groupes de travail suivant les thèmes ;
- objectifs pour les années à venir.

PERSPECTIVES

- améliorer l'information du public et des professionnels de santé ;
- participer aux programmes de santé sur les vaccinations.

ANNEXE 2

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CENTRES DE VACCINATION

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les centres mentionnés dans la présente convention sont ouverts, à titre gratuit, à toutes les personnes qui souhaitent consulter ; leur implantation est déterminée de manière à permettre l'accueil des personnes les plus vulnérables aux risques de contamination et celles qui éprouvent le plus de difficultés pour accéder au système de soins. Ils sont accessibles par les transports en commun. Un fléchage indique clairement le lieu de la consultation.

Le nom du médecin désigné comme responsable médical du centre est communiqué au Directeur général de l'ARS à la signature de la présente convention et en cas de remplacement.

Les centres développent, à l'égard des personnes en situation de précarité ou dont la mobilité est réduite, des démarches appropriées d'information, de prévention et d'incitation, en partenariat avec les services médico-sociaux locaux et les associations. Le recours à un service d'interprétariat est prévu.

L'organisation de ces services leur permet de dispenser des soins conformes aux dispositions du code de la santé publique portant code de déontologie médicale et à celles relatives aux droits des malades. Les médecins du centre sont tenus, conformément aux articles R. 5121-150 et suivants du code de la santé publique, de déclarer les effets indésirables graves ou inattendus au centre régional de pharmacovigilance.

LOCAUX ET INSTALLATIONS MATÉRIELLES

Les locaux sont adaptés à l'exercice pratiqué et permettent d'assurer la qualité et la bonne exécution des soins. Ils sont conformes à la réglementation relative à la sécurité et l'accessibilité des locaux accueillant du public.

Ils comprennent notamment :

- une réserve de pharmacie avec placard fermant à clé,
- du matériel stérile à usage unique,
- un lieu destiné au stockage des déchets d'activités de soins dans des containers de sécurité,
- des moyens médicaux de secours appropriés à la nature de l'activité, immédiatement disponibles et maintenus en bon état de fonctionnement. Les numéros de téléphone du SAMU et des ambulances sont accessibles immédiatement.

CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les centres possèdent un règlement interne précisant les conditions de leur fonctionnement, le nom du responsable et les modalités d'élimination des déchets d'activités de soins sont précisées dans le règlement interne et portées à la connaissance de tous les personnels.

Les heures d'ouverture, les heures de consultation et les principales conditions de fonctionnement utiles au public sont affichées de façon apparente à l'extérieur des locaux.

Une permanence téléphonique est assurée par une ligne directe avec renvoi ou un répondeur, indiquant les horaires d'ouverture.

Les dossiers médicaux sont conservés dans le respect du secret médical et professionnel et de la réglementation en vigueur.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Personnels :

L'équipe minimum est constituée de deux personnes, dont au moins un médecin qui doit être présent sur les lieux aux heures d'ouverture des séances de vaccination.

Locaux et matériel :

Les locaux comprennent au minimum une salle d'attente et une pièce pour vacciner, équipée d'une table d'examen ou d'un lit.

L'équipement permet le respect des règles d'hygiène et de conservation des vaccins en vigueur.

Règles de bonne pratique :

La vaccination réalisée dans le centre comprend les démarches suivantes :

- entretien individuel d'information et de conseil ;
- pratique de la vaccination dans le respect des règles d'hygiène et d'asepsie et en utilisant du matériel à usage unique ;

- inscription de l'acte (pathologie, date, marque du vaccin et numéro de lot de fabrication) et du nom du vaccinateur sur le registre. Ces informations sont également consignées sur le carnet de santé de l'enfant, le carnet de vaccination de l'adulte ou, à défaut, sur le certificat de vaccination qui est délivré.

L'information au public tient compte des recommandations du calendrier vaccinal et des avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France et du Haut Conseil de la santé publique.

Registres de vaccination :

Afin de garantir la traçabilité des vaccinations, le registre de vaccination mentionne les nom et prénom et la date de naissance de la personne vaccinée, la date de vaccination, la marque du vaccin, son lot de fabrication et le nom du vaccinateur.

Le registre fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

Disponibilité du matériel et des médicaments nécessaires au traitement des éventuelles réactions indésirables graves :

Les centres disposent d'adrénaline dont la date de péremption est régulièrement contrôlée.

ANNEXE 3

VACCINATIONS

* 1 questionnaire par structure/service

Département 06

Année 20.....

Nom de la structure/service : Adresse : Tél : Responsable :	Personne ayant rempli le questionnaire M..... Tél.....
Structure/service relevant d'une collectivité territoriale <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

CONSIGNES DE REMPLISSAGE :

- Ne laisser aucune case à blanc
- Indiquer « 0 » si la donnée est nulle
- « ND » si la donnée existe mais n'est pas disponible

ORGANISATION

Nombre de sites permanents de vaccination gérés par la structure	.....
SITE 1 (nom) :	
Implantation et horaires d'ouverture hebdomadaire :	
.....	
.....	
Composition professionnelle de l'équipe sur le site (dont vacations) :	.....
.....	
.....	
Nombre total de personnes vaccinées sur le site :	.....
Nombre total de vaccins administrés sur le site :	.....
SITE 2 (nom) :	
Implantation et horaires d'ouverture hebdomadaire :	
.....	
.....	
Composition professionnelle de l'équipe sur le site (dont vacations) :	.....
.....	
.....	
Nombre total de personnes vaccinées sur le site :	.....
Nombre total de vaccins administrés sur le site :	.....
SITE 3 ... (remplir 1 tableau par site)	

Activité vaccinale du centre départemental de vaccination *

Nombre total de personnes vaccinées	.....
Nombre total de vaccins pratiqués	.....
Nombre total de vaccins pratiqués en milieu scolaire	.....
Nombre total de vaccins pratiqués en milieu pénitentiaire	.....

Nombre total de vaccins pratiqués à l'extérieur des sites permanents	.....
Préciser les lieux de vaccination hors sites permanents :	

File active des personnes vaccinées	
Pourcentage hommes/femmes	.....
Pourcentage par tranches d'âge :	
• < 3 ans	.....
• [3 ans - 6 ans[	.....
• [6 ans – 15 ans[	.....
• [15 ans – 20 ans[	.....
• [20 ans – 30 ans[	.....
• [30 ans – 60 ans[	.....
• > 60 ans	.....
Pourcentage résidant dans le département	.....
Pourcentage résidant dans la région	.....
Proportions habitat rural, semi-rural, urbain	.....
Pourcentage de personnes ayant un médecin traitant	.....
Pourcentage de personnes bénéficiaires CMU ou AME	.....
Pourcentage primo-vaccinations	.....

* centre départemental de vaccinations : activités faites par convention avec les services communaux d'hygiène et de santé et par le département

Vaccins (obligatoires ou recommandés par le calendrier vaccinal en vigueur)	1 ^{er} trimestre		2 ^{ème} trimestre		3 ^{ème} trimestre		4 ^{ème} trimestre	
	Primo- vaccination	rappels	Primo- vaccination	rappels	Primo- vaccination	rappels	Primo- vaccination	Rappels
BCG								
D								
T								
P								
Coq								

Pharmacovigilance	
Nombre de déclarations au centre régional de pharmacovigilance	.....

Promotion de la vaccination	
Nombre d'actions d'information pour le public	.....
Proportion temps consacré aux actions d'information du public	.....
Nombre d'actions d'information et formation des professionnels	.....
Proportion temps consacré aux actions d'information et formation des professionnels	.....
Description succincte des actions (publics ciblés, durée, type de vaccin)	

Partenariats	
Nombre de partenaires ponctuels (lister les partenaires)	.....
Nombre de partenaires travaillant en réseau avec le centre (lister les partenaires)	.....
Nombre de partenaires avec lesquels une convention a été signée (lister les partenaires)	.....

ANNEXE 4

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ ET DE PERFORMANCE (RAP) POUR LES CENTRES DE VACCINATIONS

(A adresser au directeur général de l'ARS)

Département : _____	Région : _____	Année
(= N-1) : 20__		

Centre habilité [] ou conventionné (Département) []

Nom de l'établissement / structure / service : ----- ----- Adresse postale ----- ----- ----- E-mail ----- ----- Téléphone : ----- Responsable : ----- -----	Personne ayant rempli le questionnaire Nom : ----- ----- Fonction : ----- Téléphone. : ----- e-mail: -----
---	--

Consignes

- Le rapport, demandé lors de l'année en cours N, concerne les données de l'année précédente (soit N-1)
- Ne laisser aucun blanc
- Pour les réponses « Oui ou Non », entourer la bonne réponse
- Indiquer « 0 » si la donnée est nulle ; « ND » si la donnée existe mais n'est pas disponible.

1. ORGANISATION

<p>Le centre est-il ouvert au moins une fois par semaine ? <i>(Définition : le centre est un lieu fixe où, de façon permanente ou à des horaires fixes, des vaccinations sont pratiquées de façon exclusive par du personnel dédié)</i></p> <p>Si oui, préciser par semaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre total d'heures d'ouverture permettant l'accueil du public <i>(pour les centres calculant en journées de travail, une demi-journée équivaut à 3 heures et demie)</i> • Consultation le samedi : (entourer la bonne réponse) : • Le centre est-il ouvert en horaires décalés (c'est-à-dire : avant 9h et/ ou entre 12h et 14h et/ou après 18h) ? <ul style="list-style-type: none"> ▪ Si oui, préciser : <p>Si non, préciser par mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de jours d'ouverture : • Nombre total d'heures d'ouverture permettant l'accueil du public • Nombre total d'heures d'ouverture où les personnes peuvent être vaccinées • Consultation le samedi : (entourer la bonne réponse) <p>Autres horaires (moins d'une fois par mois) ; si oui, préciser :</p>	<p>Oui ou Non</p> <p>[]</p> <p>Oui ou Non</p> <p>Oui ou Non</p> <p>[]</p> <p>[]</p> <p>[]</p> <p>Oui ou Non</p> <p>Oui ou Non</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Le centre dispose-t-il d'annexe ou antenne ? <i>(Définition d'annexe ou antenne : autres lieux fixes aménagés, dépendant du centre, garantissant des conditions sécurisées de conservation des vaccins)</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Si oui, nombre : ▪ Préciser leurs lieux d'installation : <ul style="list-style-type: none"> • Milieu scolaire • Milieu universitaire..... • Milieu pénitentiaire..... • Mairies..... • Centres hospitaliers • Centres de santé (municipaux ou départementaux)..... • Services de santé au travail • CHRS • CADA..... • Autres : préciser 	<p>Oui ou Non</p> <p>[]</p> <p>[]</p> <p>[]</p> <p>[]</p> <p>[]</p> <p>[]</p> <p>[]</p> <p>[]</p> <p>[]</p>

<ul style="list-style-type: none"> • Le centre intervient-il sur des sites mobiles ou sur d'autres lieux de façon ponctuelle? (Définition : lieux où le matériel permettant de réaliser les vaccinations doit être transporté par du personnel dépendant du centre) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Si oui, nombre de : - sites mobiles <input type="text"/> - lieux d'intervention ponctuelle dans l'année..... <input type="text"/> ▪ Préciser les sites ou lieux d'intervention : <ul style="list-style-type: none"> • Milieu scolaire <input type="text"/> • Milieu universitaire <input type="text"/> • Milieu pénitentiaire (UCSA) <input type="text"/> • Mairies <input type="text"/> • Maisons de quartier <input type="text"/> • Services de santé au travail / Entreprises <input type="text"/> • CHRS <input type="text"/> • CADA <input type="text"/> • CSAPA..... <input type="text"/> • Aires d'accueil ou zones de stationnement des gens du voyage..... <input type="text"/> • Autres, préciser : foyers de migrants, foyers de jeunes travailleurs, missions locales, habitats précaires/atypiques (squats, bidonvilles, ..), lors de manifestations publiques (évènementiels)..... <input type="text"/> 	<p>Oui ou Non</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Le centre de vaccination dispose-t-il d'un véhicule équipé pour intervenir sur ces sites ? (camion, bus, camping-car, ...) • Le centre fournit-il des vaccins à des partenaires ? (Définition : associations, établissements, services ou structures auxquels <u>seulement des vaccins</u> sont fournis par le centre) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Si oui, préciser (cocher les cases correspondantes) : <ul style="list-style-type: none"> • Centres de santé (municipaux ou départementaux)..... <input type="text"/> • Services de santé au travail <input type="text"/> • Services universitaires de médecine préventive (SUMPPS) <input type="text"/> • Milieu pénitentiaire (UCSA) <input type="text"/> • Mairies <input type="text"/> • Cabinet de médecin libéral <input type="text"/> • Autres : <input type="text"/> 	<p>Oui ou Non</p> <p>Oui ou Non</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Autres modalités d'organisation : (par exemple paiements de vacation de médecin vaccinateur pour une autre structure,...) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Si oui, préciser (cocher les cases correspondantes) : <ul style="list-style-type: none"> • Centres de santé (municipaux ou départementaux) <input type="text"/> • Mairies <input type="text"/> • Cabinets de médecins libéraux <input type="text"/> • Autres : <input type="text"/> 	<p>Oui ou Non</p>

2. PERSONNEL

- **Personnel dédié à la vaccination (en nombre de personnes et en ETP)**

(Un équivalent temps plein =ETP équivaut à 10 demi-journées de travail par semaine.

Un professionnel présent 2 demi-journées par semaine correspond à 0,2 ETP. Si 3 médecins interviennent chacun 2 demi-journées, le nombre de médecins sera 3 et l'ETP 0,6.

Pour un temps de travail inférieur à une demi-journée par semaine (soit moins de 3 heures et demie), calculer le temps en prenant pour base : 0,01ETP équivaut à environ 1h et demie de travail par mois, et 0,025 ETP à une demi-journée par mois. Si le temps est inférieur à 0,01ETP, ne pas le noter dans cette partie mais expliciter dans la partie Commentaires).

- Personnel total

- médecins
- cadre infirmier
- infirmiers
- aides-soignants
- secrétaires
- assistants sociaux
- coordonnateurs de réseaux santé
- gestionnaire informatique
- Autre(s) (médiateur santé, interprète, agent de service,...)
préciser la fonction, le nombre de personnes et les ETP correspondants :
 -
 -

Nbre ETP

3. SYSTEME D'INFORMATION

<ul style="list-style-type: none"> Le centre dispose-t-il d'un logiciel pour la gestion des dossiers des consultants ? <ul style="list-style-type: none"> Si oui, préciser lequel 	Oui ou Non []
<ul style="list-style-type: none"> Permet-il l'agrégation automatique des données pour remplir le rapport d'activité et de performance ? 	Oui ou Non
<ul style="list-style-type: none"> D'autres logiciels (gestion de stocks, comptabilité, ...) sont-ils disponibles ? <ul style="list-style-type: none"> Si oui, préciser quel(s) logiciel(s) 	Oui ou Non []

4. ACTIVITE ANNUELLE DE VACCINATION : PERSONNES VACCINEES

Tous sites confondus (<i>centre, annexes/antennes, sites mobiles, lieux intervention ponctuelle, partenaires, autres organisations</i>)	
<ul style="list-style-type: none"> Nombre total de consultations médicales : <i>Il correspond au nombre total de personnes ayant consulté et ayant bénéficié ou non d'un acte vaccinal. Ainsi une même personne qui a reçu successivement au cours de l'année écoulée une vaccination complète hépatite B (3 injections), une vaccination diphtérie-tétanos-polio, puis une vaccination contre la grippe est comptée 5 fois si toutes les injections sont réalisées par le centre. Sont également comptabilisées dans ce nombre total toutes les personnes ayant consulté mais non vaccinées.</i> 	[]
<ul style="list-style-type: none"> Nombre total de personnes vaccinées Nombre total de personnes ayant consulté mais non vaccinées 	[] []
Tous sites confondus	Nbre %
<ul style="list-style-type: none"> Nombre total et pourcentage d'hommes vaccinés Nombre total et pourcentage de femmes vaccinées Non documentés : nombre et pourcentage 	[][] [][] [][]
Tous sites confondus	
<ul style="list-style-type: none"> Nombre total de personnes vaccinées par tranches d'âge : <ul style="list-style-type: none"> 0 - 2 ans > 2 ans - < 7 ans ≥ 7 ans - < 16 ans ≥ 16 ans - < 26 ans ≥ 26 ans - < 65 ans ≥ 65 ans 	[] [] [] [] [] []
Répartition selon les sites	
<ul style="list-style-type: none"> Centre de vaccination <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes vaccinées Nombre total de personnes ayant consulté mais non vaccinées 	[] []

<ul style="list-style-type: none"> Annexes ou antennes <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes vaccinées Nombre total de personnes ayant consulté mais non vaccinées 	 [] []
<ul style="list-style-type: none"> Sites mobiles / lieux d'interventions ponctuelles <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes vaccinées Nombre total de personnes ayant consulté mais non vaccinées 	 [] []
<ul style="list-style-type: none"> Partenariats : <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes vaccinées 	 []
<ul style="list-style-type: none"> Autres modalités d'organisation (préciser) : ----- ----- ----- Nombre de personnes vaccinées 	 [] []
Tous sites confondus <ul style="list-style-type: none"> Nombre total et pourcentage de personnes vaccinées résidant dans le département Nombre total et pourcentage de personnes vaccinées résidant hors département mais résidant dans la région 	Nbre % [] []]
Tous sites confondus <ul style="list-style-type: none"> Nombre et pourcentage de personnes vaccinées bénéficiaires de la CMU ou de l'AME ou de la prise en charge pour « soins urgents » Nombre et pourcentage de personnes vaccinées ne disposant pas de complémentaire santé (assurance ou mutuelle) (ce qui inclut les personnes sans aucune couverture sociale) 	Nbre % [] []] [] []]

5. ACTIVITE ANNUELLE DE VACCINATION : VACCINS ADMINISTRES et TESTS PREVACCINAUX

Tous sites confondus

- Nombre total de vaccins administrés

[]

(un vaccin est défini comme une injection d'une dose vaccinale quel que soit le nombre de valences contenues dans l'ampoule ; ainsi une injection d'Infanrix Hexa® comptera pour un vaccin administré comme une injection de Prévenar® ou de Gardasil®)

Répartition selon les sites

• Centre de vaccination

- Nombre de vaccins administrés

[]

• Antennes ou Annexes

- Nombre de vaccins administrés

[]

• Sites mobiles / lieux d'interventions ponctuelles

- Nombre de vaccins administrés

[]

• Partenariats :

- Nombre de vaccins administrés

[]

• Autres modalités d'organisation (préciser) :

[]

- Nombre de vaccins administrés

[]

- Nombre de fois où le centre de vaccination est sollicité par les autorités sanitaires pour intervenir autour d'un ou plusieurs cas groupés de maladies à prévention vaccinale

[]

- Si possible, préciser quel vaccin a été utilisé et combien de vaccins ont été administrés :

- Vaccination contre les infections invasives à méningocoque

- Nombre de vaccins administrés

[]

- Vaccination contre rougeole, oreillons, rubéole

- Nombre de vaccins administrés

[]

- Vaccination contre la coqueluche

- Nombre de vaccins administrés

[]

- Autre vaccination :

- Nom et Nombre de vaccins administrés

[]

- Nom et Nombre de vaccins administrés

[]

Poliomyélite ▪ Imovax Polio	
Rougeole ▪ Rouvax	
Rougeole / Oreillons / Rubéole ▪ MMR Vax / Priorix / ROR Vax	
Rubéole ▪ Rudivax	
Varicelle ▪ Varilrix / Varivax	
Autres vaccins (préciser le nom) :	
Tests pré-vaccinaux réalisés par le centre lui-même (ne pas prendre en compte les tests effectués par d'autres structures, même dans le cadre d'une convention avec le centre)	Nombre
Intradermoréaction à la tuberculine	
Sérologie Hépatite B	
Autres tests sérologiques, préciser :	
6. PHARMACOVIGILANCE	
• Nombre annuel de déclarations à votre centre de pharmacovigilance :	<input type="text"/>

7. ACTIVITE ANNUELLE DE PROMOTION DE LA VACCINATION

Actions d'information, de formation et de communication

- **Participation aux actions de la Semaine Européenne de la Vaccination (SEV)**
- **Actions collectives (y compris celles de la SEV) auprès de publics non professionnels (grand public, groupes ciblés)**

Oui ou Non

Oui ou Non

- Préciser le nombre d'actions réalisées par type d'actions ((cocher les cases correspondantes) :

- Communiqués ou encarts dans la presse écrite

[]

.....

[]

- Entretiens radio ou télévisuel

[]

.....

[]

- Conférences – débats

[]

.....

- Expositions commentées

[]

.....

[]

- Distribution de dépliants ou autres supports d'information

.....

- Actions de sensibilisation auprès de groupes ciblés

.....

- Autres actions, préciser :

[]

- Préciser la durée totale (en heures) de temps consacrée à ces actions

(ce temps comprend le temps de préparation, de réalisation et d'évaluation des actions menées)

Oui ou Non

- **Actions (incluant celles de la SEV) auprès d'étudiants dans les filières de santé, de professionnels de santé ou de personnels dans les structures médicosociales (crèches, établissements pour personnes handicapées, pour personnes âgées, ..)**

[]

[]

[]

[]

- Préciser le nombre de ces actions par type d'actions ((cocher les cases correspondantes)

[]

[]

- Encarts / articles de presse écrite professionnelle ou institutionnelle

[]

- Idem dans newsletters informatiques

[]

.....

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conférences-débats / EPU ▪ Séminaires / ateliers de formation / formation continue ▪ Mailings ▪ Création et Diffusion d'outils d'information pour les professionnels ▪ Diffusion de documents d'information pour les patients..... ▪ Autres actions, préciser : <p>– Préciser la durée totale (en heures) de temps consacrée à ces actions <i>(ce temps comprend le temps de préparation, de réalisation et d'évaluation des actions menées)</i></p>	<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div>
---	--

8. PARTENARIATS

<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de partenaires réguliers : <i>(partenaire : association, établissement, service ou structure auquel le centre s'est associé pour mener une action concernant les vaccinations, par exemple séance de vaccination, information, ...)</i> – Distinguer les partenaires ayant passé ou non une convention avec le centre (cocher les cases correspondantes) 	<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div>
	Avec / Sans convention
▪ Etablissements scolaires	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div>
▪ Services universitaires	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div>
▪ Centres / institutions de formation professionnelle (IFSI, apprentis)	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div>
▪ Centres de santé (départementaux ou municipaux)	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div>
▪ Centres / services hospitaliers	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div>
▪ Milieu pénitentiaire (UCSA)	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div>
▪ Services de santé au travail	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div>
▪ CSAPA (Centres de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie)	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div>
▪ CDAG / CIDDIST	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div>
▪ Mairies (CCAS, maisons de quartier, ..).....	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div>
▪ CLAT (centre de lutte antituberculeuse)	
▪ Centres d'accueil et d'hébergement (CHRS, CADA, foyers de migrants, ...)	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> </div>

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Associations de solidarité ▪ Etablissements sociaux (épiceries ou restaurants sociaux, centres socio- culturels,...) ▪ Autres, préciser 	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="border: 1px solid black; width: 60px; height: 15px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 60px; height: 15px;"></div> </div>
<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de partenaires ponctuels - Les lister : 	<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px;"></div>

COMMENTAIRES

9. PERFORMANCE / REPARTITION DU BUDGET

Montants alloués au centre de vaccination (en euros)

	Année* N-2	Année* N-1
Montant des subventions allouées (Etat et/ou Département)		
Autres contributions financières allouées		
Montant total des ressources financières du centre		

* Les données de performance, demandées lors de l'année en cours N, concernent les données des deux années précédentes (soit N-1 et N-2).

Existe-t-il des contributions non valorisées ? <ul style="list-style-type: none">Si oui, préciser le(s) contributeur(s) :	Oui ou Non
---	------------

Montant total et Répartition des dépenses de l'année N-1 (en euros)

Type de dépenses	Montant
Montant total des dépenses du centre	
Personnels (rémunérations, charges sociales, formation continue/ professionnelle)	

<p>Achats de vaccins et d'autres produits médicaux (montant total) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Vaccins (montant total) Autres médicaments et consommables médicaux (<i>adrénaline, petit matériel, compresses, désinfectants, ...</i>) 	<div></div> <div>┐</div> <div></div> <div>┐</div> <div></div> <div>┐</div>
<p>Dépenses pour les actions de promotion pour le public et les professionnels (<i>achats de matériels, frais d'impression, publications, frais de déplacements, etc.</i>)</p>	
<p>Coût de fonctionnement du centre, autres charges ou dépenses (<i>coût de structure, locations, bureautique, mobiliers, fournitures, maintenance informatique, entretien, réparations, assurances, impôts, taxes, charges financières, frais de déplacements hors actions de promotion...</i>)</p>	
<p>Une convention a-t-elle été passée avec la CPAM pour la prise en charge des vaccins (part assurance maladie) ?</p> <p>Est-elle envisagée?</p> <p>Si oui, pour quels types de vaccins ?</p> <p>Modalité du conventionnement avec l'assurance maladie ?</p> <ul style="list-style-type: none"> convention individuelle avec utilisation de la carte vitale budget forfaitaire lié à l'activité prévisionnelle Autres : 	<p>Oui ou Non</p> <p>Oui ou Non</p> <p>Oui ou Non</p> <p>Oui ou Non</p> <p>Oui ou Non</p>



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SOLIDARITES HUMAINES

DIRECTION DE L'ENFANCE

SERVICE DÉPARTEMENTAL DE PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE

CONVENTION-TYPE 2026

entre le Département des Alpes-Maritimes et la commune de.....
relative aux vaccinations publiques

Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de l'assemblée départementale en date du ,
ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

Et : la commune de,

représentée par le Maire, Monsieur, domicilié à cet effet à l'Hôtel de Ville, et agissant conformément à la délibération du conseil municipal en date du ,
ci-après dénommée « le cocontractant »

d'autre part,

Vu les articles L.1422-1, L.1423-1, L.1423-2, L.3111-1, L.3111-2, L.3111-11, L.3112-1, L.3112-2 du code de la santé publique ;

Vu le décret n° 2007-1111 du 17 juillet 2007 relatif à l'obligation vaccinale par le vaccin antituberculeux BCG ;

Vu le décret n° 2022-610 du 21 avril 2022 relatif aux compétences vaccinales des infirmiers et des pharmaciens d'officine ;

Vu l'arrêté du 21 avril 2022 fixant la liste des personnes pouvant bénéficier des vaccinations administrées par un infirmier ou une infirmière, sans prescription médicale préalable de l'acte d'injection ;

Vu l'arrêté du 21 avril 2022 fixant la liste des vaccins que les pharmaciens d'officine sont autorisés à administrer en application du 9° de l'article L. 5125-1-1 A du code de la santé publique et la liste des personnes pouvant en bénéficier ;

Vu la convention relative à l'exercice des activités dans le domaine des vaccinations signée avec l'Agence régionale de santé pour l'année 2026 ;

Vu la convention relative aux vaccinations publiques entre le Département et la commune de....., signée le et valable pour l'exercice 2025 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat en matière de service public de vaccination sur le territoire du cocontractant.

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

2.1. Présentation de l'action :

Le Département est chargé de l'organisation de la vaccination aux termes de la convention par délégation de compétences de l'État.

La vaccination étant un domaine éminemment transversal, la coordination entre partenaires est essentielle à la réussite des programmes de vaccination. Afin d'assurer une mise en œuvre optimale de la politique vaccinale, une coordination technique départementale des vaccinations (voir annexe 1), pilotée par l'ARS, mobilise l'ensemble des partenaires. Cette instance favorise l'application cohérente des actions et encourage la mutualisation des acteurs impliqués.

2.2. Modalités opérationnelles :

Le cocontractant, dans le cadre de son service communal d'hygiène et de santé assure et finance les missions suivantes, à savoir :

- la réalisation des vaccinations ;
- le maintien ou la constitution d'une équipe de professionnels dont la composition et l'effectif sont adaptés aux besoins locaux et à l'activité du centre de vaccination ;
- la présence sur les lieux et aux heures d'ouverture d'un médecin ou de tout professionnel bénéficiant d'une compétence vaccinale en vertu de la réglementation en vigueur ;
- un entretien individuel d'information et de conseil aux personnes accueillies ;
- la disponibilité de l'équipement et du matériel nécessaires aux vaccinations ;
- la disponibilité du matériel et des médicaments nécessaires au traitement des éventuelles réactions indésirables graves ;
- la tenue à jour d'un registre assurant la traçabilité des vaccinations pratiquées ;
- la déclaration au centre régional de pharmacovigilance des effets indésirables graves ou inattendus susceptibles d'être dus aux vaccins.

Le cocontractant :

- peut effectuer, dans le cadre de ses actions de santé, la mise en œuvre des vaccinations antituberculeuses BCG ;
- peut assurer la vaccination des personnes résidant hors de sa commune sur le territoire de santé de proximité afin d'améliorer l'offre de soins préventifs ;
- s'efforce d'assurer des actions d'information et de vaccination collective « hors les murs » dans le cadre de la politique vaccinale définie par le COPIL régional animé par l'Agence régionale de santé (ARS) ;
- peut organiser des séances de vaccination en collaboration avec l'Éducation nationale dans les établissements scolaires.

Clauses techniques :

Les vaccinations effectuées par le cocontractant sont réalisées sous sa responsabilité, y compris lorsque celui-ci fait appel à un prestataire de service par conventionnement.

Les vaccinations sont réalisées par des infirmiers ou médecins vaccinateurs. Les médecins vaccinateurs doivent être agréés.

Le Département, dans le cadre de son service vaccination, met à la disposition du cocontractant les vaccins suivants pour les personnes devant être vaccinées quel que soit le lieu de leur résidence :

- vaccin associé diphtérique, tétanique, coquelucheux acellulaire, poliomyélitique inactivé (dTCaP),
- vaccin associé diphtérique, tétanique, coquelucheux acellulaire, poliomyélitique inactivé et de l'haemophilus influenzae type B conjugué (DTCaPHib),
- vaccin associé diphtérique, tétanique, coquelucheux acellulaire, poliomyélitique inactivé (DTCP),
- vaccin hépatite B,
- vaccin rougeole, oreillons, rubéole,
- vaccin pneumocoque conjugué pour enfants,
- vaccin méningocoque A, C, W, Y.

La liste des vaccins sera adaptée en fonction de l'évolution du calendrier vaccinal en vigueur et des dispositions mises en place par le Département. Toute modification de cette liste fera l'objet d'un avenant.

Moyens :

Le cocontractant fournit le personnel et les moyens techniques, notamment informatiques, nécessaires à l'exécution des vaccinations dans le respect des conditions techniques jointes en annexe 2.

2.3. Objectifs de l'action :

Conformément au plan d'actions et aux objectifs définis dans le cadre de la stratégie vaccinale régionale de l'ARS, le Département et le cocontractant, en liaison avec la coordination technique départementale des vaccinations pilotée par l'ARS, appliquent le calendrier vaccinal en vigueur.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION

La présente action fera l'objet d'une évaluation annuelle au moyen des indicateurs suivants : éléments nécessaires à la tenue des indicateurs de santé demandés par le directeur général de la santé, selon les modèles joints en annexes 3 et 4.

Les documents à produire, seront transmis par courrier au Département à l'adresse suivante : Département des Alpes-Maritimes, Direction générale adjointe pour le développement des solidarités humaines, Direction de l'Enfance, service départemental de protection maternelle et infantile, BP 3007, 06201 Nice cedex 3.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

4.1. Montant du financement :

Au titre de la vaccination antituberculeuse, le Département versera au cocontractant une participation financière pour les tests tuberculiques pratiqués et pour la vaccination contre le BCG (tableaux annexe 5).

En ce qui concerne les vaccinations hors BCG, en faveur des personnes résidant hors de la commune, sur le territoire de proximité, le Département versera au cocontractant une participation financière pour l'acte vaccinal (tableau annexe 6) en faveur des personnes résidant hors de la commune.

Les annexes 7 et 8 dûment complétées devront être adressées avant le 31 décembre, à l'adresse indiquée supra.

4.2. Modalités de versement :

Le versement sera effectué en fin d'année sur présentation des annexes n° 7 et 8.

Par ailleurs en application de l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales qui dispose que « tout cocontractant, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumis au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le cocontractant devra tenir à disposition des services départementaux les rapports d'activités, revues de presse, outils de communication relatifs aux périodes couvertes par la convention et à la consommation détaillée des crédits ainsi obtenus.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est applicable du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026.

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

6.1. Modification :

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord au cocontractant. La demande de modification de la présente convention sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

6.2. Résiliation :

6.2.1. Modalités générales :

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le cocontractant, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-observation des clauses de la présente convention et après mise en demeure par le Département, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours calendaires, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Le cas échéant, le cocontractant sera alors tenu de reverser au Département les sommes indûment perçues.

6.2.2. Résiliation pour inexécution des obligations contractuelles :

Le Département peut mettre fin à la présente convention lorsqu'il apparaît que le cocontractant n'a pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à ses obligations réglementaires, n'a pas respecté les délais d'exécution prévus. Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai de 30 jours. Elle ne donne lieu à aucune indemnisation.

6.2.3. Résiliation unilatérale :

Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution de la présente convention pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation de la convention est notifiée au cocontractant. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le cocontractant s'engage, en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'événement.

D'une façon générale, le cocontractant fera en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du Département des Alpes-Maritimes sur toutes publications réalisées. Il devra soumettre au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département. Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Le cocontractant devra, en plus de la présence du logo sur les supports de communication :

- adresser des invitations lorsqu'il organise ses manifestations,
- autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'événement,
- prévoir la présence de l'édito du Président du Département sur la brochure de présentation,
- prévoir une page de publicité dans la brochure de l'événement,
- intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'événement,
- intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant sur le site de la collectivité.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le cocontractant devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la présente convention ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre cocontractant.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois suite à réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

10.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si, pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le cocontractant signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

Fait à Nice, le

Le Président du Département
des Alpes-Maritimes

Le Maire de

Charles Ange GINESY

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la

réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.

ANNEXE 1

COORDINATION TECHNIQUE DEPARTEMENTALE DES VACCINATIONS

INTERET

La vaccination étant un domaine éminemment transversal, la coordination entre partenaires est essentielle à la réussite des programmes de vaccination. Pour remplir au mieux sa mission, le département s'est doté d'une coordination départementale pilotée par l'ARS regroupant l'ensemble des acteurs afin d'appliquer au mieux la politique vaccinale définie par le COPIL régional animé par l'ARS et auquel le Département des Alpes Maritimes est associé. L'objectif est de rechercher une cohérence des actions et de mutualiser les partenaires.

OBJECTIFS

- favoriser la mise en œuvre du calendrier vaccinal notamment pour les vaccinations recommandées, élaboré par le comité technique des vaccinations ;
- tenir compte de l'évolution du contexte départemental en particulier l'épidémiologie des maladies transmissibles, la situation socio-économique et la couverture vaccinale de la population ;
- fédérer les institutions et les professionnels du secteur public et libéral pour organiser de façon active une politique vaccinale.

MISSIONS

- mettre en commun et analyser les données ;
- élaborer des orientations sur la base de ces analyses ;
- proposer la mise en place des vaccinations publiques ;
- envisager les participations financières ;
- communiquer auprès des professionnels de santé, pour l'actualisation de leurs connaissances ;
- développer les actions de communications destinées au public.

COMPOSITION

Cette structure regroupera des représentants des acteurs concernés :

- Agence régionale de santé (ARS) ;
- Département ;
- Caisse primaire d'assurance maladie ;
- Services communaux d'hygiène et de santé ;
- Services hospitaliers ;
- Ordre des médecins, de l'association des pédiatres, de la médecine du travail, des mutuelles et de l'union régionale des médecins libéraux ;
- Direction académique des services de l'Éducation nationale.

ORGANISATION

- réunions annuelles afin d'arrêter les orientations prises en commun ;
- groupes de travail suivant les thèmes ;
- objectifs pour les années à venir.

PERSPECTIVES

- améliorer l'information du public et des professionnels de santé ;
- participer aux programmes de santé sur les vaccinations.

ANNEXE 2

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CENTRES DE VACCINATION

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les centres mentionnés dans la présente convention sont ouverts, à titre gratuit, à toutes les personnes qui souhaitent consulter ; leur implantation est déterminée de manière à permettre l'accueil des personnes les plus vulnérables aux risques de contamination et celles qui éprouvent le plus de difficultés pour accéder au système de soins. Ils sont accessibles par les transports en commun. Un fléchage indique clairement le lieu de la consultation.

Le nom du médecin désigné comme responsable médical du centre est communiqué au Directeur général de l'ARS à la signature de la présente convention et en cas de remplacement.

Les centres développent, à l'égard des personnes en situation de précarité ou dont la mobilité est réduite, des démarches appropriées d'information, de prévention et d'incitation, en partenariat avec les services médico-sociaux locaux et les associations. Le recours à un service d'interprétariat est prévu.

L'organisation de ces services leur permet de dispenser des soins conformes aux dispositions du code de la santé publique portant code de déontologie médicale et à celles relatives aux droits des malades. Les médecins du centre sont tenus, conformément aux articles R. 5121-150 et suivants du code de la santé publique, de déclarer les effets indésirables graves ou inattendus au centre régional de pharmacovigilance.

LOCAUX ET INSTALLATIONS MATÉRIELLES

Les locaux sont adaptés à l'exercice pratiqué et permettent d'assurer la qualité et la bonne exécution des soins. Ils sont conformes à la réglementation relative à la sécurité et l'accessibilité des locaux accueillant du public.

Ils comprennent notamment :

- une réserve de pharmacie avec placard fermant à clé,
- du matériel stérile à usage unique,
- un lieu destiné au stockage des déchets d'activités de soins dans des containers de sécurité,
- des moyens médicaux de secours appropriés à la nature de l'activité, immédiatement disponibles et maintenus en bon état de fonctionnement. Les numéros de téléphone du SAMU et des ambulances sont accessibles immédiatement.

CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les centres possèdent un règlement interne précisant les conditions de leur fonctionnement, le nom du responsable et les modalités d'élimination des déchets d'activités de soins sont précisées dans le règlement interne et portées à la connaissance de tous les personnels.

Les heures d'ouverture, les heures de consultation et les principales conditions de fonctionnement utiles au public sont affichées de façon apparente à l'extérieur des locaux.

Une permanence téléphonique est assurée par une ligne directe avec renvoi ou un répondeur, indiquant les horaires d'ouverture.

Les dossiers médicaux sont conservés dans le respect du secret médical et professionnel et de la réglementation en vigueur.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Personnels :

L'équipe est composée de professionnels dont la composition et l'effectif sont adaptés aux besoins locaux et à l'activité du centre.

Locaux et matériel :

Les locaux comprennent au minimum une salle d'attente et une pièce pour vacciner, équipée d'une table d'examen ou d'un lit.

L'équipement permet le respect des règles d'hygiène et de conservation des vaccins en vigueur.

Règles de bonne pratique :

La vaccination réalisée dans le centre comprend les démarches suivantes :

- entretien individuel d'information et de conseil ;
- pratique de la vaccination dans le respect des règles d'hygiène et d'asepsie et en utilisant du matériel à usage unique ;
- inscription de l'acte (pathologie, date, marque du vaccin et numéro de lot de fabrication) et du nom du vaccinateur sur le registre. Ces informations sont également consignées sur le carnet de santé de l'enfant, le carnet de vaccination de l'adulte ou, à défaut, sur le certificat de vaccination qui est délivré.

L'information au public tient compte des recommandations du calendrier vaccinal et des avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France et du Haut Conseil de la santé publique.

Registres de vaccination :

Afin de garantir la traçabilité des vaccinations, le registre de vaccination mentionne les nom et prénom et la date de naissance de la personne vaccinée, la date de vaccination, la marque du vaccin, son lot de fabrication et le nom du vaccinateur.

Le registre fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

Disponibilité du matériel et des médicaments nécessaires au traitement des éventuelles réactions indésirables graves :

Les centres disposent d'adrénaline dont la date de péremption est régulièrement contrôlée.

ANNEXE 3

VACCINATIONS

* 1 questionnaire par structure/service

Département 06

Année 20.....

Nom de la structure/service : Adresse : Tél : Responsable :	Personne ayant rempli le questionnaire M..... Tél.....
Structure/service relevant d'une collectivité territoriale <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
<u>CONSIGNES DE REMPLISSAGE :</u>	<ul style="list-style-type: none">- Ne laisser aucune case à blanc- Indiquer « 0 » si la donnée est nulle- « ND » si la donnée existe mais n'est pas disponible
ORGANISATION	
Nombre de sites permanents de vaccination gérés par la structure	.....
SITE 1 (nom) :	
Implantation et horaires d'ouverture hebdomadaire :	
Composition professionnelle de l'équipe sur le site (dont vacations) : ..... ..... .....	.....
Nombre total de personnes vaccinées sur le site : Nombre total de vaccins administrés sur le site :	..... .....
SITE 2 (nom) :	
Implantation et horaires d'ouverture hebdomadaire :	
Composition professionnelle de l'équipe sur le site (dont vacations) : ..... ..... .....	.....
Nombre total de personnes vaccinées sur le site : Nombre total de vaccins administrés sur le site :	..... .....
SITE 3 ... (remplir 1 tableau par site)	

Activité vaccinale du centre départemental de vaccination *	
Nombre total de personnes vaccinées	.....
Nombre total de vaccins pratiqués	.....
Nombre total de vaccins pratiqués en milieu scolaire	.....
Nombre total de vaccins pratiqués en milieu pénitentiaire	.....
Nombre total de vaccins pratiqués à l'extérieur des sites permanents	.....
Préciser les lieux de vaccination hors sites permanents :	

File active des personnes vaccinées	
Pourcentage hommes/femmes	.....
Pourcentage par tranches d'âge :	
• < 3 ans	.....
• [3 ans - 6 ans[	.....
• [6 ans – 15 ans[	.....
• [15 ans – 20 ans[	.....
• [20 ans – 30 ans[	.....
• [30 ans – 60 ans[	.....
• > 60 ans	.....
Pourcentage résidant dans le département	.....
Pourcentage résidant dans la région	.....
Proportions habitat rural, semi-rural, urbain	.....
Pourcentage de personnes ayant un médecin traitant	.....
Pourcentage de personnes bénéficiaires CMU ou AME	.....
Pourcentage primo-vaccinations	.....

* centre départemental de vaccinations : activités faites par convention avec les services communaux d'hygiène et de santé et par le département

Vaccins (obligatoires ou recommandés par le calendrier vaccinal en vigueur)	1 ^{er} trimestre		2 ^{ème} trimestre		3 ^{ème} trimestre		4 ^{ème} trimestre	
	Primo- vaccination	rappels	Primo- vaccination	rappels	Primo- vaccination	rappels	Primo- vaccination	Rappels
BCG								
D								
T								
P								
Coq								

Pharmacovigilance	
Nombre de déclarations au centre régional de pharmacovigilance	.....

Promotion de la vaccination	
Nombre d'actions d'information pour le public	.....
Proportion temps consacré aux actions d'information du public	.....
Nombre d'actions d'information et formation des professionnels	.....
Proportion temps consacré aux actions d'information et formation des professionnels	.....
Description succincte des actions (publics ciblés, durée, type de vaccin)	

Partenariats	
Nombre de partenaires ponctuels (lister les partenaires)	.....
Nombre de partenaires travaillant en réseau avec le centre (lister les partenaires)	.....
Nombre de partenaires avec lesquels une convention a été signée (lister les partenaires)	.....

ANNEXE 4

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ ET DE PERFORMANCE (RAP) POUR LES CENTRES DE VACCINATIONS

(A adresser au directeur général de l'ARS)

Département : _____	Région : _____ (= N-1) : 20__	Année
---------------------	----------------------------------	-------

Centre habilitéé [] ou conventionné (Département) []

Nom de l'établissement / structure / service : ----- ----- Adresse postale ----- ----- ----- E-mail ----- ----- Téléphone : ----- Responsable : ----- -----	Personne ayant rempli le questionnaire Nom : ----- -- Fonction : ----- Téléphone. : ----- e-mail: -----
---	---

Consignes

- Le rapport, demandé lors de l'année en cours N, concerne les données de l'année précédente (soit N-1)
- Ne laisser aucun blanc
- Pour les réponses « Oui ou Non », entourer la bonne réponse
- Indiquer « 0 » si la donnée est nulle ; « ND » si la donnée existe mais n'est pas disponible.

1. ORGANISATION

Le centre est-il ouvert au moins une fois par semaine ?

(Définition : le centre est un lieu fixe où, de façon permanente ou à des horaires fixes, des vaccinations sont pratiquées de façon exclusive par du personnel dédié)

Si oui, préciser par semaine :

- Nombre total d'heures d'ouverture permettant l'accueil du public
(pour les centres calculant en journées de travail, une demi-journée équivaut à 3 heures et demie)
- Consultation le samedi : (entourer la bonne réponse) :
- Le centre est-il ouvert en horaires décalés (c'est-à-dire : avant 9h et/ ou entre 12h et 14h et/ou après 18h) ?
 - Si oui, préciser :

Si non, préciser par mois :

- Nombre de jours d'ouverture :
- Nombre total d'heures d'ouverture permettant l'accueil du public
- Nombre total d'heures d'ouverture où les personnes peuvent être vaccinées
- Consultation le samedi : (entourer la bonne réponse)

Autres horaires (moins d'une fois par mois) ; si oui, préciser :

Oui ou Non

[]

Oui ou Non

Oui ou Non

[]

[]

[]

Oui ou Non

Oui ou Non

- **Le centre dispose-t-il d'annexe ou antenne ?**

(Définition d'annexe ou antenne : autres lieux fixes aménagés, dépendant du centre, garantissant des conditions sécurisées de conservation des vaccins)

- Si oui, nombre :
- Préciser leurs lieux d'installation :
 - Milieu scolaire
 - Milieu universitaire.....
 - Milieu pénitentiaire.....
 - Mairies.....
 - Centres hospitaliers
 - Centres de santé (municipaux ou départementaux).....
 - Services de santé au travail
 - CHRS
 - CADA.....
 - Autres : préciser

Oui ou Non

[]
[]
[]
[]
[]
[]
[]
[]
[]
[]

- **Le centre intervient-il sur des sites mobiles ou sur d'autres lieux de façon ponctuelle?**

(Définition : lieux où le matériel permettant de réaliser les vaccinations doit être transporté par du personnel dépendant du centre)

- Si oui, nombre de : - sites mobiles
- lieux d'intervention ponctuelle dans l'année.....
- Préciser les sites ou lieux d'intervention :
 - Milieu scolaire
 - Milieu universitaire
 - Milieu pénitentiaire (UCSA)
 - Mairies
 - Maisons de quartier
 - Services de santé au travail / Entreprises
 - CHRS
 - CADA
 - CSAPA.....
 - Aires d'accueil ou zones de stationnement des gens du voyage.....
 - Autres, préciser : foyers de migrants, foyers de jeunes travailleurs,
missions locales, habitats précaires/atypiques (squats, bidonvilles, ..),
lors de manifestations publiques (événementiels).....

Oui ou Non

[illegible]

<ul style="list-style-type: none"> • Le centre de vaccination dispose-t-il d'un véhicule équipé pour intervenir sur ces sites ? (<i>camion, bus, camping-car, ...</i>) • Le centre fournit-il des vaccins à des partenaires ? (<i>Définition : associations, établissements, services ou structures auxquels <u>seulement des vaccins</u> sont fournis par le centre</i>) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Si oui, préciser (cocher les cases correspondantes) : <ul style="list-style-type: none"> • Centres de santé (municipaux ou départementaux)..... • Services de santé au travail • Services universitaires de médecine préventive (SUMPPS) • Milieu pénitentiaire (UCSA) • Mairies • Cabinet de médecin libéral • Autres : 	<p>Oui ou Non</p> <p>Oui ou Non</p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p>
<ul style="list-style-type: none"> • Autres modalités d'organisation : (<i>par exemple paiements de vacation de médecin vaccinateur pour une autre structure,..</i>) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Si oui, préciser (cocher les cases correspondantes) : <ul style="list-style-type: none"> • Centres de santé (municipaux ou départementaux) • Mairies • Cabinets de médecins libéraux • Autres : 	<p>Oui ou Non</p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p>

2. PERSONNEL

(Un équivalent temps plein =ETP équivaut à 10 demi-journées de travail par semaine. Un professionnel présent 2 demi-journées par semaine correspond à 0,2 ETP. Si 3 médecins interviennent chacun 2 demi-journées, le nombre de médecins sera 3 et l'ETP 0,6. Pour un temps de travail inférieur à une demi-journée par semaine (soit moins de 3 heures et demie), calculer le temps en prenant pour base : 0,01ETP équivaut à environ 1h et demie de travail par mois, et 0,025 ETP à une demi-journée par mois. Si le temps est inférieur à 0,01ETP, ne pas le noter dans cette partie mais expliciter dans la partie Commentaires).

	Nbre	ETP
• Personnel total		
– médecins	[]	[]
– cadre infirmier	[]	[]
– infirmiers	[]	[]
– aides-soignants	[]	[]
– secrétaires	[]	[]
– assistants sociaux	[]	[]
– coordonnateurs de réseaux santé	[]	[]
– gestionnaire informatique	[]	[]
– Autre(s) (médiateur santé, interprète, agent de service,...) préciser la fonction, le nombre de personnes et les ETP correspondants :	[]	[]
•	[]	[]
•	[]	[]

3. SYSTEME D'INFORMATION

- | | |
|---|------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le centre dispose-t-il d'un logiciel pour la gestion des dossiers des consultants ? | Oui ou Non |
| <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Si oui, préciser lequel | [] |
| <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Permet-il l'agrégation automatique des données pour remplir le rapport d'activité et de performance ? | Oui ou Non |
| <ul style="list-style-type: none"> • D'autres logiciels (gestion de stocks, comptabilité, ...) sont-ils disponibles ? | Oui ou Non |
| <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Si oui, préciser quel(s) logiciel(s) | [] |

4. ACTIVITE ANNUELLE DE VACCINATION : PERSONNES VACCINEES

Tous sites confondus (centre, annexes/antennes, sites mobiles, lieux intervention ponctuelle, partenaires, autres organisations)

- Nombre total de consultations médicales :

Il correspond au nombre total de personnes ayant consulté et ayant bénéficié ou non d'un acte vaccinal. Ainsi une même personne qui a reçu successivement au cours de l'année écoulée une vaccination complète hépatite B (3 injections), une vaccination diphtérie-tétanos-polio, puis une vaccination contre la grippe est comptée 5 fois si toutes les injections sont réalisées par le centre. Sont également comptabilisées dans ce nombre total toutes les personnes ayant consulté mais non vaccinées.

- | | |
|---|-----|
| ▪ Nombre total de personnes vaccinées | [] |
| ▪ Nombre total de personnes ayant consulté mais non vaccinées | [] |

Tous sites confondus

- | | | |
|---|------|-----|
| • Nombre total et pourcentage d'hommes vaccinés | Nbre | % |
| • Nombre total et pourcentage de femmes vaccinées | [] | [] |
| • Non documentés : nombre et pourcentage | [] | [] |

Tous sites confondus

- Nombre total de personnes vaccinées par tranches d'âge :

– 0 - 2 ans	[]
– > 2 ans - < 7 ans	[]
– ≥ 7 ans - < 16 ans	[]
– ≥ 16 ans - < 26 ans	[]
– ≥ 26 ans - < 65 ans	[]
– ≥ 65 ans	[]

Répartition selon les sites <ul style="list-style-type: none"> Centre de vaccination <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes vaccinées [] Nombre total de personnes ayant consulté mais non vaccinées [] 	
<ul style="list-style-type: none"> Annexes ou antennes <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes vaccinées [] Nombre total de personnes ayant consulté mais non vaccinées [] 	
<ul style="list-style-type: none"> Sites mobiles / lieux d'interventions ponctuelles <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes vaccinées [] Nombre total de personnes ayant consulté mais non vaccinées [] 	
<ul style="list-style-type: none"> Partenariats : <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes vaccinées [] 	
<ul style="list-style-type: none"> Autres modalités d'organisation (préciser) : <div> <div>-----</div> <div>-----</div> <div>-----</div> </div> <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes vaccinées [] 	
Tous sites confondus <ul style="list-style-type: none"> Nombre total et pourcentage de personnes vaccinées résidant dans le département [] [] Nombre total et pourcentage de personnes vaccinées résidant hors département mais résidant dans la région [] [] 	Nbre %
Tous sites confondus <ul style="list-style-type: none"> Nombre et pourcentage de personnes vaccinées bénéficiaires de la CMU ou de l'AME ou de la prise en charge pour « soins urgents » [] [] Nombre et pourcentage de personnes vaccinées ne disposant pas de complémentaire santé (assurance ou mutuelle) [] [] <i>(ce qui inclut les personnes sans aucune couverture sociale)</i> 	Nbre %

5. ACTIVITE ANNUELLE DE VACCINATION : VACCINS ADMINISTRES et TESTS PREVACCINAUX

Tous sites confondus	[]
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre total de vaccins administrés (un vaccin est défini comme une injection d'une dose vaccinale quel que soit le nombre de valences contenues dans l'ampoule ; ainsi une injection d'Infanrix Hexa® comptera pour un vaccin administré comme une injection de Prévenar® ou de Gardasil®)	
Répartition selon les sites	
<ul style="list-style-type: none"> • Centre de vaccination <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de vaccins administrés 	[]
<ul style="list-style-type: none"> • Antennes ou Annexes <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de vaccins administrés 	[]
<ul style="list-style-type: none"> • Sites mobiles / lieux d'interventions ponctuelles <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de vaccins administrés 	[]
<ul style="list-style-type: none"> • Partenariats : <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de vaccins administrés 	[]
<ul style="list-style-type: none"> • Autres modalités d'organisation (préciser) : <div style="margin-left: 20px;">----- ----- -----</div> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de vaccins administrés 	[] []
<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de fois où le centre de vaccination est sollicité par les autorités sanitaires pour intervenir autour d'un ou plusieurs cas groupés de maladies à prévention vaccinale • Si possible, préciser quel vaccin a été utilisé et combien de vaccins ont été administrés : <ul style="list-style-type: none"> - Vaccination contre les infections invasives à méningocoque <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de vaccins administrés - Vaccination contre rougeole, oreillons, rubéole <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de vaccins administrés - Vaccination contre la coqueluche <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de vaccins administrés - Autre vaccination : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nom et Nombre de vaccins administrés ▪ Nom et Nombre de vaccins administrés 	[] [] [] [] []

Vaccins pouvant être proposés (obligatoires ou recommandés selon le calendrier vaccinal en vigueur) Nom des maladies prévenues par le vaccin	Nombre de vaccins administrés dans l'année
Noms commerciaux des vaccins	
BCG (tuberculose)	
▪ BCG SSI	
Diphtérie / Tétanos	
▪ DT vax	
Diphtérie / Tétanos / Polio	
▪ Enfants : DTPolio Adultes : Revaxis	
Diphtérie / Tétanos / Polio / Coqueluche	
▪ Enfants : InfanrixTetra / Tétravac acellulaire	
▪ Adultes : Boostrixtetra /Repevax	
Diphtérie / Tétanos / Polio / Coqueluche / Haemophilus Influenzae	
▪ InfanrixQuinta / Pentavac	
Diphtérie / Tétanos / Polio / Coqueluche / Haemophilus Influenzae / Hépatite B	
▪ InfanrixHexa	
Grippe saisonnière	
▪ Agrippal / Fluarix / Fluvirine / Gripguard / Immugrip / Influvac / Mutagrip / Prévigrip / Vaxigrip	
Grippe / Tétanos	
▪ Tétagrip	
Haemophilus influenzae	
▪ Act-Hib	
Hépatite A	
▪ Enfants : Avaxim 80 / Havrix 720	
▪ Adultes : Avaxim 160 / Havrix 1440	
Hépatite B	
▪ Enfants : Engérix B10 / HBVaxpro 5 / Genhévac B /	
▪ Adultes : Engérix B20 / HBVaxpro 10 / HBVaxpro 40 / Genhévac B	
Hépatite A & Hépatite B	
▪ Twinrix enfant / Twinrix adulte	
Méningocoque A, C, Y, W135	
▪ Mencevax / Menveo	
Méningocoque A & C	
▪ Vaccin méningococcique A+C polysidique	
Méningocoque C	
▪ Meningitec / Meninvact / Menjugatekit / Neisvac	

Papillomavirus humains (HPV) ▪ Cervarix / Gardasil	
Pneumocoque ▪ Enfants : Prevenar / Pneumo23 Adultes : Pneumo23	
Poliomyélite ▪ Imovax Polio	
Rougeole ▪ Rouvax	
Rougeole / Oreillons / Rubéole ▪ MMR Vax / Priorix / ROR Vax	
Rubéole ▪ Rudivax	
Varicelle ▪ Varilrix / Varivax	
Autres vaccins (préciser le nom) :	
Tests pré-vaccinaux réalisés par le centre lui-même (ne pas prendre en compte les tests effectués par d'autres structures, même dans le cadre d'une convention avec le centre)	Nombre
Intradermoréaction à la tuberculine	
Sérologie Hépatite B	
Autres tests sérologiques, préciser :	
6. PHARMACOVIGILANCE	
• Nombre annuel de déclarations à votre centre de pharmacovigilance :	[]

7. ACTIVITE ANNUELLE DE PROMOTION DE LA VACCINATION

Actions d'information, de formation et de communication

- **Participation aux actions de la Semaine Européenne de la Vaccination (SEV)**

Oui ou Non

- **Actions collectives (y compris celles de la SEV) auprès de publics non professionnels (grand public, groupes ciblés)**

Oui ou Non

- Préciser le nombre d'actions réalisées par type d'actions ((cocher les cases correspondantes) :

- Communiqués ou encarts dans la presse écrite
- Entretiens radio ou télévisuel
- Conférences – débats
- Expositions commentées
- Distribution de dépliants ou autres supports d'information
- Actions de sensibilisation auprès de groupes ciblés
- Autres actions, préciser :

[]

[]

[]

[]

[]

[]

[]

- Préciser la durée totale (en heures) de temps consacrée à ces actions
(ce temps comprend le temps de préparation, de réalisation et d'évaluation des actions menées)

[]

- **Actions (incluant celles de la SEV) auprès d'étudiants dans les filières de santé, de professionnels de santé ou de personnels dans les structures médicosociales (crèches, établissements pour personnes handicapées, pour personnes âgées, ..)**

Oui ou Non

- Préciser le nombre de ces actions par type d'actions ((cocher les cases correspondantes)

- Encarts / articles de presse écrite professionnelle ou institutionnelle
- Idem dans newsletters informatiques
- Conférences-débats / EPU
- Séminaires / ateliers de formation / formation continue
- Mailings
- Création et Diffusion d'outils d'information pour les professionnels
- Diffusion de documents d'information pour les patients.....
- Autres actions, préciser :

[]

[]

[]

[]

[]

[]

[]

[]

[]

- Préciser la durée totale (en heures) de temps consacrée à ces actions
(ce temps comprend le temps de préparation, de réalisation et d'évaluation des actions menées)

8. PARTENARIATS

- Nombre de partenaires réguliers :
(partenaire : association, établissement, service ou structure auquel le centre s'est associé pour mener une action concernant les vaccinations, par exemple séance de vaccination, information, ...)

[]

- Distinguer les partenaires ayant passé ou non une convention avec le centre (cocher les cases correspondantes)

Avec / Sans
convention

- Etablissements scolaires
- Services universitaires
- Centres / institutions de formation professionnelle (IFSI, apprentis)
- Centres de santé (départementaux ou municipaux)
- Centres / services hospitaliers
- Milieu pénitentiaire (UCSA)
- Services de santé au travail
- CSAPA (Centres de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie)
- CDAG / CIDDIST
- Mairies (CCAS, maisons de quartier, ..).....
- CLAT (centre de lutte antituberculeuse)
- Centres d'accueil et d'hébergement (CHRS, CADA, foyers de migrants, ...)
- Associations de solidarité
- Etablissements sociaux (épiceries ou restaurants sociaux, centres socio- culturels,...)
- Autres, préciser

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

[] []

- Nombre de partenaires ponctuels
- Les lister :

[]

COMMENTAIRES

9. PERFORMANCE / REPARTITION DU BUDGET

Montants alloués au centre de vaccination (en euros)

	Année* N-2	Année* N-1
Montant des subventions allouées (Etat et/ou Département)		
Autres contributions financières allouées		
Montant total des ressources financières du centre		

* Les données de performance, demandées lors de l'année en cours N, concernent les données des deux années précédentes (soit N-1 et N-2).

Existe-t-il des contributions non valorisées ? <ul style="list-style-type: none">Si oui, préciser le(s) contributeur(s) :	Oui ou Non
---	------------

Montant total et Répartition des dépenses de l'année N-1 (en euros)

Type de dépenses	Montant
Montant total des dépenses du centre	
Personnels (rémunérations, charges sociales, formation continue/ professionnelle)	

ANNEXE 5

CALCUL DU PRIX FORFAITAIRE POUR TEST TUBERCULINIQUE IDR ET ACTE BCG DANS UN CENTRE DE VACCINATION

CALCUL DU PRIX FORFAITAIRE POUR UN TEST IDR

Infirmière (charges patronales incluses)	20,27 €	5 mn	1,69 €
<u>Médecin</u> (charges patronales incluses)	23,65 €	5 mn	1,97 €
	coût unitaire du flacon		
test IDR (flacon pour 10 ml)*	7,36 €		1,47 €
Frais de gestion 20%			1,03 €
coût pour 1 test IDR			6,16 €

*1 flacon est utilisé arbitrairement pour 5 tests IDR

CALCUL DU PRIX FORFAITAIRE POUR UN ACTE BCG

	coût horaire	temps	coût global
<u>Médecin</u> (charges patronales incluses)	23,65 €	10 mn	3,94 €
	coût unitaire du flacon		
Vaccin BCG SSI (flacon pour 10 ml)*	8,82 €		1,76 €
Frais de gestion 20%			1,48 €
coût pour 1 acte vaccinal contre le BCG			7,18 €

*1 flacon est utilisé arbitrairement pour 5 actes vaccinaux

ANNEXE 6

**CALCUL DU PRIX FORFAITAIRE POUR UN ACTE VACCINAL HORS BCG
DANS UN CENTRE DE VACCINATION
POUR LES PERSONNES RESIDANT HORS DE LA COMMUNE
SUR LE TERRITOIRE DE PROXIMITE**

	coût horaire	temps	coût global
Infirmière (charges patronales incluses)	20,27 €	5 mn	1,69 €
<u>Médecin</u> (charges patronales incluses)	23,65 €	10 mn	3,94 €
Frais de gestion 20%			1,13 €
coût pour 1 acte vaccinal			6,76 €

ANNEXE 7

LISTE DES PERSONNES POUR QUI UN TEST TUBERCULINIQUE (IDR) OU UN VACCIN
CONTRE LE BCG A ÉTÉ ADMINISTRÉ

[illegible]

ANNEXE 8

LISTE DES PERSONNES VACCINÉES (HORS BCG) RÉSIDANT HORS DE LA COMMUNE SUR LE TERRITOIRE DE PROXIMITÉ

[illegible]



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES
SOLIDARITES HUMAINES

DIRECTION DE L'ENFANCE

SERVICE DEPARTEMENTAL DE PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE

CONVENTION DGADSH-DE CV N°2026- entre le Département des Alpes-Maritimes et la Fondation Lénval relative au fonctionnement du Carrefour santé jeunes (CSJ)

(Année 2026)

Entre : le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de l'assemblée départementale en date du .
ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

Et : la Fondation Lénval,

représentée par le Directeur Général, Monsieur Ronan DUBOIS, domicilié en cette qualité, 57 avenue de la Californie – 06200 Nice ,
ci-après dénommée « le cocontractant »

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIVRA

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre le cocontractant et le Département pour le fonctionnement du Carrefour santé jeunes, au sein des locaux du Centre Marina Picasso, sis à Nice 2A, rue Raynardi, propriété du cocontractant.

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

2.1. Présentation de l'action

Le Département assure, en collaboration avec le cocontractant, les activités dévolues au service départemental de protection maternelle et infantile dans le cadre de ses missions de planification et d'éducation familiale.

2.2. Modalités opérationnelles

2.2.1 : Moyens humains :

Le Département et le cocontractant recrutent et assurent la rémunération des personnels nécessaires au fonctionnement du centre. Ils organisent la formation continue de ces personnels en concertation et acceptent que le centre soit utilisé comme terrain de stage pour les professions médicales et paramédicales concernées.

2.2.2 : Moyens techniques :

Le cocontractant prend à sa charge pour le centre Carrefour santé jeunes à Nice :

- l'aménagement des locaux ;
- l'équipement en mobilier ;
- les réparations et l'entretien des locaux (nettoyage, chauffage, éclairage...).

Le Département :

- fournit le matériel informatique et les logiciels destinés à la gestion des actes et des activités mentionnés à l'article 2.3 de la présente convention ;
- procède à la gestion du gros et petit matériel médical, la gestion et l'entretien du linge ;
- assure la prise en charge financière des examens de biologie prévus par la réglementation ou nécessaires à la surveillance préventive ;
- fournit les vaccins et produits pharmaceutiques nécessaires à la surveillance préventive ainsi que les produits contraceptifs.
- procède au contrôle de la qualité d'assuré social ou d'ayant droit au sens de l'article L. 313.3 du code de la sécurité sociale et l'ouverture du droit aux prestations en nature ;
- télétransmet les informations concernant les assurés sociaux de l'ensemble des activités du centre et adresse aux organismes d'assurance maladie les justificatifs nécessaires.

2.3. Objectifs de l'action

Les activités suivantes sont organisées en collaboration :

- consultations médicales ;
- actions de dépistage ;
- actions de prévention ;
- actions de vaccination.

Le centre Carrefour santé jeunes Nice propose en plus des activités précitées des activités de repérage, évaluation et orientation du mal être et de la souffrance psychique pour les jeunes plus vulnérables.

Ce centre pourra étendre ses activités et solliciter d'autres cocontractants qui pourront faire l'objet si besoin de conventions.

Ces activités seront organisées suivant un planning arrêté entre les cocontractants.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION

3.1. La présente action fera l'objet d'une évaluation annuelle au moyen des indicateurs suivants :

Le centre Carrefour santé jeunes Nice s'engage à comptabiliser les consultations de prévention et de promotion de la santé. Ces informations seront enregistrées sur informatique et serviront aux statistiques de fin d'année. A la clôture de l'exercice, il sera établi un compte de gestion que le cocontractant s'engage à transmettre au Département au plus tard le 30 avril 2027.

Après examen, le déficit ou l'excédent sera éventuellement intégré à la participation fixée pour l'année suivant celle au cours de laquelle ce résultat aura été constaté.

3.2. Les documents à produire seront transmis par courriel ou par courrier au Département des Alpes-Maritimes, Direction générale adjointe pour le développement des solidarités humaines, Direction de l'Enfance, service départemental de PMI, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3.

3.3. Une coordination institutionnelle annuelle sera organisée entre le Département et le cocontractant pour un bilan d'activité et une réflexion sur les actions à mener.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

4.1. Montant du financement

Le montant de la participation financière accordée par le Département pour la durée de la mise en œuvre de la présente convention s'élève à 133 630,58 €.

4.2. Modalités de versement

Le versement sera effectué selon les modalités suivantes et conformément aux règles de la comptabilité publique :

- un premier versement de 60 % du financement accordé, soit la somme de 80 178,35 €, dès notification de la présente convention,
- le solde, soit la somme de 53 452,23 € sera versé sur demande écrite durant le dernier trimestre de l'année.

Par ailleurs en application de l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales qui dispose que « tout cocontractant, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumis au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le cocontractant devra tenir à disposition des services départementaux les rapports d'activités, revues de presse, outils de communication relatifs aux périodes couvertes par la convention et à la consommation détaillée des crédits ainsi obtenus.

Le cocontractant devra transmettre au Département, dans les six mois qui suivent la fin de l'année 2026, une copie certifiée des budgets et des comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité et, notamment, un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est applicable du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026.

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

6.1. Modification

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord aux deux parties. La demande de modification de la présente convention sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

En cas de changement de statut juridique du cocontractant, la présente convention sera modifiée par voie d'avenant, pris après information préalable et accord express du Département sur le transfert de la présente convention.

Le cocontractant transmettra notamment au Département l'ensemble des pièces relatives au changement de son statut juridique : procès-verbal du conseil d'administration, délibération autorisant le changement de statut ou le transfert à une autre entité, RIB et documents administratifs nécessaires au transfert de titulaire.

6.2. Résiliation

6.2.1. *Modalités générales :*

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le cocontractant, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-observation des clauses de la présente convention et après mise en demeure par le Département, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours calendaires, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Le cas échéant, le cocontractant sera alors tenu de reverser au Département les sommes indûment perçues.

6.2.2. *Résiliation pour inexécution des obligations contractuelles :*

Le Département peut mettre fin à la présente convention lorsqu'il apparaît que le cocontractant n'a pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à ses obligations réglementaires, n'a pas respecté les délais d'exécution prévus. Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai de 30 jours. Elle ne donne lieu à aucune indemnisation.

6.2.3. *Résiliation unilatérale :*

Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution de la présente convention pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation de la convention est notifiée au cocontractant, par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le cocontractant s'engage en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'évènement.

D'une façon générale, le cocontractant fera en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du Département des Alpes-Maritimes sur toutes les publications réalisées. Il devra soumettre au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département. Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Le cocontractant devra, en plus de la présence du logo sur les supports de communication :

- adresser des invitations lorsqu'il organise ses manifestations ;
- autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'évènement ;
- prévoir la présence de l'édito du président du Département sur la brochure de présentation ;
- prévoir une page de publicité dans la brochure de l'évènement ;
- intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'évènement ;
- intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant sur le site de la collectivité.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le cocontractant devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la présente convention ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre cocontractant.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois suite à réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

10.1. CONFIDENTIALITÉ :

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET FORMALITÉS CNIL :

Le cocontractant signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

Nice, le

Le Président du Département
des Alpes-Maritimes

Le Directeur Général
de la Fondation Lénval

Charles Ange GINESY

Ronan DUBOIS

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le cocontractant qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le cocontractant, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au cocontractant, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le cocontractant dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le cocontractant, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données

concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;

- Le cocontractant s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le cocontractant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le cocontractant fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le cocontractant s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le cocontractant documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le cocontractant met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.



CONVENTION

Entre la Préfecture des Alpes-Maritimes, le Département des Alpes-Maritimes, l'Académie de Nice, l'Association française des Centres de Consultation Conjugale 06 et l'association Une voix pour elles relative à la santé menstruelle et santé sexuelle en milieu scolaire

(Année scolaire 2025-2026)

Entre

d'une part,

La Préfecture des Alpes-Maritimes,

représentée par le Préfet des Alpes-Maritimes, Monsieur Laurent HOTTIAUX, domicilié en cette qualité au Centre administratif, 147 boulevard du Mercantour, 06286 Nice Cedex 3

Et : Le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de l'assemblée départementale du ci-après dénommé « le Département »

Et : L'Académie de Nice

représentée par la rectrice de l'académie de Nice, Madame Natacha CHICOT, domicilié en cette qualité au 53 avenue Cap-de-Croix, 06181 Nice Cedex 2, ci-après dénommée « l'Éducation nationale »,

d'autre part,

Et : L'association française des centres de consultation conjugale 06 (AFCCC06)

représentée par le président de l'association Daniel CASSINI, domiciliée en cette qualité au 12 rue Michel Ange, 06100 Nice,

Et : L'association « Une voix pour elles »

représentée par la présidente de l'association, Madame Peggy LEFEBVRE, domiciliée en cette qualité au 16 rue de l'ancien palais de justice, 06130 Grasse,

ci-après dénommés « les cocontractants »

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet :

- La mise en place de séances d'information collectives à destination des collégiens,
- La mise à disposition de protections périodiques pour les collégiennes.

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

2.1. Présentation de l'action

Cette action vise à mettre en place un partenariat entre les cocontractants en faveur des collégiens du département des Alpes-Maritimes pour lutter contre la précarité menstruelle et pour la promotion à la santé.

Les collèges concernés par cette action sont énumérés dans la liste figurant en annexe 1.

2.2. Modalités opérationnelles (moyens humains et techniques)

Rôle de la préfecture des Alpes-Maritimes

La déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité (DDDFE) coordonne la mise en place de l'action par l'ensemble des partenaires associatifs et évalue les bilans qui seront présentés à l'issue.

Rôle du Département

Le Département cofinancera les actions spécifiques menées par l'association Une voix pour elles pour un montant DE 10 000 €.

Rôle de l'Éducation nationale

L'Éducation nationale mobilise au sein des établissements scolaires concernés par cette action, ses équipes pédagogiques, éducatives et professionnels de santé. Elle met en place avec les partenaires des séances d'information collectives et collabore avec l'association Une voix pour elles dans le choix de l'emplacement des distributeurs de protections périodiques.

Rôle des associations assurant les informations collectives (AFCCC 06)

Le cocontractant met en œuvre cette action en faisant le lien en amont avec :

- Le comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté et à l'Environnement (CESCE) de chaque collège. C'est une instance de réflexion, d'observation et de proposition qui conçoit, met en œuvre et évalue un projet éducatif en matière d'éducation à la citoyenneté et à la santé et de prévention de la violence, intégré au projet d'établissement,
- Le Conseil de vie collégienne (CVC), instance où les collégiens sont acteurs de la vie de leur établissement, en étant force de proposition dans les domaines qui régissent leur vie quotidienne au collège.

Le cocontractant doit réaliser des séances d'information collectives avec le personnel de l'Éducation Nationale (enseignants, infirmières scolaires), avec des modules portant sur :

- la déconstruction des stéréotypes relatifs aux règles,
- la prise en compte de la douleur des règles et ses éventuelles pathologies,
- l'éducation à la vie relationnelle et santé sexuelle en milieu scolaire, la connaissance de son corps, l'hygiène intime, la reproduction et le consentement.

Ces séances d'information collectives d'une durée de deux heures, par petits groupes de collégiens, débutent avant la mise à disposition des protections périodiques en distributeur.

L'association française des centres de consultations conjugales 06 (AFCCC 06) interviendra dans les collèges de l'annexe 1.

Rôle de l'association assurant la mise en place des distributeurs et l'approvisionnement des protections périodiques (Une voix pour Elles)

L'association « Une voix pour elles » s'occupera de la mise en place des distributeurs de protections périodiques ainsi que de leur approvisionnement. L'association travaillera en étroite collaboration avec chaque référent par collègue (infirmière scolaire ou CPE) qui sera son interlocuteur fonctionnel (gestion de stock...).

ARTICLE 3 : MODALITÉS D'ÉVALUATION

La présente action fera l'objet d'évaluations intermédiaires et finales : comptes rendus quantitatifs et qualitatifs et COPIL avec l'ensemble des cocontractants.

Le cocontractant s'engage à fournir au Département, à la DDDFE et l'Éducation nationale une évaluation de l'action réalisée selon le tableau de suivi de l'action (Annexe 2).

ARTICLE 4 : MODALITÉS FINANCIÈRES

4.1. Montant du financement :

La DRDFE finance à hauteur de 37 500 € dans le cadre du BOP (budget opérationnel de programme) 137, soit :

- 37 500 € pour l'AFCCC 06

Le Conseil départemental finance à hauteur de 10 000 € :

- 10 000 € pour l'association Une Voix pour elles

Le versement de la participation financière accordée par le Département sera effectué selon les modalités suivantes et conformément aux règles de la comptabilité publique :

- 8 000 € dès notification de la présente convention,
- 2 000 €, sur production du bilan de l'année scolaire 2025-2026.

L'association s'engage à transmettre, à l'adresse sdpmi@departement06.fr, chaque fin de trimestre un bilan des dépenses accompagné des justificatifs.

La subvention concernant la DRDFE est imputée sur les crédits du programme 137 « Égalité entre les femmes et les hommes », action 24 « Autres actions accès aux droits et égalité professionnelle (hygiène menstruelle, van itinérant...) »).

Les partenaires associatifs s'engagent à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059). Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet. Ils sont signés par le président ou toute personne habilitée,
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce tels qu'approuvés par l'assemblée générale ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel,
- Le rapport d'activité des partenaires tel qu'approuvé par l'assemblée générale.

ARTICLE 5 : DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée d'un an (01/09/25 au 31/08/26) dans le cadre de l'expérimentation nationale : « santé menstruelle et santé sexuelle en milieu scolaire ».

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Si un signataire souhaite modifier ou dénoncer la convention, il doit le notifier aux autres signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous un préavis de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestation résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties signataires s'engagent à régler le différend à l'amiable. Si, toutefois, le différend persistait, la convention pourrait alors être dénoncée par l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Faute pour les parties de parvenir à un accord, ces dernières pourront également, à l'initiative de la partie la plus diligente, porter leur différend devant le tribunal administratif de Nice.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Fait à Nice en cinq exemplaires originaux, le

Pour *la préfecture des Alpes-Maritimes*,
(signature et cachet)

Pour le *Département*
(signature et cachet)

Pour *l'Éducation nationale*
(signature et cachet)

Pour *l'association française des centres de consultation conjugale 06*

Pour *l'association Une voix pour elles*

ANNEXE 1
LISTE DES COLLÈGES VOLONTAIRES CONCERNÉS PAR L’ACTION

Liste collèges 2025-2026					
	Sensibilisations - AFCCC		Protections – Une Voix Pour Elles		
1	Collège Albert Camus Mandelieu la Napoule	Nouveau	1	Collège Albert Camus Mandelieu la Napoule	Nouveau
2	College Valeri Nice	Nouveau	2	College Valeri Nice	Nouveau
3	College la Sine Vence	Nouveau	3	College la Sine	Nouveau
4	College Raoul Dufy Nice	Nouveau	4	College Raoul Dufy Nice	Nouveau
5	College Sidney Bechet Antibes	Nouveau	5	College Sidney Bechet	Nouveau
6	College Henri Matisse Nice	Nouveau	6	College Henri Matisse	Nouveau
7	Collège André Capron à Cannes	Nouveau	7	Collège André Capron à Cannes	Nouveau
8	Collège de l'Eganaude à Biot	Nouveau	8	Collège de l'Eganaude à Biot	Nouveau
9	Collège Paul Arene Peymeinade	Nouveau	9	Collège Paul Arene Peymeinade	Nouveau
10	Collège du Parc Impérial Nice	Nouveau	10	Collège du Parc Impérial Nice	Nouveau

ANNEXE 2. TABLEAU DE SUIVI DE L’ACTION

Santé menstruelle et santé sexuelle en milieu scolaire – FICHE ACTION AFCCC	
Nom de l’association et personne référente de l’action :	
Partenaires engagés : Convention signée le	
Cadre expérimental de l’action:	
Calendrier et modalités de la mise en œuvre effectuée:	
Les moyens mobilisés pour l'année 2025/2026 :	
Moyens Humains prévus :	
Moyens matériels :	
Points de vigilance :	
Indiquer les thématiques principales abordées lors des séances de sensibilisation :	
Indiquer la ou les classes concernées par les interventions de sensibilisation. Ex : 6^{ème} et 4^{ème}	
Indiquer les personnels impliqués	
Indiquer vos outils de sensibilisation (cela peut être l’occasion d’identifier une ou plusieurs bonnes pratiques que vous souhaiteriez valoriser) – joindre en annexe copie des outils (ex : questionnaire/quizz d’évaluation) ou a minima une fiche détaillée et descriptive des outils utilisés (ex : création d’un jeu de carte, jeu de rôles, pièce de théâtre, exposition etc...).	
Indiquer si les pathologies en lien avec les menstruations – type endométriose – ont été évoquées, le cas échéant de quelle manière.	

Actions de communication : joindre le support de communication	
Points de vigilance / difficultés rencontrées / observations que vous souhaitez faire remonter sur l'expérimentation : Ex : difficultés avec des partenaires/sur la distribution des produits,etc.	
<ul style="list-style-type: none"> • Nombre total de collèges concernés par l'expérimentation <p>Veillez préciser si de nouveaux collèges ont bénéficié de l'expérimentation en 2025/26 par rapport à 2024/2025 et si oui, combien.</p> <p>Part des collèges en REP, REP+ sur le total des établissements visés par les expérimentations (en %)</p> <p>Part des collèges isolés ou en zones rurales visés par les expérimentations (en %)</p>	
<p>2.Sensibilisation :</p> <p>Nombre d'élèves sensibilisés (filles et garçons) Nombre d'intervention(s) annuelle(s) par groupe d'élèves</p>	
<p>3. Pourcentage de l'absentéisme scolaire lié aux règles (en EPS et au global) Cet indicateur peut être calculé à partir d'un comparatif de l'Éducation nationale avant/après les expérimentations sur le pourcentage d'absentéisme des filles notamment au cours d'EPS.</p>	
<p>4. Le nombre d'orientations vers des médecins pour la prise en compte de la douleur et de l'endométriose</p>	

FICHE ACTION point d'étape :	
Santé menstruelle et santé sexuelle en milieu scolaire – Une voix pour Elles	
Nom de l'association et personne référente de l'action :	
Partenaires engagés : Convention signée le	
Calendrier et modalités de la mise en œuvre effectuée:	
Les moyens mobilisés pour l'année 2025/2026 :	
Moyens Humains prévus :	
Moyens matériels :	
Points de vigilance :	
Type de produits distribués :	
Merci de décrire une ou plusieurs bonnes pratiques que vous souhaitez valoriser en matière de distribution.	
Modalités de distribution des protections périodiques : 1/ Mise en place de distributeurs : <ul style="list-style-type: none"> - Oui/ Non ; - Type de distributeur(s) choisi(s) (conçus par les élèves, achats de matériel) ; - Type de protections distribuées par ce canal ; - Partenaire(s) responsable(s) de l'alimentation des distributeurs et difficultés signalées sur l'alimentation ; - Lieu d'emplacement du/des distributeurs et raisons de ce choix ; - Cas signalés de dégradation/gaspillage et solutions apportées. 	

<p>2/ Distribution selon d'autres modalités (par l'infirmière scolaire, autre...).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Oui/non. Préciser quelle(s) autre(s) modalité(s) choisie(s) ; - Raisons de ce choix ; - Quelles sont les modalités de distribution les plus efficaces/pertinentes? Pour quelles raisons ? - Autres observations. 	
<p>Points de vigilance / difficultés rencontrées / Observations que vous souhaitez faire remonter sur l'expérimentation : Ex : difficultés avec des partenaires/sur la distribution des produits,etc.</p>	
<p>Distribution :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre total de distributeurs de protections périodiques installés • Protections périodiques: • Protections périodiques jetables : Nombre total de protections périodiques jetables distribuées <ul style="list-style-type: none"> ◦ Nombre de serviettes périodiques ◦ Nombre de tampons • Protections périodiques réutilisables • Nombre total de protections périodiques réutilisables distribuées <ul style="list-style-type: none"> ◦ Nombre de culottes menstruelles ◦ Nombre de serviettes réutilisables ◦ Nombre de cups menstruelles 	



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES
SOLIDARITES HUMAINES

DIRECTION DE L'ENFANCE

SERVICE DU PARCOURS ET DU PILOTAGE
DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

CONVENTION DGADSH DE CV N° 2026-...

entre le Département des Alpes-Maritimes et l'association MONTJOYE relative à la mise en place d'équipes de prévention spécialisée au sein du département hors territoire métropolitain.

(Années 2026-2029)

Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par le président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de l'assemblée départementale du,

ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

Et : l'association Montjoye,

représentée par sa Présidente Madame Catherine BRETAUDEAU, domiciliée en cette qualité au siège social de l'association situé 6 avenue Edith Cavell, 06000 Nice,

ci-après dénommée « le cocontractant »

d'autre part,

P R E A M B U L E

Conformément aux orientations du Schéma départemental de l'enfance 2022-2026, le Département des Alpes-Maritimes réaffirme son engagement à soutenir une politique de prévention ancrée dans les réalités territoriales et au plus près des besoins des jeunes et des familles.

La prévention spécialisée, dispositif éducatif non mandaté, vise à intervenir dans les espaces de vie des jeunes en situation de vulnérabilité ou de marginalisation et constitue une réponse éducative de proximité, fondée sur le travail de rue, la libre adhésion, l'anonymat et l'ancrage territorial. Elle vise à établir une relation de confiance avec les jeunes, à repérer les situations à risque, à prévenir les ruptures de parcours et à favoriser leur insertion sociale et citoyenne.

Inscrite dans les missions de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) définies par les articles L.121-2 et L.221-1 du Code de l'action sociale et des familles, la prévention spécialisée relève des compétences du Département des Alpes-Maritimes pour les communes hors Métropole Nice Côte d'Azur, qui en assure le pilotage, le financement et l'évaluation.

La présente convention entre le Département et l'association Montjoye décline les modalités de mise en œuvre de la prévention spécialisée sur les territoires définis.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention s'inscrit dans la continuité des actions menées en faveur des jeunes et des familles par le service de prévention spécialisée de l'association MONTJOYE.

Elle définit le cadre d'intervention (périmètre géographique d'intervention et contenu des actions à mener au-delà du travail de rue), les objectifs prioritaires et les modalités de suivi. Elle s'attache également à renforcer les articulations avec les politiques publiques locales et à favoriser l'émergence de réponses adaptées aux problématiques repérées sur les territoires (santé mentale, prévention des violences, accompagnement des familles, etc.).

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

2.1. Présentation de l'action

La prévention spécialisée est une action éducative spécifique relevant du champ de la Protection de l'Enfance, reconnue officiellement par l'arrêté du 4 juillet 1972. Elle s'adresse à des jeunes en situation de vulnérabilité ou en risque de désaffiliation sociale, en intervenant directement dans leurs milieux de vie et en lien avec ces derniers. Elle vise à faciliter leur accès aux dispositifs de droit commun et à favoriser leur insertion sociale, scolaire et citoyenne.

Depuis le 1er janvier 2019, à la suite d'un appel à projet départemental, l'association MONTJOYE assure, via son service PASSAJ, les actions de prévention spécialisée notamment dans les communes de Grasse, Cannes, Vallauris et Antibes. Ces interventions s'inscrivent dans une logique de proximité et de territorialisation, avec une présence renforcée dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

2.2. Modalités opérationnelles (moyens humains et techniques)

Les interventions sont basées sur une mobilité géographique au sein des secteurs définis, une souplesse horaire afin de couvrir les périodes propices aux rencontres avec les jeunes (notamment en soirée) et un ensemble d'actions individuelles et collectives.

Le service est composé de 11 ETP dont au moins 10 intervenants éducatifs (éducateurs spécialisés et médiateurs sociaux) auxquels s'ajoutent des fonctions supports de Directeur, de chef de service). Les équipes sont organisées en binômes, dans la mesure du possible, et se déploient sur les secteurs définis par la présente convention.

2.3. Public cible

Le public cible prioritaire est constitué des mineurs âgés de 10 à 16 ans qui relèvent de l'obligation scolaire.

L'action a également pour public cible secondaire les mineurs âgés de 16 à 18 ans.

2.4. Objectifs de l'action

La Prévention spécialisée doit être considérée comme la première marche de toute action d'accompagnement et de repérage des situations pouvant avoir des besoins d'étayage. Elle doit être utilisée pour prévenir les situations de possible danger et en aval de l'accompagnement du mineur. La prévention spécialisée doit également être pressentie systématiquement comme dispositif intermédiaire de la mise en œuvre d'une mesure de type AED/AEMO, en articulation avec les travailleurs sociaux des Maisons des Solidarités Départementales (MSD).

Le travail de diagnostic continu et en temps réel des différents mouvements, trafics, rythmes, besoins et enjeux sociétaux de terrains est un atout précieux qui doit être utilisé non seulement dans le cadre de l'application des missions du service de prévention spécialisée en lien avec les MSD mais également d'une articulation avec la Direction de l'Enfance.

2.5. Contenu des actions de prévention spécialisée

Les actions prévues dans le cadre de la présente convention sont mises en œuvre selon une double modalité : individuelle et collective. Elles visent à accompagner les jeunes de manière personnalisée tout en favorisant des dynamiques de groupe, dans une logique de prévention, de sensibilisation et de mobilisation sociale.

Le travail de rue comporte les actions suivantes :

- Renforcement du travail de rue dans les quartiers prioritaires et zones à enjeux.
- Participation à des événements de quartier pour créer du lien et favoriser l'expression des jeunes.
- Repérage des jeunes en errance ou en situation de danger.

Au-delà de ce travail de rue, il est attendu de la part de l'opérateur la mise en place d'actions portant sur les thématiques suivantes :

Actions de lutte contre *l'exploitation sexuelle des mineurs*.

- Travail de repérage, de prévention et d'orientation des mineurs exposés (ou risquant d'être exposés) à l'exploitation sexuelle.

Actions de prévention spécialisée portant sur la *santé sexuelle des jeunes* :

- Actions de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.
- Actions de lutte contre l'inceste. L'objectif est de mobiliser l'espace de la rue pour « briser l'omerta » au sujet de l'inceste et diffuser des informations, déployer la sensibilisation (informer sur les procédures de signalement ; informer sur le rôle des structures locales d'accompagnement).
- Actions de sensibilisation aux comportements sexuels à risque, notamment concernant la pornographie.
- Animation d'ateliers mixtes ou non mixtes sur les relations filles/garçons, le consentement, les stéréotypes de genre.
- Repérage et accompagnement des jeunes exposés à des situations de violences sexuelles ou sexistes, en lien avec les partenaires territoriaux.

Actions de prévention spécialisée portant sur la *prévention numérique* :

- Organisation d'ateliers de sensibilisation sur les usages des réseaux sociaux (e-réputation, vie privée, cyberharcèlement, fake news). Il conviendra d'utiliser des supports innovants et capables de recueillir l'adhésion des jeunes.
- Mise en place de groupes de parole ou d'espaces d'échange sur les pratiques numériques des jeunes : accompagnement des jeunes sur les réseaux sociaux, repérage des situations à risque.
- Accompagnement des jeunes victimes ou auteurs de cyberviolences (signalement, médiation, orientation).
- Mise en place de maraudes numériques.

Actions de prévention spécialisée portant sur la lutte contre le *harcèlement*, notamment dès 10 ans et déclinaison des outils « violences » et « harcèlement » internes à l'association de façon plus précoce :

- Organisation d'actions de sensibilisation dans les lieux fréquentés par les jeunes (rue, établissements scolaires, centres sociaux).
- Participation à d'éventuels campagnes locales ou nationales (ex. : #NonAuHarcèlement, #StopVSS). »

Actions *d'accompagnement à la santé mentale* :

- Repérage de situations de souffrance psychique lors du travail de rue, avec orientation vers les dispositifs spécialisés (CMP, CSAPA, etc.).
- Interventions en lien avec les partenaires locaux adaptés pour mieux prendre en compte les troubles psychiques qui freinent l'accompagnement éducatif.
- Interventions dans les espaces numériques fréquentés par les jeunes, en complément du travail de rue.
- Participation à l'organisation de groupes de parole et entretiens familiaux pour verbaliser les tensions, les difficultés et renforcer les capacités de résilience.

Actions de prévention portant sur les thèmes suivants : *laïcité, citoyenneté, Valeurs de la République*.

2.6. Territoires d'intervention

Les territoires d'interventions du service PASSAJ de l'association MONTJOYE dans le cadre de la prévention spécialisée sont définis comme suit, étant entendu qu'une attention particulière et prioritaire est accordée aux secteurs portant un ou plusieurs quartier(s) prioritaire(s) de la politique de la ville :

- *Grasse* : quartiers prioritaires, Fleurs de Grasse - Grand Centre.
- *Cannes* : quartiers prioritaires, Ranguin - Saint Pierre - Colline - Frayère et centre-ville.
- *Vallauris* : quartiers prioritaires, Cœur de ville - Hauts de Vallauris.
- *Antibes* : centre-ville.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION

3.1. L'évaluation à l'échelon Départemental et territorial

La présente action fera l'objet d'une évaluation à double échelon :

- une évaluation annuelle organisée par la Direction de l'enfance sous forme d'un comité de suivi (accompagné d'un rapport d'activité annuel de la part du cocontractant) ;
- un comité trimestriel organisé au sein de chaque Territoire d'action sociale concerné par l'action.

Les comités trimestriels sont organisés et conduits par les délégués de territoire départementaux ou leurs représentants en présence du coordonnateur référent de l'action représentant le cocontractant et tout professionnel intervenant à la demande du Département. Ces rencontres feront l'objet d'un compte-rendu adressé aux parties ainsi qu'à la Direction de l'enfance. Elles ont pour objectif de veiller à la bonne articulation et communication entre les équipes du cocontractant et le personnel départemental, d'échanger autour du travail de rue et des actions mises en place ainsi que de partager des observations/évaluations/diagnostics/analyses sur l'évolution des besoins et des difficultés du public cible et des familles.

Dans une logique d'amélioration continue de la qualité des actions menées, l'opérateur doit assurer un suivi et une évaluation précise des objectifs et des moyens mis en œuvre par l'utilisation d'outils adaptés et pertinents.

Le suivi et l'évaluation reposent sur des indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant d'apprécier à la fois l'activité réalisée et l'impact des interventions sur les bénéficiaires.

L'analyse de ces indicateurs permettra d'identifier les évolutions nécessaires et d'ajuster les modalités d'intervention en fonction des besoins identifiés.

Les indicateurs suivants seront produits :

- Indicateurs d'activité : nombre de jeunes rencontrés (en rue, en atelier, en accompagnement individuel), nombre d'actions collectives réalisées, nombre de partenaires mobilisés.
- Indicateurs de participation : taux de participation des jeunes aux actions proposées, récurrence de la fréquentation, diversité des profils (âge, genre, situation sociale).
- Indicateurs d'impact : évolution des comportements repérés (ex. : réduction des situations de harcèlement, amélioration de la gestion des usages numériques, verbalisation de situations de violences sexistes ou sexuelles), nombre de situations orientées vers des dispositifs spécialisés.
- Indicateurs qualitatifs : retours des jeunes, des familles et des partenaires (via questionnaires, entretiens ou groupes de parole), analyse des besoins émergents.

Ces éléments feront l'objet d'un rapport annuel transmis à la Direction de l'enfance (section prévention et protection), trois semaines avant le comité de suivi annuel.

3.2. Transmission des documents par l'opérateur au Département

Les documents à produire seront transmis par mail au service du parcours et pilotage de la protection de l'enfance, section prévention et protection : spp@departement06.fr

3.3. Participation aux instances de coordination et de pilotage et modalités de contrôle

Le cocontractant s'engage à participer à toute instance de coordination ou de pilotage du Conseil départemental en vue de conduire, évaluer et améliorer le partenariat acté par cette présente convention.

Le cocontractant s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des objectifs, notamment l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dans la production serait jugée utile. Des contrôles sur pièces ou sur place pourront être délégués par le Département au besoin.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

4.1. Montant du financement

Le montant de la participation financière annuelle accordée par le Département pour la durée de mise en œuvre de la présente convention s'élève à 667 130 euros.

4.2. Modalités de versement

L'application des dispositions relatives au respect de la laïcité et des valeurs républicaines telles que prévues dans la délibération de l'assemblée départementale du 3 février 2020, est un préalable au versement de la subvention.

Le versement sera effectué selon les modalités suivantes et conformément aux règles de la comptabilité publique sous la forme d'une dotation globale sur le fondement de l'arrêté du Président du Département portant autorisation et habilitation pour le cocontractant à mener des actions en prévention spécialisée.

Le paiement sera effectué par douzième, avec une mise en paiement au plus tard le 10 de chaque mois.

Le Département effectue en février de l'année N+1 une vérification comparative entre la dotation versée et la part de l'activité réelle à charge. S'il est constaté un trop perçu de la dotation, ou en cas de service non fait, le montant sera récupéré par le Département.

Par ailleurs en application de l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales qui dispose que « tout cocontractant, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumis au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le cocontractant devra tenir à disposition des services départementaux les rapports d'activités, revues de presse, outils de communication relatifs aux périodes couvertes par la convention et à la consommation détaillée des crédits ainsi obtenus.

Le cocontractant devra également transmettre au Département, dans les six mois qui suivent la fin de l'année civile en cours, une copie certifiée des budgets et des comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité et notamment un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la dotation.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est applicable du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026 avec possibilité de révision et de reconduction expresse annuelle, dans la limite de 3 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2029.

La reconduction expresse annuelle de la présente convention sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve du vote des crédits au budget départemental.

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

6.1. Modification

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord aux deux parties.

Les autres demandes de modification de la présente convention seront réalisées en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

En cas de changement de statut juridique du cocontractant, la présente convention sera modifiée par voie d'avenant, pris après information préalable et accord exprès du Département sur le transfert de la présente convention.

Le cocontractant transmettra notamment au Département l'ensemble des pièces relatives au changement de son statut juridique : procès-verbal du conseil d'administration, délibération autorisant le changement de statut ou le transfert à une autre entité, RIB et documents administratifs nécessaires au transfert de titulaire.

6.2. Résiliation

6.2.1. Modalités générales :

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le cocontractant, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-observation des clauses de la présente convention et après mise en demeure par le Département, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours calendaires, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Le cas échéant, le cocontractant sera alors tenu de reverser au Département les sommes indûment perçues.

6.2.2. Résiliation pour inexécution des obligations contractuelles :

Le Département peut mettre fin à la présente convention lorsqu'il apparaît que le cocontractant n'a pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à ses obligations réglementaires, n'a pas respecté les délais d'exécution prévus. Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai de 30 jours. La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant.

6.2.3. Résiliation unilatérale :

Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution de la présente convention pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation de la convention est notifiée au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification. La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant.

6.2.4. Résiliation suite à disparition du cocontractant :

En cas de disparition du cocontractant, le Département peut résilier la convention ou accepter sa continuation par le repreneur. Un avenant de transfert est établi à cette fin conformément à l'article 6, alinéa 1.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de la disparition juridique du cocontractant.

La résiliation ne donne lieu tant pour le cocontractant que pour les éventuels ayants-droit à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant ou de ses ayants droit.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du cocontractant, la convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du cocontractant dans un délai de 30 jours.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. La résiliation ne donne lieu tant pour le cocontractant que pour les éventuels ayants-droit à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant ou de ses ayants droit.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le cocontractant s'engage en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'évènement.

D'une façon générale, le cocontractant fera en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du Département des Alpes-Maritimes sur toutes publications réalisées. Il devra soumettre au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département. Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Le cocontractant devra en plus de la présence du logo sur les supports de communication :

- adresser des invitations lorsqu'il organise ses manifestations,
- autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'évènement,
- prévoir la présence de l'édito du Président du Département sur la brochure de présentation,
- prévoir une page de publicité dans la brochure de l'évènement,
- intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'évènement,
- intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant sur le site de la collectivité.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le cocontractant devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la présente convention ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre cocontractant.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Nice, 18 avenue des Fleurs, CS 61039, 06050 NICE CEDEX 1, ou par voie électronique sur le site <https://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

10.1. Confidentialité

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

Nice, le

Le Président du Département
des Alpes-Maritimes

Charles Ange GINESY

La Présidente de l'association
MONTJOYE

Catherine BRETAUDEAU

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- Le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES
SOLIDARITES HUMAINES

DIRECTION DE L'ENFANCE

SERVICE DU PARCOURS ET DU PILOTAGE
DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DGADSH-DE CV N°2025-40 signée le 7 mars 2025 avec l'association MONTJOYE, relative à la gestion du Service d'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO)

Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,

Représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de l'assemblée départementale du

ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

Et : L'Association MONTJOYE

Représentée par sa Présidente, Madame Catherine BRETAUDEAU, domiciliée en cette qualité au 6 avenue Édith Cavell, 06000 NICE

ci-après dénommée « L'Association Montjoye »

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1^{er} : OBJET

A la suite de l'arrêt de la Cour de cassation du 2 octobre 2024, rendant la mesure de placement éducatif à domicile (PEAD) inapplicable, le Département a décidé de faire évoluer, à compter du 1er janvier 2026, les mesures de PEAD exercées par l'association MONTJOYE vers des mesures d'AEMO graduées (AEMO, AEMO Renforcées et AEMO Intensives avec possibilité d'hébergement) afin de diversifier son offre de service. Le présent avenant a pour objet de prendre en compte ces évolutions et de porter la capacité du service à 1 033 mesures d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO) dont 1008 financées par le Département

ARTICLE 2 : MODIFICATIONS

L'article 1^{er} est ainsi rédigé :

ARTICLE 1^{er} : OBJET

« La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre les parties dans le cadre de la gestion du Service d'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO) dûment autorisé pour 1 033 mesures d'accompagnement dont 1008 financées par le Département.

L'association Montjoye exerce :

- 756 mesures d'AEMO,
- 192 mesures d'AEMO renforcées,
- 60 mesures d'AEMO intensives avec possibilité d'hébergement.

S'ajoute à ce quota un flux annuel de 25 mesures, ordonnées et financées par des départements extérieurs, communément appelées AEMO « vacances »

L'article 2.2 est ainsi rédigé :

« ARTICLE 2.2 Ressources humaines

L'association emploie une équipe pluridisciplinaire, composée de professionnels diplômés et expérimentés dans la prise en charge des mineurs. Conformément à l'engagement de l'association validé par le Département, elle comprend des éducateurs spécialisés, assistants de service social, conseillers en économie sociale et familiale, psychologue(s), personnels administratifs et d'encadrement.

Elle est chargée d'accompagner les mineurs protégés en répondant aux besoins fondamentaux spécifiques à leur âge et à leur situation. Une attention particulière est portée aux besoins physiologiques, médicaux, affectifs, relationnels et de sécurité des mineurs et jeunes majeurs ainsi qu'à l'accompagnement des relations avec leurs familles.

Ce cadre protecteur et les actions individualisées mises en œuvre permettront de favoriser le développement physique, psychologique, affectif, cognitif et social des enfants accompagnés et l'évolution des liens parent(s) – enfant(s) en articulation avec les autres acteurs chargés du suivi. »

L'article 4.2 est ainsi rédigé :

« ARTICLE 4.2 Montant du financement

Le montant de la participation financière par le Département s'élève, en année pleine, à 6 078 573 € (Ségur inclus, hors « Ségur pour tous ») au maximum pour 1 008 mesures prises en charge.

ARTICLE 3 : PRISE D'EFFET

Le présent avenant à la convention signée le 7 mars 2025 entre le Département des Alpes-Maritimes et l'Association Montjoye, est applicable à compter du 1^{er} janvier 2026 jusqu'au terme de la convention.

ARTICLE 4 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Nice, le

Le Président du Département
des Alpes-Maritimes

La Présidente de l'Association Montjoye

Charles Ange GINESY

Catherine BRETAUDEAU



Direction des services départementaux
de l'Éducation nationale
des Alpes-Maritimes

**Convention relative à l'implantation et au fonctionnement des dispositifs relais
entre la direction académique des services de l'Éducation Nationale, la direction
départementale de la protection judiciaire de la Jeunesse
et le Département des Alpes-Maritimes**

2026/2028

Entre :

L'Inspecteur d'Académie, Directeur Académique des Services de l'Éducation nationale,
Monsieur Laurent LE MERCIER, domicilié en cette qualité à la Direction des services
départementaux de l'Éducation nationale des Alpes-Maritimes au 53 avenue Cap de Croix –
06100 Nice,

et

Le Conseil départemental des Alpes-Maritimes, représenté par son Président en exercice,
Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif
départemental, 147 boulevard du Mercantour– 06201 Nice Cedex 3,

et

La Protection judiciaire de la jeunesse, représentée par sa Directrice départementale de la
Protection judiciaire de la jeunesse, Madame Natacha HIMELFARB, domiciliée 20, rue Verdi,
06000 Nice,

Il a été convenu et exposé ce qui suit.

Préambule

Le droit à l'éducation et à la formation de tous les jeunes, quels que soient leurs parcours,
constitue une priorité nationale prévue par les dispositions de l'article L. 111-1 du Code de
l'éducation.

La politique de lutte contre l'échec scolaire et la marginalisation sociale est renforcée par la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, qui modifie en ce sens l'article L. 122-2 du Code de l'éducation.

La présente convention détermine les principes qui régissent la collaboration entre la direction des services départementaux de l'Education nationale, la direction départementale de la protection judiciaire de la Jeunesse et le Département des Alpes-Maritimes, afin que les jeunes relevant de l'obligation scolaire en risque de décrochage scolaire ou de marginalisation sociale puissent trouver, dans les dispositifs relais, une modalité de scolarisation leur permettant de poursuivre un parcours de formation.

Article 1 - Objet

Les dispositifs relais (Ateliers, classes et internat tremplin) constituent un des moyens de lutte contre le décrochage scolaire et la marginalisation sociale de jeunes soumis à l'obligation scolaire.

Les dispositifs relais proposent un accueil temporaire adapté à des élèves en marginalisation scolaire et sociale afin de les préparer à la poursuite d'un parcours de formation générale, technologique ou professionnelle tout en s'attachant à privilégier un objectif de socialisation et d'éducation à la citoyenneté.

Certains élèves en rupture plus profonde avec les exigences de la vie des établissements scolaires ou en voie de déscolarisation ont besoin d'une prise en charge éducative plus globale et d'un suivi scolaire et pédagogique plus approprié que peut permettre l'internat tremplin.

Ces dispositifs constituent une modalité temporaire et adaptée de scolarisation obligatoire.

Toujours rattachés à un établissement scolaire et inscrits dans le projet d'établissement, les dispositifs relais peuvent être situés ou non dans les locaux de l'établissement scolaire. Tout dispositif relais est placé sous la responsabilité du chef d'établissement. Ils accueillent des élèves provenant en général de plusieurs collèges ou, éventuellement, de lycées, affectés par l'Inspecteur d'Académie, directeur académique des services de l'Education nationale qui prend auparavant l'avis de la commission départementale chargée d'examiner les candidatures et les modalités de sortie du dispositif dont la composition et le fonctionnement sont définis par la présente convention.

Le Conseil départemental des Alpes-Maritimes est consulté sur les projets d'ouverture et de fermeture de dispositifs relais, et informé de l'évolution des effectifs.

Article 2 - Public concerné

Les dispositifs relais sont destinés à des collégiens des classes de cinquième, quatrième et troisième entrés dans un processus de rejet de l'institution scolaire et des apprentissages : absentéisme non justifié, problèmes de comportement violents et récurrents aboutissant à des exclusions temporaires ou définitives d'établissements successifs, mais aussi pouvant présenter une extrême passivité dans les apprentissages instaurant un processus d'échec et d'abandon. Ce sont des jeunes particulièrement exposés au risque d'une rupture avec l'institution scolaire.

Les dispositifs relais ne se substituent pas aux dispositifs d'enseignement adaptés ou aux dispositifs prévus pour les élèves en situation de handicap, ni aux mesures prévues pour l'accueil des élèves allophones nouvellement arrivés en France.

L'internat tremplin est destiné à accueillir des élèves en rupture profonde avec les exigences de la vie des établissements scolaires ou en incapacité de faire évoluer leur comportement sans un accompagnement spécifique.

L'accueil en internat tremplin permet une appréhension globale des situations en s'attachant à l'objectif de socialisation, d'éducation à la citoyenneté mais aussi de réinvestissement du jeune dans les apprentissages.

L'internat tremplin accueille des élèves gravement absentéistes ou démobilisés, dont les résultats scolaires s'effondrent ou des élèves poly-exclus qui ne semblent pas capables d'améliorer leur comportement dans un établissement sans un accompagnement personnalisé. L'internat tremplin favorise une prise en charge globale. Les temps de vie en internat permettent de mettre l'accent sur l'apprentissage de la responsabilité et le développement de l'autonomie. Le projet éducatif est conçu en prenant en compte les motivations des élèves et dans le but de les aider à définir ou à renforcer leur projet d'orientation. Les activités de l'internat et l'environnement qu'il crée renforcent le travail de resocialisation conduit sur la totalité du temps de scolarisation.

Toutes les équipes des dispositifs relais travaillent en relation avec les personnels pédagogiques, sociaux, éducatifs, d'orientation et de santé des collèges ainsi qu'avec des partenaires extérieurs en fonction de la situation de chaque élève.

Article 3 – Organisation des dispositifs relais

Le département des Alpes-Maritimes dispose de 5 classes relais, 4 ateliers relais et d'1 internat tremplin. (Cf. Annexe 1)

- Les classes relais

Chaque équipe se compose d'un enseignant coordonnateur, d'un assistant d'éducation et bénéficie à temps partiel de la mise à disposition d'un éducateur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

- Les ateliers relais

Chaque équipe se compose d'un enseignant coordonnateur, d'un assistant d'éducation et bénéficie de la mise à disposition d'un éducateur de la Ligue de l'enseignement à hauteur de 21h par semaine. Les ateliers relais font l'objet de conventions locales spécifiques et annuelles avec la Ligue de l'enseignement.

- L'internat tremplin de Saint Dalmas de Tende

L'équipe de l'internat tremplin se compose de :

- Un coordonnateur de l'internat tremplin,
- Un éducateur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse à temps complet,
- Un éducateur de l'association Montjoye,
- Un éducateur sportif,

- 4 assistants d'éducation,
- Une équipe d'enseignants,
- Un veilleur de nuit de l'association Montjoye,
- 2 ETP agents du Conseil départemental pour l'entretien.

Article 4 – Organisation des admissions en dispositifs relais

Le fonctionnement des dispositifs relais est organisé au niveau départemental. Il repose sur une collaboration étroite entre les services départementaux de l'Education nationale, les services départementaux de la protection judiciaire de la jeunesse et le Département des Alpes-Maritimes intervenant dans le cadre de ses compétences en matière d'action sociale et d'éducation.

Le recours aux dispositifs relais intervient lorsque toutes les mesures éducatives et pédagogiques mises en place au sein des collèges pour des élèves en risque de rupture scolaire (PRE, réorientation, aménagement du temps scolaire, accompagnement personnalisé, accompagnement éducatif, tutorat, commission éducative...) s'avèrent insuffisantes ou inefficaces, mais également en prévention de mesure d'exclusion définitive.

4.1. Admissions en ateliers et classes relais

Des commissions locales et départementales d'admission des élèves en atelier ou classe relais sont organisées sous l'autorité de l'Inspecteur d'Académie, Directeur Académique des Services de l'Education Nationale, selon un calendrier défini et diffusé aux partenaires en début d'année scolaire.

4.1.1. La commission locale d'admission des élèves en dispositif relais

Elle est constituée à minima de membres permanents :

- Le chef d'établissement du collège support, représentant de l'IA-DASEN
- Le coordonnateur du dispositif relais et son équipe
- Le directeur du CIO du Bassin d'Education et de Formation ou son représentant
- L'assistant de service social
- Le médecin scolaire
- Le représentant de la PJJ ou des associations complémentaires de l'enseignement public.

Le chef d'établissement d'affectation de l'élève ou son représentant est invité pour présenter le dossier aux membres de la commission.

Elle examine les dossiers de demande d'admission et de sortie du dispositif.

Il appartient à la commission locale d'admission de constituer un état récapitulatif comportant un avis sur les dossiers des élèves présentés.

4.1.2. La commission départementale

Un état récapitulatif des avis de la commission locale sera ensuite transmis à la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale lors des commissions départementales des dispositifs relais. Les décisions d'admission et d'affectation des élèves sont prononcées par l'Inspecteur d'Académie, Directeur Académique des Services de l'Education Nationale.

Les commissions départementales des dispositifs relais ont quatre objectifs :

- Partager un bilan des propositions d'affectation
- Suivre les situations très particulières d'élèves
- Proposer les affectations
- Effectuer un bilan de la session.

Les commissions départementales des ateliers et classes relais seront composées à minima de membres permanents :

- L'Inspecteur d'Académie, IA-DASEN ou son représentant
- L'IEN-IO ou son représentant
- Le référent départemental prévention violence
- La coordonnatrice départementale des dispositifs relais
- Le chef d'établissement du collège support ou son représentant
- Le coordonnateur de la classe ou l'atelier relais
- La conseillère technique du service social de la DSDEN
- Le médecin, conseiller(e) technique du service médical de la DSDEN
- Le directeur de la PJJ ou son représentant
- Le représentant de la Ligue de l'enseignement ou son représentant

4.1.3. Affectation sans consentement préalable

Conformément au décret n°2019-909 du 30/08/2019, l'Inspecteur d'Académie, Directeur Académique des Services de l'Education Nationale, pourra inscrire un élève exclu définitivement, en classe relais sans le consentement préalable de ses responsables légaux. Cette démarche se fera dans le cadre d'un travail de suivi en cellule de veille départementale.

4.2. Admission des élèves en internat tremplin

4.2.1. La commission départementale de l'internat tremplin

Sous l'autorité de l'Inspecteur d'Académie, Directeur Académique des Services de l'Education Nationale, une commission départementale d'admission se réunit trois fois dans l'année.

La commission départementale d'admission des élèves en internat tremplin est constituée à minima de membres permanents :

- Le chef d'établissement du collège support ou son représentant
- Le représentant de la Direction des Services Départementaux de l'Education nationale
- Le représentant de la PJJ
- Le représentant du Conseil départemental des Alpes-Maritimes
- Le référent départemental prévention violence
- Le coordonnateur de l'internat tremplin et son équipe
- La coordonnatrice départementale des dispositifs relais
- Le directeur du CIO du Bassin d'Education et de Formation de Menton
- La conseillère technique du service social
- Le médecin, conseiller(e) technique du service médical.

Le chef d'établissement d'affectation de l'élève, le CPE et/ou le tuteur de l'élève seront invités pour présenter le dossier aux membres de la commission départementale.

Elle examine les dossiers de demande d'admission et de sortie du dispositif.

Il appartient à la commission départementale d'admission de constituer un état récapitulatif comportant un avis sur les dossiers des élèves présentés. Les décisions d'admission et d'affectation des élèves sont prononcées par l'Inspecteur d'Académie, Directeur Académique des Services de l'Éducation nationale.

4.2.2. Des commissions intermédiaires à l'internat tremplin

La circulaire du 19/02/2021 indique que l'accueil en internat tremplin peut également résulter d'une décision judiciaire de placement selon les dispositions légales prévues dans le cadre civil comme pénal. Un protocole a été construit pour définir les modalités d'admission. (Cf. Annexe 2).

Des commissions intermédiaires pourront être organisées en accord avec les services de la protection judiciaire de la jeunesse et le Conseil départemental pour étudier au préalable ces dossiers. Un planning sera défini en début d'année scolaire et diffusé aux partenaires concernés.

4.2.3. Un aménagement d'accueil de jour à l'internat tremplin

En fonction du nombre de places restant, l'internat tremplin peut proposer un accueil de jour pour des jeunes élèves identifiés comme prioritaires et en grandes difficultés dans le secteur, correspondant à un accompagnement d'une classe relais. Seuls les élèves ayant le profil des dispositifs relais et affectés au sein des collèges de Sospel, Breil et Tende peuvent y prétendre. Chaque situation sera étudiée lors des commissions locales et départementales. Cet aménagement exceptionnel est en lien avec le projet de l'établissement des Merveilles/Rusca et devra faire l'objet d'un accord entre les chefs d'établissement concernés.

Article 5- Nature des moyens mis en œuvre

Pour l'atteinte des objectifs et le bon fonctionnement des dispositifs relais du département signataire,

Les services de l'éducation nationale s'engagent à :

- s'assurer de la capacité des établissements de se voir rattacher un dispositif relais qu'il soit accueilli dans l'établissement ou à proximité ;
- mettre en place les personnels d'enseignement et d'éducation rendus nécessaires selon la nature des dispositifs relais (ateliers, classes, internat) et les effectifs prévus ;
- assurer le suivi de chaque élève inscrit dans les dispositifs relais par un personnel de l'éducation nationale ;
- associer le Département des Alpes-Maritimes à l'étude des projets d'implantation de dispositifs relais ;
- faire participer le Département des Alpes-Maritimes à la réflexion sur le schéma académique des dispositifs relais;
- informer le Département des Alpes-Maritimes sur les évolutions d'effectifs ;

- transmettre au Département des Alpes-Maritimes les évaluations quantitatives et qualitatives des dispositifs relais.

Les services du ministère de la justice (protection judiciaire de la jeunesse) :

Engagements.

- participer au groupe de pilotage académique des dispositifs relais ;
- participer aux commissions locales et départementales d'affectation afin de contribuer à la prise des décisions d'orientation, aux évaluations et au suivi du parcours des jeunes relevant de ces dispositifs, dans la limite des règles de droit régissant le partage d'informations ;
- mettre à disposition , sous réserve de l'activité des services de la PJJ, des éducateurs dans le cadre de ces dispositifs (Cf. Annexe 3) et organiser dans la mesure du possible 3 réunions départementales regroupant l'ensemble des éducateurs PJJ et des coordonnateurs des classes relais. Une fiche de poste est établie (CF. Annexe 4) afin de définir le champ d'action du professionnel concerné dans les dispositifs relais de :
 - Mouans-Sartoux (collège La Chênaie) : 0.20 ETP,
 - Grasse (collège Carnot) : 0.20 ETP ,
 - Cagnes-sur-Mer (collège Jules Verne) : 0.20 ETP,
 - Nice (Collège Jean Rostand) : 0.20 ETP ,
 - Menton (Collège Vento) : 0.20 ETP,
 - l'internat tremplin (St-Dalmas de Tende) : 1 ETP.

La valorisation des dispositifs éducatifs et de prévention.

La PJJ déploie régulièrement des actions de sensibilisation en milieu scolaire, telles que des expositions sur la justice des mineurs (« Moi, jeune citoyen », « Expo 13-18 : La Justice des Mineurs ») et des campagnes de prévention (harcèlement notamment), renforçant ainsi la prévention en partenariat avec l'Éducation nationale.

De plus, les Chargées de mission de la direction territoriale, « Prévention et de lutte contre les trafics de stupéfiants de la traite des êtres humains » interviendront, à la demande des chefs d'établissement par des actions de prévention individuelles et/ou collectives.

Des véhicules de la PJJ sont mis à disposition des agents de la PJJ dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions. Dans le cadre du dispositif relais, l'agent de la PJJ affecté a la possibilité de transporter les jeunes régulièrement inscrits dans le dispositif relais.

Le Département des Alpes-Maritimes s'engage à :

- participer au groupe de pilotage académique ;
- participer aux commissions départementales d'examen des dossiers afin que les travailleurs sociaux relevant de la collectivité puissent échanger des informations dans un cadre déontologique avec d'autres professionnels pour contribuer aux évaluations et au suivi du parcours des jeunes relevant de ces dispositifs ;

- mettre à disposition pour l'internat tremplin les locaux dénommés « Alpazur », le mobilier, les crédits de fonctionnement relatifs à ces locaux, les transports des élèves dans les diverses activités ainsi que les agents techniques nécessaires à l'entretien de cette structure, et par conventionnement, dans le cadre de l'accompagnement éducatif, un éducateur spécialisé et un veilleur de nuit ;
- prendre en compte le rattachement d'un dispositif relais dans la dotation d'équipement et de fonctionnement du collège auquel ce dispositif est rattaché ;
- prendre en charge les frais afférents au service annexe d'hébergement de l'internat tremplin rattaché au collège des Merveilles à Saint-Dalmas de Tende.

Article 6 - Durée, résiliation et règles de préavis

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, à compter de sa signature, reconductible annuellement par accord tacite.

Chaque année, les signataires des conventions départementales en présentent un bilan au groupe de pilotage académique.

Chaque partie signataire de cette convention peut la dénoncer au terme de chaque année, en respectant un préavis de trois mois, par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception aux autres parties.

Article 7 - Contentieux

En cas de litiges liés à l'exécution de la présente convention, le tribunal administratif de Nice est compétent.

Article 8 : Confidentialité et protection des données a caractère personnel

8.1 La confidentialité

Les informations fournies par les cocontractants et tous les documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement restent la propriété des cocontractants

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les cocontractants sont tenus, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les cocontractants s'engagent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Les cocontractants s'engagent à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par leur personnel et sous-traitants :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de la prestation, objet du présent contrat ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

Et en fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, ils s'engagent à :

- Procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- Ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les cocontractants ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les cocontractants s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

8.2 La protection des données à caractère personnel et formalités CNIL

Les cocontractants s'engagent à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-80 I du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Les cocontractants s'engagent à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, les signataires de la convention doivent aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué de la protection des données

Les signataires de la convention communiquent au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, s'ils en ont désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Les signataires de la convention (*qu'ils soient considérés comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclarent tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE)_2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

8.3 La sécurité des données à caractère personnel : annexe 5 jointe à la présente convention.

À Nice, le

L'Inspecteur d'Académie,
Directeur Académique de
l'Education Nationale des Alpes-
Maritimes

Laurent LE MERCIER

Le Président du Conseil
départemental
des Alpes-Maritimes

Charles Ange GINESY

La Directrice territoriale de la
Protection Judiciaire de la
Jeunesse des Alpes-Maritimes

Natacha HIMELFARB

Convention relative à l'implantation et au fonctionnement des dispositifs relais entre la direction académique des services de l'Education Nationale, la direction départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et le Département des Alpes-Maritimes

ANNEXE 1

EQUIPES DISPOSITIFS RELAIS

2025-2026	REFERENT	ADRESSE	TELEPHONE	COURRIEL
Classe relais Nice-Rostand	Claire BONGIOVANNI	Collège Rostand 98 Bd de la Madeleine - 06200 Nice	04 92 15 80 20	dispositifrelais.0061003H@ac-nice.fr
Atelier relais Nice Mistral	Andréa JEAN	Collège Frédéric Mistral Av Yvonne Vittone - 06200 Nice	04 92 29 39 80	dispositifrelais.0060840F@ac-nice.fr
Atelier Relais Nice Lympia	Marc VOLA	Collège Lympia 31 Bd Stalingrad - 06300 Nice	04 92 00 74 44 06 17 97 44 54	dispositifrelais.0061277F@ac-nice.fr
Classe Relais Antibes	Sonia DUFLOS	Collège Sydney Bechet 06600 Antibes	04 92 93 78 85	dispositifrelais.0060795G@ac-nice.fr
Classe Relais – Mouans-Sartoux	François BOURGEAU	Collège La Chênaie 330 Avenue du Parc 06370 Mouans Sartoux	04 93 75 12 18 06 77 49 77 13	dispositifrelais.0061795U@ac-nice.fr
Atelier Relais Cannes	Pierre LILLE Suppléance : Sophie ALHAB	Collège Emile Roux – 06110 Le Cannet	06 87 61 92 73	dispositifrelais.0061723R@ac-nice.fr
Classe Relais Menton	Marion SCAGLIA	Collège Vento - 06500 Menton	04 92 10 30 03 06 21 51 83 71	dispositifrelais.0061824A@ac-nice.fr
Atelier Relais Cagnes-sur-Mer	Anne BERNARDI	Collège Jules Verne Rue Jules Verne 06800 Cagnes sur Mer	04 92 02 37 86	dispositifrelais.0061280J@ac-nice.fr
Classe relais Grasse	Odile DARTAI	Rattachée au collège CARNOT à Grasse 4 traverse Chiris 06130 Grasse	04 93 36 02 62 06 86 07 49 99	dispositifrelais.0061240R@ac-nice.fr
Internat tremplin	David BROUSTE	Bâtiment ALPAZUR Avenue Jean Médecin 06430 Saint Dalmas de Tende	07 71 32 06 17 04 93 54 90 05 04 93 54 39 99	dispositifrelais.0060072W@ac-nice.fr
Coordination Départementale	Maëva ESTEBAN	DSDEN 06	04 93 72 64 74	dispositifrelais06@ac-nice.fr

Convention relative à l'implantation et au fonctionnement des dispositifs relais entre la direction académique des services de l'Education Nationale, la direction départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et le Département des Alpes-Maritimes

ANNEXE 2

PROTOCOLE D'ACCUEIL DES JEUNES à L'INTERNAT TREMPLIN

Réf. : circulaire du 19/02/2021 des ateliers, classes et internats : schéma académique et pilotage

Profil des jeunes accueillis : (Cf. art. 1.1 de la circulaire du 19/02/2021).

- Jeunes scolarisés de la 5ème à la 3ème, déjà rattachés à un établissement scolaire.
- Jeunes primo-délinquants.

L'internat tremplin peut accueillir uniquement des garçons.

L'internat tremplin ne se substitue pas aux dispositifs prévus pour les élèves en situation de handicap ni aux mesures prévues pour l'accompagnement des élèves allophones nouvellement arrivés en France.

Nombre de places : 11

- Un planning des sessions, des commissions « parcours » et des commissions départementales de l'internat tremplin sera communiqué à l'ensemble des partenaires chaque année.
- Une présentation de l'internat tremplin, des profils des jeunes et du protocole sera assurée et organisée auprès de chaque STEMO/STEMOI.
- A chaque commission départementale de l'internat tremplin, quelques places resteront vacantes pour accueillir ces profils.

ETAPES

1. D'office ou sur proposition du service éducatif de la PJJ, le magistrat peut prononcer une admission au sein du module « insertion » prévu dans le cadre de la Mesure Educative Judiciaire Provisoire MEJ/P. Il est possible pour le magistrat de ne pas mentionner la modalité du module ; dans ce cas, il appartient néanmoins au service de milieu ouvert de faire des propositions éducatives afin d'affiner la prescription du module dans l'une de ses trois composantes et les conditions de sa mise en œuvre effective (Réforme du CJPM, Code de la justice pénale pour mineur).
2. Un travail préparatoire est impératif avant tout placement du jeune à l'internat tremplin. L'éducateur référent au sein de l'unité éducative de milieu ouvert de la PJJ prendra attache auprès de l'équipe de l'internat tremplin et de l'éducatrice de la PJJ affectée en son sein pour préparer le projet avec le jeune, valider le profil et visiter la structure.

3. Un dossier de demande d'admission avec une annexe spécifique sera à renseigner avant toute intégration (Réfèrent PJJ, nom du juge des enfants, ...).
4. Présentation du parcours du jeune lors de la commission départementale ou de la commission de parcours pour intégrer le jeune à l'internat tremplin.
5. Le service de milieu ouvert chargé de la mesure éducative judiciaire reçoit en même temps que le juge des enfants un rapport après les quinze premiers jours de placement et un rapport intermédiaire sur le déroulement du placement rédigé par le chef d'établissement en lien avec l'éducatrice de la PJJ au sein de l'internat tremplin.

Il est informé, en parallèle du juge des enfants, sans délai, de tout événement, notamment une exclusion temporaire, une exclusion définitive à la suite d'un conseil de discipline ou un problème de santé de nature à justifier une modification du placement.

Dans le cas de l'exclusion définitive à l'internat tremplin, le juge sera informé sans délai afin d'envisager une mainlevée du placement, eu égard à l'impossibilité pour l'internat tremplin de continuer à accueillir un mineur exclu définitivement par conseil de discipline. Dans le cas d'une urgence médicale, le jeune sera pris en charge par les services hospitaliers puis les responsables légaux du jeune ou les services référents de la PJJ pour une solution de placement immédiat dans une de leurs structures ; l'information sera également transmise immédiatement au juge des enfants.

6. Au moins quinze jours avant l'échéance du placement, le service de milieu ouvert chargé de la mesure éducative judiciaire reçoit un rapport sur le déroulement du placement également adressé au juge des enfants, par le chef d'établissement.
7. La durée du placement sera d'une session renouvelable et ne peut excéder la durée de l'année scolaire en cours.

Convention relative à l'implantation et au fonctionnement des dispositifs relais entre la direction académique des services de l'Education Nationale, la direction départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et le Département des Alpes-Maritimes

ANNEXE 3

**TABLEAU DES REFERENTS ET COORDONNATEURS DES DISPOSITIFS RELAIS
DISPOSANT D'UN PARTENARIAT AVEC LES SERVICES DE LA PJJ**

DISPOSITIFS CONCERNES	COORDONNATEURS EN	EDUCATEURS PJJ	ADRESSE	TELEPHONE	COURRIEL
Classe relais Nice-Rostand	Mme Claire BONGIOVANNI	Mme Fouzia BENTOUZI	Collège Rostand 98 Bd de la Madeleine 06200 Nice	04 92 15 80 20	dispositifrelais.0061003H@ac-nice.fr
Classe Relais Cagnes sur Mer	Mme Anne BERNARDI	Mme Mélissa BAUSER	Collège Sidney Bechet 06600 Antibes	04 92 93 78 80	dispositifrelais.0060795G@ac-nice.fr
Classe Relais Mouans-Sartoux	M. François BOURGEAU	Mme Yacine FALL	Collège La Chênaie 330 Avenue du Parc 06370 Mouans-Sartoux	04 93 75 12 18	dispositifrelais.0061795U@ac-nice.fr
Classe relais Grasse	Mme Odile DARTAI	M. Didier PORAS	4 Traverse Chiris 06130 Grasse	09 61 25 03 88	dispositifrelais.0061240R@ac-nice.fr
Collège VENTO Menton	Mme Marion SCAGLIA	En attente	Collège VENTO 400 cours du centenaire 06500 Menton	04 92 10 30 03	dispositifrelais.0061824A@ac-nice.fr
Internat Tremplin	M. David BROUSTE	Mme Emilie PANDELE	Bâtiment Alpazur Avenue Jean Médecin 06430 Saint-Dalmas de Tende	04 93 54 90 05	dispositifrelais.0060072W@ac-nice.fr

Convention relative à l'implantation et au fonctionnement des dispositifs relais entre la direction académique des services de l'Education Nationale, la direction départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et le Département des Alpes-Maritimes

ANNEXE 4

FICHE DE POSTE

Educateur PJJ intervenant en dispositif relais

Annexe 4.1- Mouans-Sartoux

Annexe 4.2- Grasse

Annexe 4.3- Cagnes-sur-Mer

Annexe 4.4- Nice

Annexe 4.5- Menton

Annexe 4.6- Internat Tremplin

Cadre réglementaire :

Circulaire n° 19/02/2021 : ateliers, classes, internats : schéma académique et pilotage des dispositifs relais.

Les dispositifs relais constituent un des moyens de lutte contre la marginalisation scolaire et sociale de jeunes soumis à l'obligation scolaire. En étroite collaboration avec le ministère de la justice, notamment avec la protection judiciaire de la jeunesse, les dispositifs relais proposent un accueil temporaire adapté afin de préparer les élèves qui y sont pris en charge à la poursuite d'un parcours de formation générale, technologique ou professionnelle tout en s'attachant à l'objectif de socialisation et d'éducation à la citoyenneté.

Les classes relais, dont l'accueil peut varier de quelques semaines à plusieurs mois, sans excéder une année scolaire, font appel à un partenariat relevant de la protection judiciaire de la jeunesse.

Certains élèves en rupture plus profonde avec les exigences de la vie des établissements scolaires, ou en voie de déscolarisation, ont besoin d'une prise en charge éducative plus globale, que peut permettre l'internat. La prise en charge globale sera assurée en mettant au premier plan une démarche d'aide et d'accompagnement personnalisé. L'internat tremplin fait appel à un partenariat relevant de la protection judiciaire de la jeunesse.

Les éducateurs PJJ à l'Internat tremplin de Saint Dalmas de Tende et au sein des classes relais exercent leurs activités dans le cadre d'une convention de mise à disposition (PJJ - Education nationale), sous la responsabilité du chef d'établissement du collège des Merveilles/RUSCA de Saint Dalmas de Tende et des chefs d'établissement accueillant les classes relais des Alpes Maritimes.

Localisation géographique :

Etablissements scolaires disposant d'une classe relais dans les Alpes-Maritimes :

- Collège Rostand à Nice
- Collège Vento à Menton
- Collège la Chênaie à Mouans-Sartoux
- Classe relais de Grasse rattachée au collège Carnot à Grasse
- Collège Jules Verne à Cagnes-sur-Mer.

L'internat tremplin est rattaché au collège des Merveilles/Rusca à Saint Dalmas de Tende.

ARCHITECTURE DU POSTE

Fonction exercée : Educateur PJJ

Au sein de l'internat tremplin de Saint Dalmas de Tende :

L'éducateur PJJ est régulièrement amené à effectuer ou organiser des déplacements liés au projet pédagogique et éducatif (visites familles, activités sportives, culturelles, technologiques, sorties pédagogiques avec nuitées...). Il travaille en binôme avec une éducatrice spécialisée.

Leurs interventions se complètent au niveau du suivi des élèves et de leur famille.

L'éducateur PJJ est affecté à temps plein au sein de l'internat tremplin.

Au sein des classes relais :

Les éducateurs PJJ sont affectés à temps partiel au sein des classes relais à hauteur de 20% ETP.

MISSIONS

Dans le cadre du projet pédagogique et éducatif des classes relais et de l'internat tremplin et selon une dynamique interdisciplinaire, interinstitutionnelle et partenariale, l'éducateur conduit des interventions éducatives auprès des mineurs et de leurs familles.

Au sein de l'équipe pédagogique et éducative des dispositifs relais, l'éducateur PJJ contribue à l'élaboration d'un projet individualisé du mineur en vue de favoriser son évolution, son insertion et de prévenir la réitération.

L'équipe des dispositifs relais recueille et évalue les éléments relatifs au parcours scolaire de l'élève mais également à son engagement dans les apprentissages, à sa situation familiale et environnementale. Son objectif est d'identifier et de comprendre une situation donnée et de construire les solutions pédagogiques les plus appropriées. Cette démarche permet d'apporter une cohérence dans les actions respectives engagées auprès de l'élève par les différents acteurs. Elle doit se construire de manière interinstitutionnelle notamment avec le concours des services de la PJJ et du Département chaque fois que l'élève est connu de ces services.

Avant les sessions : Préparation du projet et des admissions :

- ➔ Préparation des commissions d'admission
- ➔ Entretiens préalables avec les familles et les jeunes
- ➔ Participation au projet éducatif et pédagogique.

Pendant les sessions :

- ➔ Mise en place d'interventions éducatives auprès des élèves / jeunes sur la base des compétences et des outils spécifiques à la PJJ
- ➔ Suivi des jeunes en lien avec les familles
- ➔ Participation aux entretiens et bilans intermédiaires avec le jeune, la famille et le représentant du collège d'origine
- ➔ Accompagnement des élèves / jeunes dans la réalisation de leurs activités sur le dispositif relais (aide à la réalisation des travaux en atelier, suivi de stage, aide à la réalisation du rapport de stage).

Après la session :

- ➔ Participer au bilan annuel et suivi des élèves.

Les personnels mis à disposition par la PJJ sont soumis au même devoir de réserve que les personnels de l'Education Nationale à l'égard des situations des jeunes qui sont confiés aux dispositifs relais. Dans le cadre des missions éducatives d'écoute et de soutien individuel proposées aux jeunes et aux familles, l'éducateur PJJ est soumis au secret professionnel pour toutes les informations relatives à la vie privée des personnes transmises directement ou par les services sociaux.

Durant ses activités, l'éducateur PJJ est responsable des élèves qui lui sont confiés. A ce titre, les horaires d'intervention (y compris le temps de transport) doivent être clairement définis par écrit et respectés. En cas de difficulté, le chef d'établissement et/ou le coordonnateur doivent être avertis.

ANNEXE 5

PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par les cocontractants qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que les cocontractants, signataires de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier aux cocontractants, signataires de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, les cocontractants dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doivent notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le cocontractant, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- Les cocontractants s'interdisent de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Ils s'engagent, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui leur ont été confiées. Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Les cocontractants s'engagent à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le cocontractant fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse d'impact sur la vie privée (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Les cocontractants s'engagent à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises.

Les cocontractants documenteront le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Les cocontractants se mettent à disposition toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES
SOLIDARITES HUMAINES

DIRECTION DE L'ENFANCE

SERVICE DU PARCOURS ET DU PILOTAGE
DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

CONVENTION DGADSH – DE CV AAP N° 2026-xx

entre le Département des Alpes-Maritimes et l'association HARPEGES-Les Accords Solidaires
relative à la gestion de 25 places en centres d'hébergement alternatif « Mère-Enfants »
sur les délégations territoriales n°1 et n°2 (Lot n°1)

(2026/2028)

Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de l'assemblée départementale du

ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

Et : L'association HARPEGES-Les accords solidaires,

représentée par le Président de l'association, Monsieur Philippe COTTA, domicilié 8 avenue du 11 novembre, 06130 GRASSE,

ci-après dénommée « le cocontractant »

d'autre part,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.221 -I, L.221-2, L.222-5 ;
VU la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009, notamment son article 68 ;
VU la loi visant à protéger les victimes de violences conjugales du 30 juillet 2020 ;
VU l'appel à projet lancé le 15 juillet 2025 par le Département pour la gestion de 60 places en centres d'hébergement alternatif « Mères-Enfants » (CHAME), alloti en 2 lots :

- N°1 – Ouest du département (délégations territoriales 1-2) pour la gestion de vingt-cinq places ;
- N°2 – Nice et Est du département (délégations territoriales 3-4) pour la gestion de trente-cinq places,

VU l'avis émis, le 4 novembre 2025, par la commission d'information et de sélection des appels à projets sociaux et médico-sociaux du Département ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de mettre en place un partenariat avec le cocontractant visant à assurer la gestion, sur le territoire des délégations territoriales n°1 et 2 à l'ouest du département, de 25 places d'hébergement temporaire réservées aux femmes isolées enceintes et/ou avec un ou plusieurs enfants dont l'aîné à charge à moins de trois ans, demeurant sur le département depuis plus de trois mois et ne nécessitant pas de prise en charge médicale spécifique.

Ces femmes doivent être sans logement stable, en difficulté ou en situation de précarité ou de détresse, et disposer d'un certain degré d'autonomie. Les femmes et leurs enfants victimes des violences intrafamiliales sont éligibles à ce dispositif.

N'entrent pas dans le cadre de ce dispositif les mineures prises en charge au titre de la protection de l'enfance.

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

2.1. Présentation de l'action

Dans le cadre d'un accompagnement à la parentalité, le cocontractant propose 25 places d'hébergement temporaire pour « mères-enfants ».

Les 25 places sont réparties dans différents types de logements.

L'ensemble des logements dédiés disposent d'un équipement adapté à l'accueil de nourrissons et de jeunes enfants.

2.2. Objectifs de l'action

L'objectif de ce dispositif est d'offrir au public ciblé :

- Un hébergement sécurisé,
- Un accompagnement social individualisé en vue de construire un projet d'autonomie de vie et de préparer la sortie vers un logement autonome,
- Un soutien à la parentalité,
- Un accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle.

2.3. Modalités opérationnelles

2.3.1. Modalités d'admission

Toute situation correspondant au public accueilli en Centre d'Hébergement Mère-Enfant est transmise par la MSD/PMI à l'association gestionnaire des places. Après étude de la demande, le CHAME sollicité informe la MSD/PMI de sa décision d'admission ou de refus motivé dans un délai de 5 jours.

Un entretien de préadmission est organisé par le cocontractant avec la potentielle résidente et le référent social prescripteur de la MSD/PMI.

A l'admission, le cocontractant met en place un hébergement temporaire de six mois renouvelables, d'une durée maximale de dix-huit mois.

Le cocontractant veillera à assurer un taux de rotation adapté à l'activité de ce dispositif.

A cet effet, le cocontractant transmettra au Département un état hebdomadaire des effectifs.

Le cocontractant s'engage à informer le Département de tout événement indésirable grave survenant dans l'accueil des bénéficiaires en mobilisant l'adresse mail suivante : signalementessms@departement06.fr

2.3.2 L'accompagnement social

L'accompagnement social mis en place est centré sur les besoins sociaux, psychologiques et éducatifs des futures mères accueillies ou des mères avec leurs enfants.

Un contrat de séjour est élaboré avec le cocontractant et la personne accueillie pour définir les objectifs à atteindre sur la durée de la prise en charge dans le cadre de :

- L'accès aux droits ;
- L'accès aux soins ;
- L'insertion sociale et professionnelle ;
- L'accompagnement à la parentalité ;
- L'accompagnement vers des solutions de relogement.

Le cocontractant fait intervenir auprès du public accueilli une équipe éducative et sociale composée d'un travailleur social, d'un éducateur de jeunes enfants et d'un psychologue clinicien placés sous l'autorité du responsable du centre d'hébergement. Cette équipe pluridisciplinaire est en lien étroit avec le référent social prescripteur à travers le suivi individuel mis en place.

Le cocontractant peut mettre à disposition du public accueilli l'ensemble des services de l'association et conduit sa mission en lien étroit avec l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs notamment ceux dédiés à la petite enfance et à la parentalité.

2.3.3. Le renouvellement

Le contrat de séjour de six mois pourra être renouvelé à deux reprises pour la même durée, soit une durée maximale de dix-huit mois.

Une évaluation sociale de la situation sera transmise dans le mois qui précède l'échéance pour validation au Responsable des Maisons des solidarités départementales (RMSD) / au Responsable des centres de protection maternelle et infantile (RPMI), prescripteur(s).

Une fiche de liaison sera adressée en retour au cocontractant par le prescripteur pour décision.

2.3.4. La fin de prise en charge

Une évaluation sociale de fin de prise en charge de la situation sera transmise dans le mois qui précède l'échéance pour validation au Responsable de la Maison des solidarités départementales (RMSD) / au Responsable du centre de protection maternelle et infantile (RPMI), prescripteur(s).

Une fiche de liaison sera adressée en retour au cocontractant par le prescripteur pour décision.

Lorsqu'une famille est prête au relogement, le cocontractant informe le SIAO logement de la candidature et accompagne la bénéficiaire dans la formalisation de son dossier. Le cocontractant s'engage à informer le SIAO en utilisant les outils mis à sa disposition par l'association et à informer la MSD et le service PMI référents.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION

3.1. Indicateurs d'évaluation

Pour le suivi de l'action, le cocontractant s'engage à fournir mensuellement au Département la production d'indicateurs permettant de connaître le taux d'occupation et la composition des familles accueillies.

De plus, la présente action fera l'objet d'une évaluation à 6 mois, au moyen des indicateurs suivants :

- Profil des familles accueillies ;
- Actions individualisées mises en place ;
- Actions collectives mises en place ;
- Orientations validées en fin de prise en charge pour chaque famille accueillie ;
- Nombre d'entrées / sorties.

3.2. Contrôle de l'action

Le Département pourra contrôler sur site le fonctionnement du dispositif.

Le rapport annuel d'activité ainsi que l'évaluation intermédiaire à transmettre par mail, au service parcours et pilotage de la protection de l'enfance : spp@departement06.fr constitueront également une base de suivi de l'action.

Au plus tard le dernier jour de chaque mois, le cocontractant transmettra :

- à la Section Orientation Contrôle (etatsdepresenceesms@departement06.fr), un état de présence nominatif des mineurs accueillies,
- à la Section Gestion Administrative et Financière des Etablissements et Services (sgafes@departement06.fr), l'état détaillé par fonction, permanente et temporaire, des ETP affectés au dispositif.

3.3. Comité de suivi

Un comité de suivi composé de membres du Département et du cocontractant sera institué. Il se réunira au moins une fois par an. Les réunions feront l'objet d'un compte rendu adressé aux parties concernées.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

4.1. Montant du financement

Le montant de participation financière accordée par le Département pour la durée de mise en œuvre de la présente convention s'élève à 310 330 € par an, soit :

- 12 000 € par an et par place, soit au total de 300 000 € par an pour les 25 places,
- 10 330 € correspondant à la prime Ségur annuelle.

Par ailleurs, le cocontractant pourra solliciter une participation financière de la part des résidentes sous la forme d'une redevance. Cette ressource devra entrer en cohérence avec le barème ci-après, en référence à l'article 1.53 du règlement départemental d'aide et d'actions sociales, étant entendu que les montants mentionnés correspondent aux contributions maximales pouvant être sollicitées de la part des résidentes :

Barème de contribution des personnes prises en charge par l'aide sociale à l'enfance bénéficiant d'un hébergement à titre gratuit	
Revenus inférieurs à 700 € nets	0 €
Revenus entre 700 € et 1 000 €	58,25 €
Revenus entre 1 000 € et 1 216 €	116,50 €
Revenus entre 1 216 € et 1 426 €	174,75 €
Revenus supérieurs à 1 426 € nets	233 €

Cette redevance ne peut être supérieure mensuellement pour chaque personne prise en charge par le Département à 50 % de la base mensuelle de calcul des prestations familiales (hors allocation logement) mentionnées par le Code de la Sécurité Sociale.

Le montant prévisionnel de redevance sera pris en compte pour la détermination du budget autorisé.

4.2. Modalités de versement

Il est convenu entre les parties de procéder au versement de la prise en charge sous la forme d'une dotation globalisée conformément à l'article R 314-115 du Code de l'action sociale et des familles.

Cette dotation est égale au prix de journée fixé par arrêté de tarification, multiplié par le nombre prévisionnel des journées qui sont à la charge du financeur.

Le paiement de la dotation interviendra par douzième avec une mise en paiement, au plus tard, le 20 de chaque mois. Le premier versement est réalisé à la date de prise d'effet de la présente convention.

En février de chaque année suivante, le Département effectue une vérification comparative entre les dotations versées et la part de l'activité réelle à charge. S'il est constaté un trop perçu de dotation, ou en cas de service non fait, le montant sera récupéré par le Département.

Par ailleurs, en application de l'article L 1611-4 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le bénéficiaire devra tenir à disposition des services départementaux les rapports d'activités, revues de presse, outils de communication relatifs aux périodes couvertes par la convention et à la consommation détaillée des crédits ainsi obtenus.

Le cocontractant devra également transmettre au Département, dans les six mois qui suivent la fin de l'année civile en cours, une « copie certifiée de ses budgets et comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité », et notamment un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées.

Les documents à produire seront transmis par courrier à l'adresse suivante :

Département des Alpes-Maritimes
Direction générale adjointe pour le développement des solidarités humaines
Direction de l'enfance
Service du Parcours et du Pilotage de la Protection de l'Enfance
B.P. 3007
06201 NICE CEDEX 3

et par mail à spp@departement06.fr et sgafes@departement06.fr

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est applicable pour une période d'un an, du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, avec possibilité de reconduction expresse annuelle, dans la limite de deux renouvellements maximum, soit jusqu'au 31 décembre 2028.

La reconduction expresse annuelle de la présente convention sera notifiée par le Département au cocontractant sous forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

6.1. Modification

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord aux deux parties. La demande de modification de la présente convention sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

En cas de changement de statut juridique du cocontractant, la présente convention sera modifiée par voie d'avenant, pris après information préalable et accord exprès du Département sur le transfert de la présente convention.

Le cocontractant transmettra notamment au Département l'ensemble des pièces relatives au changement de son statut juridique : procès-verbal du conseil d'administration, délibération autorisant le changement de statut ou le transfert à une autre entité, RIB et documents administratifs nécessaires au transfert de titulaire.

6.2. Résiliation

6.2.1. Modalités générales

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le cocontractant, quelle que soit le motif, celui-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-observation des clauses de la présente convention et après mise en demeure par le Département, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours calendaires, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Le cas échéant, le cocontractant sera alors tenu de reverser au Département les sommes indûment perçues.

6.2.2. Résiliation pour inexécution des obligations contractuelles

Le Département peut mettre fin à la présente convention lorsqu'il apparaît que le cocontractant n'a pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à ses obligations règlementaires, n'a pas respecté les délais d'exécution prévus. Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai de 30 jours. La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant.

6.2.3. Résiliation unilatérale

Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution de la présente convention pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation de la convention est notifiée au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant.

6.2.4. Résiliation suite à disparition du cocontractant

En cas de disparition du cocontractant, le Département peut résilier la convention ou accepter sa continuation par le repreneur. Un avenant de transfert est établi à cette fin conformément à l'article 6, alinéa 1.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de la disparition juridique du cocontractant.

La résiliation ne donne lieu tant pour le cocontractant que pour les éventuels ayant droit à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant ou de ses ayants droit.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du cocontractant, la convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du cocontractant dans un délai de 30 jours.

La résiliation si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. La résiliation ne donne lieu tant pour le cocontractant que pour les éventuels ayants droit à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant ou de ses ayants droit.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le cocontractant s'engage en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'évènement.

D'une façon générale, le cocontractant fera en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du Département des Alpes-Maritimes sur toutes publications réalisées. Il devra soumettre au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département. Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Le cocontractant devra en plus de la présence du logo sur les supports de communication :

- adresser des invitations lorsqu'il organise ses manifestations,
- autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'évènement,
- prévoir la présence de l'édito du Président du Département sur la brochure de présentation,
- prévoir une page de publicité dans la brochure de l'évènement,
- intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'évènement,
- intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant sur le site de la collectivité.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le cocontractant devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la présente convention ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre cocontractant.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Nice, 18 avenue des Fleurs, CS 61039, 06050 NICE CEDEX 1, ou par voie électronique sur le site <https://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION des DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

10.1. Confidentialité

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ; - ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article, A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le cocontractant signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le cocontractant signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le cocontractant signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le cocontractant signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le cocontractant signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

Nice, le

Le Président du Département
des Alpes-Maritimes

L'association HARPEGES-
Les Accords Solidaires

Charles Ange GINESY

Philippe COTTA

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le cocontractant qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le cocontractant, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au cocontractant, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le cocontractant dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le cocontractant, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- Le cocontractant s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le cocontractant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le cocontractant fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse d'impact sur la vie privée (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le cocontractant s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le cocontractant documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le cocontractant met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES
SOLIDARITES HUMAINES

DIRECTION DE L'ENFANCE

SERVICE DU PARCOURS ET DU PILOTAGE
DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

CONVENTION DGADSH – DE CV AAP N° 2026-xx
entre le Département des Alpes-Maritimes et l'association
AGIR POUR LE LIEN SOCIAL ET LA CITOYENNETE (ALC)
relative à la gestion de 35 places en centres d'hébergement alternatif « Mère-Enfants »
sur les délégations territoriales n° 3 et n° 4 (Lot n°2)

(2026/2028)

Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de l'assemblée départementale du

ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

Et : l'association Agir pour le lien social et la citoyenneté (ALC),

représentée par le Président de l'association, Monsieur Luc MERCIER, domicilié 2 avenue du docteur Emile Roux, 06200 NICE,

ci-après dénommé(e) « le cocontractant »

d'autre part,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.221 -I, L.221-2, L.222-5 ;
VU la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009, notamment son article 68 ;
VU la loi visant à protéger les victimes de violences conjugales du 30 juillet 2020 ;
VU l'appel à projet lancé le 15 juillet 2025 par le Département pour la gestion de 60 places en centres d'hébergement alternatif « Mères-Enfants » (CHAME), alloti en 2 lots :

- N°1 – Ouest du département (délégations territoriales 1-2) pour la gestion de vingt-cinq places ;
- N°2 – Nice et Est du département (délégations territoriales 3-4) pour la gestion de trente-cinq places,

VU l'avis émis, le 4 novembre 2025, par la commission d'information et de sélection des appels à projets sociaux et médico-sociaux du Département ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de mettre en place un partenariat avec le cocontractant visant à assurer la gestion, sur le territoire des délégations territoriales n°3 et 4 sur Nice et l'est du département, de 35 places d'hébergement temporaire réservées aux femmes isolées enceintes et/ou avec un ou plusieurs enfants dont l'aîné à charge à moins de trois ans, demeurant sur le département depuis plus de trois mois et ne nécessitant pas de prise en charge médicale spécifique.

Ces femmes doivent être sans logement stable, en difficulté ou en situation de précarité ou de détresse, et disposer d'un certain degré d'autonomie. Les femmes et leurs enfants victimes des violences intrafamiliales sont éligibles à ce dispositif.

N'entrent pas dans le cadre de ce dispositif les mineures prises en charge au titre de la protection de l'enfance.

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

2.1. Présentation de l'action

Dans le cadre d'un accompagnement à la parentalité, le cocontractant propose 35 places d'hébergement temporaire pour « mères-enfants ».

Les 35 places sont réparties dans différents types de logements.

L'ensemble des logements dédiés dispose d'un équipement adapté à l'accueil de nourrissons et de jeunes enfants.

2.2. Objectifs de l'action

L'objectif de ce dispositif est d'offrir au public ciblé :

- Un hébergement sécurisé,
- Un accompagnement social individualisé en vue de construire un projet d'autonomie de vie et de préparer la sortie vers un logement autonome,
- Un soutien à la parentalité,
- Un accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle.

2.3. Modalités opérationnelles

2.3.1. Modalités d'admission

Toute situation correspondant au public accueilli en Centre d'Hébergement Mère-Enfant est transmise par la MSD/PMI à l'association gestionnaire des places. Après étude de la demande, le CHAME sollicité informe la MSD/PMI de sa décision d'admission ou de refus motivé dans un délai de 5 jours.

Un entretien de préadmission est organisé par le cocontractant avec la potentielle résidente et le référent social prescripteur de la MSD/PMI.

A l'admission, le cocontractant met en place un hébergement temporaire de six mois renouvelables, d'une durée maximale de dix-huit mois.

Le cocontractant veillera à assurer un taux de rotation adapté à l'activité de ce dispositif.

Il transmettra au Département un état hebdomadaire des effectifs.

Le cocontractant s'engage à informer le Département de tout événement indésirable grave survenant dans l'accueil des bénéficiaires en mobilisant l'adresse mail suivante : signalementessms@departement06.fr

2.3.2 L'accompagnement social

L'accompagnement social mis en place est centré sur les besoins sociaux, psychologiques et éducatifs des futures mères accueillies ou des mères avec leurs enfants.

Un contrat de séjour est élaboré avec le cocontractant et la personne accueillie pour définir les objectifs à atteindre sur la durée de la prise en charge dans le cadre de :

- L'accès aux droits ;
- L'accès aux soins ;
- L'insertion sociale et professionnelle ;
- L'accompagnement à la parentalité ;

- L'accompagnement vers des solutions de relogement.

Le cocontractant fait intervenir auprès du public accueilli une équipe éducative et sociale composée d'un travailleur social, d'un éducateur de jeunes enfants et d'un psychologue clinicien placés sous l'autorité du responsable du centre d'hébergement. Cette équipe pluridisciplinaire est en lien étroit avec le référent social prescripteur à travers le suivi individuel mis en place.

Le cocontractant peut mettre à disposition du public accueilli l'ensemble des services de l'association et conduit sa mission en lien étroit avec l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs, notamment ceux dédiés à la petite enfance et à la parentalité.

2.3.3. Le renouvellement

Le contrat de séjour de six mois pourra être renouvelé à deux reprises pour la même durée, soit une durée maximale de dix-huit mois.

Une évaluation sociale de la situation sera transmise dans le mois qui précède l'échéance pour validation au Responsable de la Maison des solidarités départementales (RMSD) / au Responsable du centre de protection maternelle et infantile (RPMI), prescripteur(s).

Une fiche de liaison sera adressée en retour au cocontractant par le prescripteur pour décision.

2.3.4. La fin de prise en charge

Une évaluation sociale de fin de prise en charge de la situation sera transmise dans le mois qui précède l'échéance pour validation au Responsable de la Maison des solidarités départementales (RMSD) / au Responsable du centre de protection maternelle et infantile (RPMI), prescripteur(s).

Une fiche de liaison sera adressée en retour au cocontractant par le prescripteur pour décision.

Lorsqu'une famille est prête au relogement, le cocontractant informe le SIAO logement de la candidature et accompagne la bénéficiaire dans la formalisation de son dossier. Le cocontractant s'engage à informer le SIAO en utilisant les outils mis à sa disposition par l'association et à informer la MSD et le service PMI référents.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION

3.1. Indicateurs d'évaluation

Pour le suivi de l'action, le cocontractant s'engage à fournir mensuellement au Département la production d'indicateurs permettant de connaître le taux d'occupation et la composition des familles accueillies.

De plus, la présente action fera l'objet d'une évaluation à 6 mois, au moyen des indicateurs suivants :

- Profil des familles accueillies ;
- Actions individualisées mises en place ;
- Actions collectives mises en place ;
- Orientations validées en fin de prise en charge pour chaque famille accueillie ;
- Nombre d'entrées / sorties.

3.2. Contrôle de l'action

Le Département pourra contrôler sur site le fonctionnement du dispositif.

Le rapport annuel d'activité ainsi que l'évaluation intermédiaire à transmettre par mail, au service parcours et pilotage de la protection de l'enfance : spp@departement06.fr constitueront également une base de suivi de l'action.

Au plus tard le dernier jour de chaque mois, le cocontractant transmettra à la Section Gestion Administrative et Financière des Etablissements et Services (sgafes@departement06.fr), l'état détaillé par fonction, permanente et temporaire, des ETP affectés au dispositif.

3.3. Comité de suivi

Un comité de suivi composé de membres du Département et du cocontractant sera institué. Il se réunira au moins une fois par an. Les réunions feront l'objet d'un compte rendu adressé aux parties concernées.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

4.1. Montant du financement

Le montant de participation financière accordée par le Département pour la durée de mise en œuvre de la présente convention s'élève à 433 152 € par an, soit :

- 12 000 € par an et par place, soit au total de 420 000 € par an pour les 35 places,
- 13 152 € correspondant à la prime Ségur annuelle.

Par ailleurs, le cocontractant pourra solliciter une participation financière de la part des résidentes sous la forme d'une redevance. Cette ressource devra entrer en cohérence avec le barème ci-après, en référence à l'article 1.53 du règlement départemental d'aide et d'actions sociales, étant entendu que les montants mentionnés correspondent aux contributions maximales pouvant être sollicitées de la part des résidentes :

Barème de contribution des personnes prises en charge par l'aide sociale à l'enfance bénéficiant d'un hébergement à titre gratuit	
Revenus inférieurs à 700 € nets	0 €
Revenus entre 700 € et 1 000 €	58,25 €
Revenus entre 1 000 € et 1 216 €	116,50 €
Revenus entre 1 216 € et 1 426 €	174,75 €
Revenus supérieurs à 1 426 € nets	233 €

Cette redevance ne peut être supérieure mensuellement pour chaque personne prise en charge par le Département à 50 % de la base mensuelle de calcul des prestations familiales (hors allocation logement) mentionnées par le Code de la Sécurité Sociale.

Le montant prévisionnel de redevance sera pris en compte pour la détermination du budget autorisé.

4.2. Modalités de versement

Il est convenu entre les parties de procéder au versement de la prise en charge sous la forme d'une dotation globalisée conformément à l'article R 314-115 du Code de l'action sociale et des familles.

Cette dotation est égale au prix de journée fixé par arrêté de tarification, multiplié par le nombre prévisionnel des journées qui sont à la charge du financeur.

Le paiement de la dotation interviendra par douzième avec une mise en paiement, au plus tard, le 20 de chaque mois. Le premier versement est réalisé à la date de prise d'effet de la présente convention.

En février de chaque année suivante, le Département effectue une vérification comparative entre les dotations versées et la part de l'activité réelle à charge. S'il est constaté un trop perçu de dotation, ou en cas de service non fait, le montant sera récupéré par le Département.

Par ailleurs, en application de l'article L 1611-4 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le bénéficiaire devra tenir à disposition des services départementaux les rapports d'activités, revues de presse, outils de communication relatifs aux périodes couvertes par la convention et à la consommation détaillée des crédits ainsi obtenus.

Le cocontractant devra également transmettre au Département, dans les six mois qui suivent la fin de l'année civile en cours, une « copie certifiée de ses budgets et comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité », et notamment un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées.

Les documents à produire seront transmis par courrier à l'adresse suivante :

Département des Alpes-Maritimes
 Direction générale adjointe pour le développement des solidarités humaines
 Direction de l'enfance
 Service du Parcours et du Pilotage de la Protection de l'Enfance
 B.P. 3007
 06201 NICE CEDEX 3

et par mail à spp@departement06.fr et sgafes@departement06.fr

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est applicable pour une période d'un an, du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, avec possibilité de reconduction expresse annuelle, dans la limite de deux renouvellements maximum, soit jusqu'au 31 décembre 2028.

La reconduction expresse annuelle de la présente convention sera notifiée par le Département au cocontractant sous forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

6.1. Modification

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord aux deux parties. La demande de modification de la présente convention sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

En cas de changement de statut juridique du cocontractant, la présente convention sera modifiée par voie d'avenant, pris après information préalable et accord exprès du Département sur le transfert de la présente convention.

Le cocontractant transmettra notamment au Département l'ensemble des pièces relatives au changement de son statut juridique : procès-verbal du conseil d'administration, délibération autorisant le changement de statut ou le transfert à une autre entité, RIB et documents administratifs nécessaires au transfert de titulaire.

6.2. Résiliation

6.2.1. Modalités générales

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le cocontractant, quelle que soit le motif, celui-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-observation des clauses de la présente convention et après mise en demeure par le Département, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours calendaires, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Le cas échéant, le cocontractant sera alors tenu de reverser au Département les sommes indûment perçues.

6.2.2. Résiliation pour inexécution des obligations contractuelles

Le Département peut mettre fin à la présente convention lorsqu'il apparaît que le cocontractant n'a pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à ses obligations règlementaires, n'a pas respecté les délais d'exécution prévus. Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai de 30 jours. La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant.

6.2.3. Résiliation unilatérale

Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution de la présente convention pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation de la convention est notifiée au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant.

6.2.4. Résiliation suite à disparition du cocontractant

En cas de disparition du cocontractant, le Département peut résilier la convention ou accepter sa continuation par le repreneur. Un avenant de transfert est établi à cette fin conformément à l'article 6, alinéa 1.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de la disparition juridique du cocontractant.

La résiliation ne donne lieu tant pour le cocontractant que pour les éventuels ayant droit à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant ou de ses ayants droit.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du cocontractant, la convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du cocontractant dans un délai de 30 jours.

La résiliation si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. La résiliation ne donne lieu tant pour le cocontractant que pour les éventuels ayants droit à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant ou de ses ayants droit.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le cocontractant s'engage en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'évènement.

D'une façon générale, le cocontractant fera en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du Département des Alpes-Maritimes sur toutes publications réalisées. Il devra soumettre au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département. Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Le cocontractant devra en plus de la présence du logo sur les supports de communication :

- adresser des invitations lorsqu'il organise ses manifestations,
- autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'évènement,
- prévoir la présence de l'édito du Président du Département sur la brochure de présentation,
- prévoir une page de publicité dans la brochure de l'évènement,
- intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'évènement,
- intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant sur le site de la collectivité.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le cocontractant devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la présente convention ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre cocontractant.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Nice, 18 avenue des Fleurs, CS 61039, 06050 NICE CEDEX 1, ou par voie électronique sur le site <https://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION des DONNEES A CARACTERE PERSONNEL **10.1. Confidentialité**

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ; - ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article, A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le cocontractant signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le cocontractant signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le cocontractant signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le cocontractant signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le cocontractant signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

Nice, le

Le Président du Département
des Alpes-Maritimes

L'association Agir pour le Lien
Social et la Citoyenneté (ALC)

Charles Ange GINESY

Luc MERCIER

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le cocontractant qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le cocontractant, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au cocontractant, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le cocontractant dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le cocontractant, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- Le cocontractant s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le cocontractant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le cocontractant fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse d'impact sur la vie privée (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le cocontractant s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le cocontractant documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le cocontractant met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES
SOLIDARITES HUMAINES

DIRECTION DE L'ENFANCE

SERVICE DU PARCOURS ET DU PILOTAGE
DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

CONVENTION DGADSH-DE CV N°2026-XXX

entre le Département des Alpes-Maritimes et l'Association Départementale pour la Sauvegarde de
l'Enfant à l'Adulte des Alpes-Maritimes (ADSEA 06)
relative à la prise en charge d'enfants au sein de la MECS à visée thérapeutique « Les Iris »,
située à Grasse

(Années 2026-2028)

Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de l'assemblée départementale du ,

ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

Et : L'Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte des Alpes-Maritimes (ADSEA 06),

représentée par son Président, Monsieur Michel ROUX, domicilié en cette qualité 268 avenue de la Californie, « Le baie des Anges », 06200 NICE,

ci-après dénommée « le cocontractant »

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La présente convention a pour objet la mise en place d'un partenariat avec le cocontractant, relatif à la prise en charge d'enfants au sein de la Maison d'enfants à caractère social (MECS) à visée thérapeutique les « Iris », située à Grasse, autorisée à titre expérimental par arrêté DE/2023/0441 du 5 mai 2023

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

L'action consiste en l'accueil, au sein de la Maison d'enfants à caractère social (MECS) à visée thérapeutique les « Iris », à Grasse, de 14 mineurs, âgés de 6 à 11 ans, confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance, présentant des besoins particuliers en raison de diverses difficultés relationnelles et comportementales.

Ces enfants ne relèvent pas systématiquement d'établissements spécialisés, mais l'intensité de leurs troubles nécessite néanmoins une prise en charge spécifique, associant le volet thérapeutique à l'accompagnement éducatif. Il peut

s'agir également dans certains cas d'enfants en attente de reconnaissance de handicap ou en attente d'intégration d'un établissement médico-social.

L'objectif de la MECS à visée thérapeutique « Les Iris » a donc vocation à répondre à un besoin supplémentaire insuffisamment couvert : l'accompagnement des enfants confiés à l'ASE et souffrant notamment de difficultés psychiques, psychologiques, comportementales, afin de leur offrir un lieu d'accueil adapté et ainsi de répondre aux différentes problématiques identifiées :

- Favoriser la continuité du parcours de ces enfants ;
- Répondre à leurs multiples besoins d'accompagnement, à travers le renfort des équipes éducatives et l'internalisation de compétences en soin, afin de favoriser l'apaisement et la stabilisation de leur état ainsi que de contribuer efficacement à l'évolution de leur situation globale ;
- Réduire les difficultés des équipes des structures de l'ASE habituelles.

ARTICLE 3 : MODALITES OPERATIONNELLES

3.1. Modalités générales

La MECS à visée thérapeutique « Les Iris » se situe au 11 boulevard Victor Hugo à Grasse, dans des locaux, propriété du Département, faisant l'objet d'une convention de mise à disposition.

3.2. Ressources humaines

Pour intervenir au sein de la MECS à visée thérapeutique « Les Iris » le cocontractant recrute des équipes pluridisciplinaires, composées de professionnels diplômés et expérimentés dans la prise en charge des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance.

Conformément à l'engagement de l'association validé par le Département, les équipes pluridisciplinaires sont composées de 24,02 ETP, dont du personnel de direction, administratif, des services généraux, socio-éducatif, médical et de surveillants de nuit.

Au regard de la spécificité du public accueilli au sein de la MECS à visée thérapeutique « Les Iris », aucun membre de l'équipe pluridisciplinaire ne pourra être recruté sous statut d'intérimaire sans validation exceptionnelle de la direction de l'enfance.

Ces équipes pluridisciplinaires sont chargées d'accueillir et d'accompagner les enfants protégés en répondant aux besoins fondamentaux spécifiques à leur âge et à leur situation. Une attention particulière est portée à leurs besoins physiologiques, médicaux, affectifs, relationnels et de sécurité ainsi qu'à l'accompagnement des relations avec leurs familles, dans le strict respect des droits de ces dernières.

Ce cadre protecteur et les actions individualisées mises en œuvre permettront de favoriser le développement physique, psychologique, affectif, cognitif et social des mineurs accueillis et l'évolution des liens parent(s) – enfant(s) en articulation avec les autres acteurs chargés du suivi.

3.2. Prise en charge des enfants

La prise en charge au sein de la MECS à visée thérapeutique « Les Iris » se décline en 4 phases :

➤ L'accueil

L'admission de l'enfant sera préparée afin de l'accueillir dans des conditions adaptées et sécurisantes. Cette première période d'accueil lui permettra de découvrir les locaux et de faire connaissance avec les professionnels de la structure.

➤ L'évaluation et la sécurisation

Elle permettra de définir les besoins, en soins, et éducatifs, en fonction du développement psychoaffectif de l'enfant.

➤ L'accompagnement

Il sera décliné à travers trois dimensions (l'éducatif, le pédagogique et le thérapeutique), avec des objectifs clairs. Une synthèse hebdomadaire en interne permettra de mettre en œuvre le projet de soin opérationnel.

Une évaluation des acquis de l'enfant et les adaptations nécessaires pour soutenir sa scolarité dans le milieu ordinaire sera réalisée.

Des actions de soutien à la parentalité seront exercées par l'équipe, en articulation avec les référents du territoire et les autres acteurs définis, afin de contribuer à l'accompagnement des liens parents-enfants.

Un point trimestriel sera organisé entre les différents intervenants externes afin d'effectuer le bilan de l'accompagnement, ajuster les objectifs du projet personnalisé de l'enfant et déterminer la nécessité de maintenir sa prise en charge au sein de la MECS à visée thérapeutique « Les Iris » ou de préparer sa sortie du dispositif.

➤ L'orientation

En fonction de l'évolution des situations familiales et individuelles des mineurs, le projet de sortie sera travaillé tout au long du parcours de l'enfant. L'objectif étant de cibler une amélioration de la situation individuelle afin de préparer un retour en MECS plus classique ou un retour en famille lorsque celui-ci est envisageable, tout en apportant une continuité aux suivis engagés et en s'assurant de la poursuite d'un accompagnement adapté.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

4.1 Généralités

Conformément à l'article R.314-115 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), le financement alloué par le Département à l'association ADSEA 06 pour la prise en charge de 14 mineurs âgés de 6 à 11 ans au sein de la MECS à visée thérapeutique « Les Iris » se fera sous la forme d'une dotation globale annuelle, notifiée par un arrêté de tarification signé du Président du Conseil départemental.

Pour les mineurs relevant d'autres départements, la prise en charge continuera à être fixée sous la forme du prix de journée à versement individualisé, à devoir par le département concerné. Les recettes ainsi générées seront déduites de la dotation annuelle précitée.

4.2. Montant du financement

Conformément à l'article R.314-115 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), le financement alloué par le Département à la MECS les Iris, fixé, par arrêté de tarification sous forme de prix de journée, se fera sous la forme d'une dotation globale annuelle.

La dotation globalisée (Ségur inclus, hors « Ségur pour tous ») s'élève, en année pleine, à 1 496 011 € pour 14 places d'hébergement.

Conformément à l'article R314-38 du CASF, le montant de la dotation pourrait éventuellement faire l'objet d'une revalorisation après décision de l'Assemblée départementale, relative au taux directeur applicable à la dotation annuelle globale.

4.3 Modalités de versement

La dotation visée à l'article 5.2 fera l'objet d'un versement par douzième avec une mise en paiement, au plus tard, le 20 de chaque mois.

Le premier versement est réalisé à la date de prise d'effet de la présente convention.

Le cocontractant devra également transmettre au Département, dans les six mois qui suivent la fin de l'année civile en cours, une « copie certifiée de ses budgets et comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité », et notamment un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées.

ARTICLE 5 : CONTRÔLE ET SUIVI

5.1 Modalités de contrôle du dispositif

Le cocontractant rend compte, à la demande du Département, de son action relative aux missions confiées par celui-ci. Le cocontractant s'engage à tenir informé le Département de toute situation dont il est saisi et relevant de l'information et/ou intervention du Département.

Le Département peut procéder à tout contrôle ou investigation qui relève de ses prérogatives au titre de la législation et de la réglementation en vigueur. Le cocontractant s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département :

- De la réalisation des objectifs définis à la présente convention, notamment par l'accès à toutes les pièces justificatives ;
- De la bonne application des textes légaux et réglementaires ;
- De la qualité de la prise en charge des personnes accueillies.

La personne ou le service chargé du contrôle, désigné à cet effet par le Département, est notamment chargé de vérifier et de demander des explications, d'une part, sur l'utilisation de la dotation globalisée sur le plan qualitatif et quantitatif, et d'autre part sur la cohérence entre les missions confiées et les objectifs réellement atteints.

Sans porter préjudice aux prérogatives du Département, les parties s'efforceront d'entretenir sur ces questions un dialogue constructif dans l'intérêt des personnes accueillies.

5.2 Modalités de contrôle financier

L'activité et les financements feront l'objet d'un bilan annuel, dans le cadre de la procédure du dialogue de gestion, qui permettra de contrôler l'emploi des moyens alloués tels que présentés dans le cadre de la présente convention et des projets d'établissement et de service.

Chaque année, le Département vérifie la justification des dotations versées l'année précédente au regard de l'activité réelle du service.

S'il est constaté un trop perçu de dotation, le montant sera réaffecté en atténuation des charges à l'exercice N+1.

Le cocontractant devra porter à la connaissance expresse du Département toute situation exceptionnelle pouvant entraîner un résultat déficitaire, sans attendre la clôture de l'exercice, le Département se réservant le droit de ne pas l'intégrer dans la détermination du montant de la dotation globale allouée à N+1.

Le cocontractant devra transmettre au Département, dans les six mois qui suivent la fin de l'année civile en cours, une copie certifiée de ses budgets et comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité, et notamment un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées. Les documents à produire seront transmis simultanément :

- Par courrier à l'adresse suivante :
Département des Alpes-Maritimes
Direction générale adjointe pour le développement des solidarités humaines
Direction de l'enfance
Service du Parcours et du Pilotage de la Protection de l'Enfance
B.P. 3007
06201 NICE CEDEX
- Par mail à spppe@departement06.fr et sgafes@departement06.fr

Par ailleurs, en application de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui dispose que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le bénéficiaire devra tenir à disposition des services du Département les rapports d'activité, revues de presse, outils de communication relatifs à la période couverte par la convention et à la consommation détaillée des crédits ainsi obtenus.

5.3 Modalités d'évaluation

Au plus tard le dernier jour de chaque mois, le cocontractant transmettra :

- à la Section Orientation Contrôle (etatsdepresenceesms@departement06.fr), un état de présence nominatif des mineurs accueillis,
- à la Section Gestion Administrative et Financière des Etablissements et Services (sgafes@departement06.fr), l'état détaillé par fonction, permanente et temporaire, des ETP affectés au dispositif.

5.4 Modalités de suivi

Pour suivre l'état d'avancement de la présente convention, un dialogue interviendra de façon permanente tout au long de l'année. Il portera notamment sur le contrôle de l'activité réalisée au vu des objectifs énoncés à l'article 4.

A cette occasion, en cas d'événements exceptionnels et imprévisibles, une évolution du budget et de la dotation globale pourra être soumise au Département pour décision et, le cas échéant, conclusion d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 6 : DUREE ET PRISE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention est applicable pour une période d'un an, du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, avec possibilité de reconduction expresse annuelle, dans la limite de deux renouvellements maximum, soit jusqu'au 31 décembre 2028.

La reconduction expresse annuelle de la présente convention sera notifiée par le Département au cocontractant sous forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : CENTRALISATION DES ORIENTATIONS

Dans le cadre de la centralisation des orientations vers les lieux d'accueil de protection de l'enfance, l'échange en temps réel, entre le Département et les structures d'accueil des mineurs confiés, des places disponibles et des perspectives de places à court et moyen terme, est nécessaire à la performance globale du dispositif de protection de l'enfance, et ce dans l'intérêt de chaque jeune.

ARTICLE 8 : MODIFICATION, DENONCIATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

8.1 Modification

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord aux deux parties. Toute demande de modification de la présente convention sera sollicitée par courrier, adressé en recommandé avec accusé de réception, précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

En cas de changement de statut juridique du cocontractant, la présente convention sera modifiée par voie d'avenant, pris après information préalable et accord exprès du Département sur le transfert de la présente convention.

Le cocontractant transmettra notamment au Département l'ensemble des pièces relatives au changement de son statut juridique : procès-verbal du conseil d'administration, délibération autorisant le changement de statut ou le transfert à une autre entité, RIB et documents administratifs nécessaires au transfert de titulaire.

8.2 Résiliation

8.2.1 Modalités générales

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le cocontractant, quel que soit le motif, celui-ci informe le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans tous les cas de dénonciation ou de résiliation du présent contrat, les rapports entre les parties seront replacés dans le cadre strict des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

8.2.2 La résolution pour inexécution des obligations contractuelles

Le Département peut mettre fin à la présente convention lorsqu'il apparaît que le cocontractant n'a pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à ses obligations réglementaires ou n'a pas respecté les délais d'exécution prévus. Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai de 30 jours. Elle ne donne lieu à aucune indemnisation.

8.2.3 La résiliation unilatérale

Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution de cette convention au cas de faute d'une gravité suffisamment avérée du cocontractant ou pour un motif d'intérêt général, conformément à l'article L2195-3 du code de la commande publique.

La décision de résiliation de la convention est notifiée au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

8.2.4 La résiliation à la suite de la disparition du cocontractant

En cas de disparition du cocontractant, le Département peut résilier la convention ou accepter sa continuation par le repreneur. Un avenant de transfert est établi à cette fin conformément à l'article 8 alinéa 1.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de la disparition juridique du cocontractant. Elle n'ouvre droit pour le cocontractant ou ses ayants-droits à aucune indemnité.

En cas de redressement judiciaire ou liquidation judiciaire du cocontractant, la convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du cocontractant dans un délai de 30 jours.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le cocontractant, à aucune indemnité.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION

Le cocontractant s'engage en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'évènement.

D'une façon générale, le cocontractant fera en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du Département des Alpes-Maritimes sur toutes publications réalisées. Il devra soumettre au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département.

Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Le cocontractant devra en plus de la présence du logo sur les supports de communication :

- Adresser des invitations lorsqu'il organise des manifestations ;
- Autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'évènement ;
- Prévoir la présence de l'édito du Président du Département sur la brochure de présentation ;
- Prévoir une page de publicité dans la brochure de l'évènement ;
- Intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'évènement ;
- Intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant au site de la collectivité.

ARTICLE 10 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le cocontractant doit contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, pendant la durée de l'action et en lien directe avec celle-ci.

ARTICLE 11 : LITIGES

Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la présente convention ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre cocontractant.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Nice, 18 avenue des Fleurs, CS 61039, 06050 NICE CEDEX 1, ou par voie électronique sur le site <https://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

12.1 La confidentialité

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous les documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

Et en fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- Procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- Ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

12.2 La protection des données à caractère personnel et formalités CNIL

Le cocontractant signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-80 I du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué de la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

12.3 La sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

Nice, le

Le Président du Département des
Alpes-Maritimes

Le Président de ADSEA 06

Charles Ange GINESY

Michel ROUX

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le cocontractant qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le cocontractant, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au cocontractant, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le cocontractant dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le cocontractant, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- Le cocontractant s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le cocontractant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le cocontractant fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse d'impact sur la vie privée (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le cocontractant s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le cocontractant documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le cocontractant met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES
SOLIDARITES HUMAINES

DIRECTION DE L'ENFANCE

SERVICE DES MINEURS NON ACCOMPAGNES

CONVENTION DGADSH-DE CV N°2026-XXX

entre le Département des Alpes-Maritimes et l'association Pasteur Avenir Jeunesse (PAJE) relative à l'extension du dispositif de mise à l'abri des mineurs non accompagnés (MNA)

Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,
représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice cedex 3, agissant conformément à la délibération de l'assemblée départementale en date du,

ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

Et : l'association Pasteur Avenir Jeunesse,
représentée par son Président, Monsieur Christian DODD, domicilié en cette qualité au 17-19 impasse Jeanne Marlin 06000 NICE,
ci-après dénommée « le cocontractant »

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

Le Département a confié à l'association PAJE, par convention n°2025-036, la gestion de 344 places au titre de l'hébergement et de l'accompagnement dans le cadre de la mise à l'abri des mineurs non accompagnés. Ladite convention, conclue pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025 et étendue au 31 décembre 2025 par avenant n°1, doit être reconduite en prévision des flux potentiels d'entrées de MNA sur le département ; la présente convention a pour objet d'en définir les conditions de mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

2.1. Présentation de l'action :

Le cocontractant s'engage à prendre en charge des mineurs non accompagnés, âgés de 12 à 17 ans révolus, qui sont directement orientés par les services de police et de gendarmerie, dans la limite de la capacité maximale de 344 places.

La prise en charge pourra s'effectuer sur un ou plusieurs sites différenciés mobilisés par le Département.

L'action s'adresse aux mineurs non accompagnés, mis à l'abri le temps de l'évaluation de leur minorité et de leur isolement, assurée par les services départementaux, jusqu'à leur orientation vers un dispositif d'accompagnement socio-éducatif. Cette période intègre une phase d'observation, d'évaluation et d'orientation du mineur.

2.2. Objectifs de l'action :

Conformément à l'article L.222-5 du code de l'action sociale et des familles, les objectifs sont les suivants :

- assurer la prise en charge des mineurs non accompagnés à partir des commissariats, gendarmeries et de la PAF et leur transfert sur site ;
- assurer la mise à l'abri des mineurs en continu ;
- répondre aux besoins primaires de ces mineurs ;
- garantir les conditions de réalisation et d'accompagnement le temps de l'évaluation de la minorité et de l'isolement ;
- assurer le suivi médical ;
- favoriser un apprentissage des normes et codes sociaux ;
- assurer une occupation des mineurs en journée ;
- assurer l'encadrement favorisant leur intégration et leur compréhension du dispositif.

2.3. Modalités opérationnelles :

- Obligation du cocontractant :

Le Département formalisera, par courrier ou par mail, l'identification des sites concernés.

La mise à l'abri est organisée par le cocontractant en lien avec les services du Département. Il prend en charge sans délai les mineurs, dès sollicitation par les services de police, de gendarmerie et de la PAF, 7 jours sur 7, 24 h sur 24, 365 jours par an, et les achemine sur le lieu de mise à l'abri déterminé par le Département.

Il rentre les données de prise en charge dans le progiciel dédié, mis à disposition par le Département permettant :

- la transmission des documents d'état civil ;
- la fiche d'admission ;
- la fiche police ;
- la photographie du jeune ;
- la fiche d'informations ;
- un suivi des effectifs.

Il assure le transport, l'accompagnement et la surveillance des personnes sur le site d'évaluation fixé par le Département, différent du site de mise à l'abri, ainsi que dans les locaux de la Préfecture dans le cadre du dispositif d'appui à l'évaluation de la minorité (AEM) et les raccompagne.

En cas de réorientation vers un autre département, le cocontractant accompagne le mineur vers son moyen de transport, garantit les conditions de compréhension de ce transfert par le mineur et lui transmet l'ensemble de son dossier médical.

De même, il est chargé de l'accompagnement lors du transfert sur un autre dispositif d'accueil.

Lors de la mise à l'abri, les besoins primaires des personnes accueillies (hygiène, hébergement, alimentation, sécurité...) sont pris en charge par l'équipe éducative du cocontractant. Une attention particulière est portée à leur état de santé physique et psychologique car ils peuvent présenter des problèmes de santé, des troubles du comportement ou de la personnalité, psycho-trauma, conduites à risque), à leurs difficultés d'apprentissage et de maîtrise de la langue française, et aux troubles liés à leur exil.

Le cocontractant accompagnera les personnes accueillies auprès d'un médecin référent qu'il aura identifié à proximité du lieu d'accueil et, sur le plan psychologique, assurera un premier bilan par la psychologue de la structure et/ou prendra contact avec tout partenaire utile à la prise en charge.

Le cocontractant organise des activités favorisant la cohésion de groupe, l'intégration. Il garantit une occupation suffisante des personnes accueillies le temps de la mise à l'abri.

Le cocontractant établira une fiche d'informations préalable à l'évaluation de la minorité et de l'isolement du mineur ainsi qu'un bilan de ses besoins, à l'issue de sa prise en charge, afin d'assurer une poursuite de son

accompagnement adaptée. Tout incident concernant les personnes accueillies sera également consigné dans une note transmise au service gardien.

- Obligations du Département :

L'évaluation de la minorité et de l'isolement, en référence à l'arrêté du 24 novembre 2019, est conduite par les équipes du Département sur le lieu de son choix, porté à la connaissance du cocontractant.

Les services du Département organisent en lien avec ceux de la Préfecture les rendez-vous prévus pour la mise en œuvre du dispositif AEM. Une évaluation médicale est organisée dans le même temps par les services de Protection maternelle et infantile (PMI) ou par tout autre professionnel qualifié désigné par le Département. Lorsque l'évaluation conclut à un refus d'admission, majorité et/ou de non-isolement, le Département le notifie au jeune dans le cadre d'un entretien de fin de prise en charge pour lequel il est convoqué préalablement.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION

3.1 Des comités techniques hebdomadaires pilotés par le Département réguleront le dispositif de mise à l'abri.

Le cocontractant rend compte régulièrement de son action relative aux modalités d'intervention arrêtées avec le Département.

Le Département peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'il juge utiles, tant directement par des personnes ou organismes dûment mandatés par lui, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par le cocontractant, et du respect de ses engagements vis-à-vis du Département.

Le cocontractant s'engage à fournir dans le mois suivant son approbation par l'assemblée générale le rapport moral, ainsi que le rapport d'activités de l'année précédente.

Le cocontractant est par ailleurs associé, en tant que de besoin, aux réunions techniques et de pilotage du dispositif de mise à l'abri et d'accueil des MNA.

3.2 Les documents à produire seront transmis par courrier au Département, Direction de l'enfance, 147 Boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 NICE CEDEX 3, doublé d'un mail au service des mineurs non accompagnés (mna_mise_a_l_abri@departement06.fr)

3.3 Le cocontractant s'engage à participer à toute instance de coordination ou de pilotage du Conseil départemental en vue de conduire, évaluer et améliorer le partenariat acté par cette présente convention. Des comités de suivi annuel seront institués. Ils seront composés de représentants du Département et de membres du cocontractant. Les réunions feront l'objet d'un compte rendu adressé aux parties concernées.

3.4 Le cocontractant s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des objectifs, notamment l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Des contrôles sur pièce ou sur place pourront être diligentés par le Département au besoin.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

Le dispositif retenu est basé sur le principe de zonage avec trois zones définies sur le littoral départemental, sur lesquelles sont situées au moins une structure pérenne de l'association PAJE.

Ce dispositif est défini sur un modèle de 30 places forfaitaires. Il peut être amené à évoluer par tranches de 30 places jusqu'à 90 places maximum sur une seule et même structure, selon un nombre de places à mobiliser défini initialement par le Département.

La tarification de l'accompagnement socio-éducatif se décompose ainsi :

Jusqu'à 30 places mobilisées : 64,21€/jour et par personne ;

Jusqu'à 60 places mobilisées : 43,83€/jour et par personne ;

Jusqu'à 90 places mobilisées : 37,03€/jour et par personne.

Les ETP prévus pour la mise en œuvre de cette organisation sont précisés en annexe 1.

Ce nombre de places à mobiliser pourra être redéfini par le Département en fonction des besoins, qui demandera au cocontractant un ajustement de l'équipe socio-éducative.

L'ouverture d'un second site, avec l'accord préalable du Département, permettra des mutualisations sur les postes de coordinateur d'équipe et de secrétariat.

Les calculs s'effectueront mensuellement, à terme échu, selon la décomposition suivante :

- une base forfaitaire de 30 places pour chaque site ouvert ;
- une facturation à la place et à la journée, réalisée pour les places au-delà du forfait, dans la limite de 344 personnes.

La facturation s'effectuera sur la base des éléments issus de la synchronisation effectuée par le Département sur la plateforme logicielle Némoweb.

La dotation du Département comprend :

- Les frais de transport liés au transfert des individus pour la mise à l'abri d'un site vers un autre et pour la réalisation des évaluations ;
- Les frais de déplacements liés à la prise en charge durant la période de mise à l'abri ;
- L'encadrement des jeunes à temps complet, et notamment le temps de l'évaluation de la minorité et de l'isolement ;
- Les frais de logistique le cas échéant ;
- Les frais de personnel liés à l'entretien des sites mobilisés le cas échéant ;
- Les frais liés à l'organisation d'une astreinte à temps complet permettant la récupération des jeunes à toute heure ;
- Les frais de carburant, péage, pharmacie, fournitures administratives, assurance, abonnement téléphonique, médecine du travail, abonnements Némoweb et Fleetmatics,
- Les frais de siège.

Ne sont pas compris dans cette participation financière les frais suivants :

- Les kits hygiène et vêture d'urgence : les forfaits appliqués sont de 4,17€/pers pour le kit hygiène et 19,74€/pers pour le kit vêture d'urgence. Ces kits ne sont distribués qu'à la première prise en charge du jeune.
- Les frais de vêture pour les individus dont la durée de mise à l'abri dépasse les 72h : le forfait est fixé à 14€ maximum par mineur.
- Le coût de la restauration est fixé à 19€ maximum par jour et par personne
- Le coût de l'hébergement est fixé à 35€ maximum par jour et par personne
- Les frais de blanchisserie à hauteur de 0,78€ maximum par jour et par personne.

S'agissant des coûts de restauration et d'hébergement, une tarification différente pourra être appliquée après validation expresse préalable du Département.

Il reste entendu qu'un nombre de places supplémentaires puisse être réservé pour faire face à d'éventuelles arrivées non programmables et afin de négocier un tarif proche de la convention, et ce avec l'accord express du Département.

Dans l'hypothèse où le ou les sites désigné(s) par le Département ne seraient pas directement pris en charge par lui, la participation du Département se fera sous forme de dotation mensuelle. Le montant de la dotation sera fixé par arrêté trimestriel et versé mensuellement. Elle sera calculée en fonction du nombre de places à mobiliser défini par le Département et du nombre de structures concernées. Elle comprendra les forfaits éducatif, alimentaire, hébergement et kits d'urgence (vêture et hygiène). Cette dotation est régularisée le trimestre suivant au regard des frais réellement engagés par l'association dans la limite maximale du nombre de personnes accueillies issu de la synchronisation effectuée par le Département sur la plateforme logicielle Némoweb.

Les frais de vêture pour les personnes, dont la durée de mise à l'abri dépasse les 72h, ainsi que les frais de blanchisserie feront l'objet d'une facturation mensuelle à terme échu.

Les éventuels écarts de coûts constatés au réel feront l'objet d'échanges dans le cadre du dialogue de gestion.

Dans le cadre d'une ouverture du site de la Villa Saint-Exupéry, le co-contractant s'engage à verser d'avance, dès l'ouverture du site, les sommes dues au titre de la convention n°2025-0417 relative à la mise à l'abri de mineurs non accompagnés, liant la Villa Saint-Exupéry au Département, sur une base forfaitaire de 15 places au tarif conventionné de 20€ par jour et par mineur.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est applicable pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2026, renouvelable trois fois par reconduction expresse, soit jusqu'au 31 décembre 2029.

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

6.1. Modification :

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord aux deux parties.

La demande de modification de la présente convention sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

En cas de changement de statut juridique du cocontractant, la présente convention sera modifiée par voie d'avenant, pris après information préalable et accord exprès du Département sur le transfert de la présente convention.

Le cocontractant transmettra notamment au Département l'ensemble des pièces relatives au changement de son statut juridique : procès-verbal du conseil d'administration, délibération autorisant le changement de statut ou le transfert à une autre entité, RIB et documents administratifs nécessaires au transfert de titulaire.

6.2. Résiliation :

6.2.1. Modalités générales :

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le cocontractant, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-observation des clauses de la présente convention et après mise en demeure par le Département, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours calendaires, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Le cas échéant, le cocontractant sera alors tenu de reverser au Département les sommes indûment perçues.

6.2.2. Résiliation pour inexécution des obligations contractuelles :

Le Département peut mettre fin à la présente convention lorsqu'il apparaît que le cocontractant n'a pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à ses obligations réglementaires, n'a pas respecté les délais d'exécution prévus. Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai de 30 jours. Elle ne donne lieu à aucune indemnisation.

6.2.3. Résiliation unilatérale :

Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution de la présente convention pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation de la convention est notifiée au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

6.2.4. Résiliation à la suite de la disparition du cocontractant :

En cas de disparition du cocontractant, le Département peut résilier la convention ou accepter sa continuation par le repreneur. Un avenant de transfert est établi à cette fin conformément à l'article 6, alinéa 1.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de la disparition juridique du cocontractant. Elle n'ouvre droit pour le cocontractant, ou ses ayants droit, à aucune indemnité.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du cocontractant, la convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du cocontractant dans un délai de 30 jours.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le cocontractant, à aucune indemnité.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le cocontractant s'engage en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'évènement.

D'une façon générale, le cocontractant fera en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du

Département des Alpes-Maritimes sur toutes publications réalisées. Il devra soumettre au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département. Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Le cocontractant devra en plus de la présence du logo sur les supports de communication :

- Adresser des invitations lorsqu'il organise ses manifestations,
- Autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'événement,
- Prévoir la présence de l'édito du Président du Département sur la brochure de présentation,
- Prévoir une page de publicité dans la brochure de l'événement,
- Intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'événement,
- Intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant sur le site de la collectivité.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le cocontractant devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la présente convention ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre cocontractant.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois à la suite de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

10.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- Procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- Ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

Nice, le

Le Président du Département
des Alpes-Maritimes

Le Président de l'association
Pasteur Avenir Jeunesse

Charles Ange GINESY

Christian DODD

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le cocontractant qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le cocontractant, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au cocontractant, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le cocontractant dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- Toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- Les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- Un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le cocontractant, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- Des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- Les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- Le cocontractant s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le cocontractant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le cocontractant fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le cocontractant s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le cocontractant documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le cocontractant met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.

ANNEXE 1

ETP pour un site jusqu'à 30 places	ETP pour un site entre 31 et 60 places	ETP pour un site entre 61 et 90 places
7 éducatifs 4 Surveillants de nuit 0 chauffeur 0 secrétaire 1 coordonnateur 0,05 Dir. Adjointe MNA	10 éducatifs 4 Surveillants de nuit 1 chauffeur 0,50 secrétaire 1 coordonnateur 0,05 Dir. Adjointe MNA	12 éducatifs 5 Surveillants de nuit 2 chauffeur 1 secrétaire 1 coordonnateur 0,05 Dir. Adjointe MNA
12,05 ETP	16,55 ETP	21,05 ETP



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES
SOLIDARITES HUMAINES

DIRECTION DE L'ENFANCE

SERVICE DES MINEURS NON ACCOMPAGNES

CONVENTION DGADSH-DE CV N°2026-XXX

entre le Département des Alpes-Maritimes et l'association Pasteur Avenir Jeunesse (PAJE)
relative à la gestion de la structure d'accueil pour Mineurs Non Accompagnés L'Escale
à Châteauneuf de Grasse

(Année 2026)

Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de l'assemblée départementale en date du ,

ci-après dénommé « le Département »

et d'une part,

Et l'association Pasteur Avenir Jeunesse,

représentée par son Président, Monsieur Christian DODD, domicilié en cette qualité au 17-19 impasse Jeanne Marlin, 06000 NICE,

ci-après dénommée « le cocontractant »

d'autre part.

Vu le Code de l'action sociale des familles ;

Vu le Règlement départemental d'aide et d'actions sociales ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de prise en charge des dépenses liées à l'exploitation de la structure d'accueil, d'une capacité de 60 places, par l'association PAJE.

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

2.1. Présentation et objectifs de l'action.

L'action consiste en l'accueil et la prise en charge de Mineurs Non Accompagnés, au sein d'une structure d'accueil, située à Châteauneuf de Grasse, au titre de la mise à l'abri et de l'accompagnement des mineurs confiés à l'aide sociale à l'enfance.

2.2. Modalités opérationnelles

Les professionnels de l'équipe pluridisciplinaire de l'association seront chargés d'accueillir les mineurs, de contribuer à l'évaluation de leur situation et de les accompagner, en articulation avec les différents acteurs chargés de leur prise en charge.

Pour les mineurs confiés, cet accompagnement collectif et individuel vise l'insertion sociale et professionnelle et l'accès à l'autonomie : gestion du quotidien, soutien administratif et scolaire, emploi et formation, prise en compte de la santé, gestion du budget, activités sportives et culturelles.

Par ailleurs, l'accent est également mis sur la prévention des conduites à risques et des addictions ainsi que sur la préparation à l'orientation, après la majorité, vers des dispositifs de droit commun.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION

Un bilan annuel sera fait dans le cadre du dialogue contradictoire. Il permettra de contrôler l'effectivité des moyens alloués, présentés lors de la présentation du projet, et d'évaluer la qualité de la prise en charge des mineurs accueillis.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

Il est convenu entre les parties de procéder au versement de cette prise en charge sous la forme d'une dotation globalisée conformément à l'article R 314-115 du Code de l'action sociale et des familles.

Cette dotation est égale au prix de journée, multiplié par le nombre prévisionnel des journées qui sont à la charge du financeur.

4.1. Montant du financement :

Le montant de la participation financière annuelle accordée par le Département est fixé conformément aux règles de la comptabilité publique, par dotation globalisée sous forme de prix de journée fixé par arrêté de tarification. La dotation globalisée s'élève, en année pleine, à 3 041 816 € pour 60 places d'hébergement, soit 138,90 € par jour par mineur.

4.2. Modalités de versement :

Le versement sera effectué selon les modalités suivantes :

Le paiement interviendra par douzième avec une mise en paiement, au plus tard, le 20 de chaque mois.

Le premier versement est réalisé à la date de prise d'effet de la présente convention.

En février de chaque année suivante, le Département effectue une vérification comparative entre les dotations versées et la part de l'activité réelle à charge. S'il est constaté un trop perçu de dotation, ou en cas de service non fait, le montant sera récupéré par le Département.

Par ailleurs, en application de l'article L 1611-4 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le bénéficiaire devra tenir à disposition des services départementaux les rapports d'activités, revues de presse, outils de communication relatifs aux périodes couvertes par la convention et à la consommation détaillée des crédits ainsi obtenus.

Le cocontractant devra également transmettre au Département, dans les six mois qui suivent la fin de l'année civile en cours, une « copie certifiée de ses budgets et comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité », et notamment un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées.

Les documents à produire seront transmis par courrier à l'adresse suivante :

Département des Alpes-Maritimes
Direction générale adjointe pour le développement des solidarités humaines

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est applicable du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026 et renouvelable trois fois par reconduction expresse, soit jusqu'au 31 décembre 2029.

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

6.1 : Modification

La présente convention pourra être modifiée par voie (l'avenant, préalablement soumis pour accord aux deux parties.

La demande de modification de la présente convention sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte.

En cas de changement de statut juridique du cocontractant, la présente convention sera modifiée par voie d'avenant, pris après information préalable et accord exprès du Département sur le transfert de la présente convention.

Le cocontractant transmettra notamment au Département l'ensemble des pièces relatives au changement de son statut juridique : procès-verbal du conseil d'administration, délibération autorisant le changement de statut ou le transfert à une autre entité, RIB et documents administratifs nécessaires au transfert de titulaire.

6.2 : Résiliation

6.2.1: modalités générales

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le cocontractant, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-observation des clauses de la présente convention et après mise en demeure par le Département, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours calendaires, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

6.2.2: résiliation pour inexécution des obligations contractuelles

Le Département peut mettre fin à la présente convention lorsqu'il apparaît que le cocontractant n'a pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à ses obligations réglementaires, n'a pas respecté les délais d'exécution prévus.

Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai de 30 jours. Elle ne donne lieu à aucune indemnisation.

6.2.3: résiliation unilatérale

Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution de la présente convention pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation de la convention est notifiée au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

6.2.4: Résiliation suite à disparition du cocontractant

En cas de disparition du cocontractant, le Département peut résilier la convention ou accepter sa continuation par le repreneur. Un avenant de transfert est établi à cette fin conformément à l'article 6, alinéa 1. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de la disparition juridique du cocontractant. Elle n'ouvre droit pour le cocontractant ou ses ayants droit à aucune indemnité.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du cocontractant, la convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du cocontractant dans un délai de 30 jours.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le cocontractant, à aucune indemnité.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le cocontractant s'engage en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'évènement.

D'une façon générale, le cocontractant fera en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du Département des Alpes-Maritimes sur toutes publications réalisées. Il devra soumettre au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département.

Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Le cocontractant devra en plus de la présence du logo sur les supports de communication :

- adresser des invitations lorsqu'il organise ses manifestations,
- autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'évènement,
- prévoir la présence de l'édito du Président du Département sur la brochure de présentation,
- prévoir une page de publicité dans la brochure de l'évènement,
- intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'évènement,
- intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant sur le site de la collectivité.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le cocontractant devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la présente convention ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre cocontractant.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois à la suite de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

10.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- Procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- Ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

Nice, le

Le Président du Département
des Alpes-Maritimes

Le Président de l'association
Pasteur Avenir Jeunesse

Charles Ange GINESY

Christian DODD

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le cocontractant qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le cocontractant, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au cocontractant, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le cocontractant dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- Toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- Les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- Un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le cocontractant, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- Des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- Les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- Le cocontractant s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le cocontractant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le cocontractant fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le cocontractant s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le cocontractant documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le cocontractant met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES
SOLIDARITES HUMAINES

DIRECTION DE L'ENFANCE

SERVICE PARCOURS ET PILOTAGE
DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

CONVENTION DGADSH-DE CV N° 2026-xxx
entre le Département des Alpes-Maritimes
et les associations API PROVENCE, MONTJOYE et LOGIS DES JEUNES DE PROVENCE
relative à l'accueil en Résidence Habitat Jeunes (RHJ)
de mineurs et de jeunes majeurs suivis par l'aide sociale à l'enfance

(Années 2026-2028)

Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de l'assemblée départementale du

ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

Et les associations :

Accompagnement Promotion Insertion (API Provence),

Représentée par son Président, Monsieur Nicolas ZITOLI, domicilié en cette qualité 11 avenue Emmanuel Pontrémoli, Nice La Plaine 1, Bâtiment E3, 06200 Nice ;

Montjoye,

Représentée par sa Présidente, Madame Catherine BRETAUDEAU, domiciliée en cette qualité 6 rue Edith Cavell, 06000 Nice ;

Logis des jeunes de Provence,

Représentée par son Président, Monsieur Eric ROUSSEL, domicilié en cette qualité 5 rue Mimont, 06400 Cannes,

ci-après dénommées « les cocontractants »,

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La présente convention a pour objet :

- de mettre en place un partenariat avec les cocontractants afin de garantir l'accès à l'autonomie des mineurs confiés au Département dès 16 ans et des jeunes majeurs engagés dans un parcours de formation ou d'apprentissage;

- de définir les modalités de réalisation de la mise à disposition de 60 places dans les logements des résidences habitat jeunes (RHJ) gérés par les associations contractantes ;
- de proposer un accompagnement éducatif et socioprofessionnel individuel et/ou collectif adapté aux jeunes orientés par le Département ;
- d'optimiser l'accès aux RHJ aux jeunes par un renforcement des actions visant à l'autonomie sociale et professionnelle.

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

2.1. Présentation de l'action

L'action est fondée sur les dispositions de l'article D312-153-1 du CASF qui précise que les RHJ « *accueillent prioritairement des jeunes en activité ou en voie d'insertion sociale et professionnelle âgés de 16 à 25 ans* », dans le cadre du Projet pour l'Enfant (« PPE » prévu à l'article L222-5 du CASF), rédigé à l'issue de la prise en charge par le Département ainsi que dans le cadre du Projet d'accès à l'autonomie (« PPA » en application de l'article L222-5-1 du CASF) élaboré pour l'accompagnement à l'accès à l'autonomie et à un logement indépendant.

Contenu de l'action :

- **Pour les mineurs de 16 à 18 ans (avec ou sans référent parental sur le territoire national), en collaboration avec les services départementaux :**
 - accompagner le mineur vers l'autonomie au regard de la décision administrative ou judiciaire le confiant au Département,
 - participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du PPE.
- **Pour les majeurs issus de la protection de l'enfance :**
 - finaliser le parcours vers l'autonomie socioprofessionnelle pour les jeunes majeurs accédant à un premier logement en RHJ en bénéficiant d'un accompagnement adapté.

Le jeune majeur s'engage par la signature d'un Contrat d'accès à l'autonomie (CAA) avec le Département. Le RHJ s'engage à mobiliser les aides financières de droit commun auxquelles le jeune majeur peut prétendre.

2.2. Modalités opérationnelles (moyens humains et techniques)

Il est attendu de la part des associations une mise à disposition de 60 places à destination des mineurs et des majeurs accompagnés par l'Aide sociale à l'enfance. Il est également attendu des associations une priorisation des dossiers présentés par le Département après chaque sortie laissant une place vacante et selon la répartition suivante :

Associations	Localisation FJT	Nombre de places réservés au dispositif
API PROVENCE	Maison Antipolis - Antibes	21
	Valbonne	
	Nations - Nice	
	Clos Notre Dame - Grasse	
MONTJOYE	Espace Soleil - Nice	19
LOGIS DES JEUNES DE PROVENCE	Espaces Mimont - Cannes	20
TOTAL		60

Les cocontractants s'engagent à mobiliser à minima 10 places chacun, par année, au bénéfice du public ciblé par la présente convention, étant entendu que le nombre d'orientations en provenance du Département permette d'atteindre cet objectif minimum.

Modalités d'admission :

Les demandes d'admissions sont transmises à l'association par le service des Mineurs non accompagnés (MNA) de la Direction de l'enfance ou les Maisons des solidarités départementales (MSD). Un retour devra être transmis par l'association dans un délai de 15 jours maximum et les refus devront être motivés. Les cocontractants s'engagent ainsi à indiquer au Département les décisions prises concernant les demandes d'orientation (admissions/refus/manque de pièce(s)). Le RHJ informe mensuellement la Direction de l'enfance (Section orientation et contrôle ainsi que la

section prévention et protection) des places disponibles au sein de ses structures sur les messageries suivantes : spp@departement06.fr et orientation_enfance@departement06.fr.

Chaque association devra identifier un interlocuteur unique que le Département mobilisera lors de toute orientation, et qui sera à même d'accompagner le démarrage de la mesure en faisant le lien avec la/les structure(s) d'accueil. Cet interlocuteur unique devra avoir connaissance des termes de la présente convention et sera le relais avec les personnels de terrain au sein des RHJ.

Pour les mineurs, les seuls critères d'admission retenus sont les suivants :

- Une mesure de protection de l'enfance couvrant le mineur,
- Le suivi par ce dernier d'une formation rémunérée.

Pour les majeurs, les critères d'admission sont les suivants :

- Une mesure de contrat d'accès à l'autonomie (ex CJM) couvrant le majeur,
- Une situation de formation ou d'emploi (conformément au règlement d'admission du RHJ).

Collaboration privilégiée pour un soutien social et un accompagnement à l'insertion :

Le jeune mineur avec ou sans référent parental sur le territoire national ou majeur bénéficie :

- D'un accompagnement individuel spécifique (formalisé dans le Projet d'accès à l'autonomie (PAA) et en lien avec le Projet pour l'enfant (PPE)) **exercé par le référent en RHJ** à hauteur de 2 heures par semaine à minima, par jeune,
- D'un accès à l'ensemble des prestations, des services et des propositions d'informations ou d'animations organisés au sein de chaque RHJ ;

Dans ce cadre, les associations assurent :

- Des actions d'accueil, d'information et d'orientation en matière de logement,
- Des actions :
 - D'insertion dans les domaines de l'emploi,
 - De sensibilisation à l'exercice de la citoyenneté,
 - En faveur de l'accès aux droits et à la culture, à la santé, à la formation, à la mobilité, au sport et aux loisirs.

Ces actions peuvent être individuelles et/ou collectives.

Lorsque des changements interviennent sur la situation du jeune, le référent en RHJ, le référent/coordonnateur PPE de la Maison des solidarités départementales (MSD) concerné et/ou le Responsable territorial de la protection de l'enfance (RTPE), coordonnent leurs actions de suivi du jeune et de son projet d'accès à l'autonomie.

Durée d'accompagnement :

- **Pour les mineurs de 16 à 17 ans inclus** confiés au Département, avec ou sans référent parental sur le territoire national, en situation d'apprentissage ou de formation, la durée d'accompagnement déterminée lors de la rédaction du contrat d'accompagnement pourra s'étendre jusqu'à l'échéance de la mesure de placement.
- **Pour les jeunes majeurs issus de la protection de l'enfance et bénéficiant d'un contrat d'accès à l'autonomie**, la durée d'accompagnement en RHJ tiendra compte de l'échéance du contrat d'accès à l'autonomie, sans excéder une durée de 6 mois maximum possiblement renouvelable à titre exceptionnel pour 3 mois maximum. Le jeune majeur peut toutefois continuer de bénéficier de l'accueil en RHJ en cas de basculement vers les dispositifs d'accompagnement de droit commun.

L'accompagnement en RHJ pourra être interrompu pour non-respect des engagements par le mineur ou le majeur mentionnés au Projet Pour l'Enfant (PPE), au contrat jeune majeur ou au Projet d'Accès à l'Autonomie (PAA).

Sortie du dispositif :

Les cocontractants s'engagent à rendre compte au Département des modalités de sortie de chaque mineur/majeur concerné.

Le contrat signé par le mineur/majeur devra comprendre les modalités de restitution du dépôt de garantie.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION

La présente action fera l'objet d'une évaluation :

- Mensuelle : les associations fourniront tous les mois, le chiffre de l'occupation en RHJ et le nom des jeunes mineurs et des jeunes majeurs bénéficiant des 60 places, ainsi que la durée d'accompagnement et la facture correspondante. Si une liste d'attente est en cours concernant la mobilisation de ces places prioritaires, les associations en feront également part au Département et préciseront les situations concernées.
- Semestrielle : un bilan quantitatif et qualitatif (non-nominatif mais permettant d'avoir une vision globale) indiquant :
 - Le nombre de jeunes mineurs et majeurs,
 - Le nombre d'entrées et de sorties,
 - La durée médiane d'accompagnement pour les mineurs et majeurs,
 - Le nombre et les types d'actions individuelles et collectives menées auprès des jeunes et parmi celles-ci, le nombre et la nature des actions portant spécifiquement sur l'accès à l'autonomie,
 - Un état de la situation des personnes à la sortie du dispositif d'accompagnement,
 - La moyenne semestrielle de la liste d'attente.

Au vu des éléments transmis, des ajustements pourront être opérés par le Département sur les dotations prévisionnelles, dans la limite de l'enveloppe globale définie à l'article 4.

Les documents à produire seront transmis au Département, par mail, au service du parcours et du pilotage de la protection de l'enfance à l'adresse suivante : spp@departement06.fr.

Un comité de suivi annuel sera mis en place. Il sera composé des représentants du Département et des cocontractants. Il se réunira à l'initiative du Département et/ou sur demande d'un des cocontractants si nécessaire. Les réunions du comité de suivi feront l'objet d'un compte rendu adressé aux cocontractants.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

4.1. Montant du financement

Le montant de la participation financière accordée par le Département pour la durée de mise en œuvre de la présente convention s'élève à 1 029 300 €, au titre de l'année 2026 pour l'ensemble des trois associations qui gèrent les six RHJ, selon la répartition suivante :

Associations	Financement maximal
API PROVENCE	360 255 €
MONTJOYE	325 945 €
LOGIS DES JEUNES DE PROVENCE	343 100 €
TOTAL	1 029 300 €

4.2. Modalités de versement

Le versement sera effectué selon les modalités suivantes et conformément aux règles de la comptabilité publique :

- **L'accompagnement socio-éducatif :**
Le paiement sera réalisé mensuellement sur présentation des factures, sur la base du versement d'un tarif forfaitaire journalier d'un montant de 47 € par jeune mineur ou majeur présent en contrat d'accès à l'autonomie et ce, à partir du premier jour de présence en RHJ.

Pour les mineurs confiés au Département avec ou sans référent parental dès 16 ans, le Conseil départemental s'engage à régler :

- **Les frais liés au logement, soit :**
 - Les frais d'entrée,
 - Le dépôt de garantie qui sera systématiquement récupéré par le Département lors de la sortie du jeune. Cette modalité devra être actée avec le jeune dès la contractualisation de son entrée dans les lieux,
 - Les redevances durant toute la minorité sur présentation des factures correspondantes et des aides financières versées par le Département au titre de l'aide sociale à l'enfance.

- **Le versement pour le mineur d'une allocation d'entretien** à concurrence d'un reste à vivre de 480 €, et devant prendre en considération les activités annexes (sportives, mobilité, loisirs).

Par ailleurs en application de l'article L 1611-4 du code général des collectivités territoriales qui dispose que tout cocontractant « *ayant reçu une subvention peut être soumis au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée* », les cocontractants devront tenir à disposition des services départementaux les rapports d'activités, revues de presse, outils de communication relatifs aux périodes couvertes par la convention et à la consommation détaillée des crédits ainsi obtenus.

Les cocontractants devront également transmettre au Département, dans les six mois qui suivent la fin de l'année civile en cours, une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité et notamment un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est applicable pour une durée d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026 et pourra être reconduite de façon expresse dans la limite de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2028.

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

6.1. Modification

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord aux parties.

La demande de modification de la présente convention sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

En cas de changement de statut juridique du cocontractant, la présente convention sera modifiée par voie d'avenant, pris après information préalable et accord exprès du Département sur le transfert de la présente convention.

Les cocontractants transmettront notamment au Département l'ensemble des pièces relatives au changement de son statut juridique : procès-verbal du conseil d'administration, délibération autorisant le changement de statut ou le transfert à une autre entité, RIB et documents administratifs nécessaires au transfert de titulaire.

6.2. Résiliation

6.2.1. Modalités générales

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par les cocontractants, pour une raison quelconque, ceux-ci doivent en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-observation des clauses de la présente convention et après mise en demeure par le Département, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours calendaires, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice ni de remplir aucune formalité.

Le cas échéant, les cocontractants seront alors tenus de reverser au Département les sommes indûment perçues.

6.2.2. Résiliation pour inexécution des obligations contractuelles

Le Département peut mettre fin à la présente convention lorsqu'il apparaît que les cocontractants n'ont pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à leurs obligations réglementaires, n'ont pas respecté les délais d'exécution prévus.

Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai de 30 jours. La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation ni à aucune reprise de personnel des cocontractants.

6.2.3. Résiliation unilatérale

Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution de la présente convention pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation de la convention est notifiée aux cocontractants par lettre recommandée avec accusé de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification. La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel des cocontractants.

6.2.4. Résiliation suite à disparition du cocontractant

En cas de disparition d'un des cocontractants, le Département peut résilier la convention ou accepter sa continuation par le repreneur. Un avenant de transfert est établi à cette fin conformément à l'article 6, alinéa 1.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de la disparition juridique d'un des cocontractants.

La résiliation ne donne lieu tant pour l'un des cocontractants que pour les éventuels ayants droit à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel d'un des cocontractants ou de ses ayants droit.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire d'un des cocontractants, la convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations d'un des cocontractants dans un délai de 30 jours.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. La résiliation ne donne lieu tant pour les cocontractants que pour leurs éventuels ayants droit à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel des cocontractants ou de leurs ayants droit.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Les cocontractants s'engagent en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'évènement.

D'une façon générale, les cocontractants feront en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du Département des Alpes-Maritimes sur toutes publications réalisées. Ils devront soumettre au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département. Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Les cocontractants devront en plus de la présence du logo sur les supports de communication :

- adresser des invitations lorsqu'il organise ses manifestations,
- autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'évènement,
- prévoir la présence de l'édito du Président du Département sur la brochure de présentation,
- prévoir une page de publicité dans la brochure de l'évènement,
- intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'évènement,
- intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant sur le site de la collectivité.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Les cocontractants devront contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la présente convention ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux autres cocontractants.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Nice, 18 avenue des Fleurs, CS 61039, 06050 NICE CEDEX 1, ou par voie électronique sur le site <https://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

10.1. Confidentialité

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations

et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Les cocontractants s'engagent à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par leur personnel et leurs sous-traitants :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, ils s'engagent à :

- Procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- Ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par les cocontractants.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité des titulaires peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur des titulaires, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL

Les partenaires signataires de la convention s'engagent à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Les signataires de la convention s'engagent à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, les signataires de la convention doivent aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de leur obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Les signataires de la convention communiquent au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, s'ils en ont désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Les signataires de la convention (*qu'ils soient considérés comme responsables de traitement ou sous-traitant*), déclarent tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

Nice, le

Le Président du Département
des Alpes-Maritimes

Charles Ange GINESY

Le Président de l'association
API PROVENCE

Nicolas ZITOLI

La Présidente de l'association
MONTJOYE

Catherine BRETAUDEAU

Le Président du LOGIS DES
JEUNES DE PROVENCE

Eric ROUSSEL

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le cocontractant qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que les cocontractants, signataires de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier aux cocontractants, signataires de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, les cocontractants dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doivent notamment s'assurer que :

- Toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- Les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- Un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le cocontractant, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- Des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- Les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- Les cocontractants s'interdisent de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Ils s'engagent, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Les cocontractants s'engagent à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, les cocontractants fournissent une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Les cocontractants s'engagent à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Les cocontractants documenteront le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Les cocontractants mettent à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.